Invitations au Débat sur la Totalité

Une expérience d'assemblée en France au printemps 2006

•

Critique de *l'AG en lutte*

invitations@debat-totalite.org

Sommaire

• **Préambule** 3

• **Point sur le « mouvement » de contestation en France au printemps 2006, dit « anti-CPE », dans son ensemble** 9

• ***L'AG en lutte*** 14

1. L'occupation de la Sorbonne 14

2. L'occupation de l'EHESS et la constitution de *l'AG en lutte* 17

Origines de l'occupation 17
Caractéristiques de l'occupation 18
L'assemblée dans l'EHESS occupée 19
Déroulements de l'assemblée 19
Domination d'une tendance activiste sur la majeure partie des débats 22

3. Suites de *l'AG en lutte* 23

Installation de l'assemblée rue Servan 23
Rétrécissement de l'assemblée en comité d'action élargi 23
Fin du « mouvement » ; fin de l'assemblée 28

• **Critique de l'assemblée** 30

1. Insuffisances pratiques. La question de la prise de décision et celle du rapport à l'information 30

Autoconstitution de l'assemblée 30
Sur le rejet du vote 31
Sur la décision en général 32
Reconnaître l'assemblée 33
L'incompatibilité d'une assemblée souveraine et d'une médiation extérieure 36

2. Manque du négatif dans l'assemblée 41

Manque de rupture pratique dans les rues 41
Ignorance de la révolte dans le monde 44

3. Limites théoriques et critiques 47

4. Manifestations de la middleclass dans l'assemblée 52

Middleclass 52
La middleclass contre l'assemblée 55

• **Invitation au débat sur la totalité** 57

Paralysie 58
Activation 60
De notre position 61

• Annexes 63

Annexe 1 63
Annexe 2 64
Annexe 3 65
Annexe 4 66

Préambule

Les humains font le monde et le monde leur échappe. Au premier abord, l'affirmation peut paraître triviale mais elle contient un puissant paradoxe : l'ensemble de la pensée se dérobe au genre humain qui pourtant le produit. Dans sa progression, l'histoire tend à l'exacerbation d'un tel paradoxe. On pourrait dire que l'humanité échappe à l'humanité, et que ça commence à se voir. Nature et dieu, autrefois seules entités autorisées à se disputer la conduite du monde, ont perdu de leur centralité ne laissant plus que des traces diffuses, dispersées. Mais voilà, ce qui produit nature et dieu, le processus par lequel la pensée des humains se sépare d'eux, n'en reste pas moins à l'œuvre et de façon toujours plus accrue suivant l'expansion démographique. Quelques-uns s'entendent aujourd'hui pour lui conserver le nom d'aliénation, sur la base de son acception hégélienne, même si son sens et son utilisation ont notablement évolué depuis l'époque où, du fait de sa vulgarisation, il concentrait en lui tous les maux de la société. Dans la conscience même et en se communiquant, en s'extériorisant, la pensée se transforme, échappe aux individus, s'aliène ; son essence même devient autre. Saisi comme phénomène inévitable, ce mouvement de la pensée du genre dévoile l'étendue de sa richesse, le *nous* comme totalité, comme territoire vierge à découvrir et comme sujet à accomplir. Occulté et refoulé, le même phénomène se joue des consciences, altère la perception du tout, laisse les rênes aux choses contre des humains divisés, impuissants et soumis.

Nous pensons que le débat sur la totalité se joue là, en tant que conflit entre ceux qui dissimulent le phénomène exponentiel de l'aliénation et ceux qui le révèlent pour s'y confronter. De par sa nature même, l'aliénation ne laisse plus saisir deux camps clairement définis comme masses d'individus, les partis sont identifiables en fonction des moments. Ils ne sont pas déterminés entièrement par un donné, ils se déterminent aussi par des choix. Le premier parti est le parti dominant, celui de la conservation, de l'ordre, de la gestion, qui travaille à empêcher le débat sur la totalité. Le second est constitué de tous ceux qui se révoltent dans le monde, au moment où ils le font. Nous considérons leur pratique, le négatif, comme moteur de l'histoire, comme ce par quoi nous pouvons comprendre le monde parce que par leur biais surgit la nouveauté, ce que l'humanité découvre en actes.

Mais la révolte ne peut être appréhendée qu'à partir de la connaissance de toutes ses expressions particulières. Pour sortir de la simple particularité, elle demande à être comprise dans sa totalité. Alors, pour satisfaire l'exigence de ne formuler un discours sur le monde qu'à partir de la manifestation de ce qui le change, il faut se donner les moyens de connaître l'ensemble de ces « faits négatifs » qui jaillissent comme autant de débuts possibles du débat sur tout. D'autres avant nous ont posé cette condition et ont en conséquence élaboré une méthode pour s'y conformer. Nous avons choisi d'adopter un mode de fonctionnement très proche qui consiste à se doter d'un observatoire permettant par le détournement de l'information dominante d'isoler les faits, d'en retrouver le fil, l'unité, de tisser les liens entre des révoltes maintenues séparées dans l'organisation du récit journalistique. Pour sortir des discours idéologiques qui partent de présupposés inamovibles, immuables, et qui adaptent les faits à ce qu'ils ont préétabli, il nous a fallu adopter la position isolée de l'observateur tout en sachant en quoi notre projet la remet en cause, se propose aussi à terme de la supprimer.

Nous partons de ce que nous savons des révoltes modernes, que ce savoir provienne des résultats de notre observation ou de ceux obtenus par d'autres à l'aide d'une méthode analogue qui donne la primauté aux faits. Aujourd'hui les faits de révolte de mars 2006 en France, parce que nous y avons pris part et parce que nous prenons maintenant la parole pour en critiquer les limites, implique l'exposition de ce que nous comprenons de l'évolution du monde à travers le négatif et ce qui obstrue sa progression. Se côtoient ainsi deux manières de connaître les faits, deux rapports à la connaissance, celui de l'observateur et celui de l'acteur ou du témoin. Il ne s'agit pas de donner à ces faits particuliers une place disproportionnée parce que nous y avons participé. Il faut les situer dans l'époque, et, après la défaite, confronter ce qu'ils ont été à ce qui se joue ailleurs sur le

théâtre des opérations. De plus, ce que l'on sait de la révolte moderne et de ce qui manque à son dépassement a grandement influé sur notre décision de répondre à l'appel à la constitution de l'assemblée du 20 mars, future *AG en lutte*. Il est donc important de considérer cet événement et ses éléments les plus remarquables du point de vue de la situation générale et de ce qui y a conduit, tant pour justifier l'intérêt que nous y avons porté, c'est-à-dire le possible que nous y avons vu, que pour faire l'analyse de ses principales lacunes et contrer le traitement qu'en ont fait les commentateurs autorisés.

C'est d'abord dans sa forme même que la révolte s'est modifiée au cours des dernières décennies et sans que ces modifications et leur unité atteignent une véritable notoriété. Le monde est en effet organisé pour taire ou calomnier les expressions d'insatisfaction offensives modernes. Alors que ce changement dans la forme est inévitablement changement dans le contenu, progrès, dépassement du contenu gelé par les partis et idéologies de toutes sortes.

Par plusieurs assauts successifs, les révoltés modernes ont rompu dans leur pratique avec l'encadrement idéologique et policier issu de la contre-révolution bolchevique, et du faux débat sur le mode de gestion imposé par les récupérateurs de la révolte et leurs concurrents. L'émeute moderne a été cette pratique ; ce moment de la négativité « simple » où toute médiation consciente susceptible de diriger les actes de ses participants est prise de vitesse, excluant préméditation et hiérarchie. La conscience y est dépassée par un phénomène collectif où l'émotion prend le pas sur une rationalité qui n'autorise plus que le constat. Depuis la révolution en Iran où elle est apparue au monde, puis entre 1988 et 1993 où elle s'est généralisée quasi-simultanément à l'échelle du globe accélérant notamment la chute des Etats staliniens, l'émeute moderne s'est répandue pour ne plus constituer que le dernier commencement possible de la remise en cause de tout, seule manifestation de vie, ultime étincelle.

Sous sa forme moderne, l'émeute a été le négatif d'une époque, révélatrice du mouvement général de l'aliénation et critique en actes de l'organisation de son occultation.

Mais l'émeute ne suffit pas, elle inaugure seulement le débat, dessine ses conditions. Si elle semble aujourd'hui plus présente encore qu'il y a quinze ans, elle a aussi perdu de sa capacité à s'étendre, à ouvrir immédiatement les perspectives historiques de l'insurrection. C'est son évidence même qui semble maintenant faire défaut à sa progression parce que le monde qu'elle attaquait directement à l'époque précédente s'est transformé. La négativité « simple » tire sa force, sa profondeur, de ce qu'elle nie, de ce avec quoi elle rompt, chaque destruction est un cap de franchi, permet l'éclosion de pensée neuve. Le sujet collectif ébauché dans l'émeute tire sa consistance de ce qu'il a en face, or la consistance du monde attaqué par les émeutiers modernes s'est considérablement diluée. De la réorganisation post-guerre froide où le faux débat est finalement révélé à la situation actuelle où les gestionnaires n'ont plus que la menace du terrorisme pour justifier l'absence – ou le perpétuel ajournement – de projet pour la société, le questionnement sur le sens a été laissé vacant, sans réponse. En étendant leur empire, la marchandise et l'information propagent cette absence de sens comme normalité, comme état naturel. Ces deux types de médiation ne peuvent être considérés comme sujets, ils se sont seulement imposés toujours plus profondément en gardiens omnipotents du rapport social, en colons de la communication. La pensée dominante qu'ils véhiculent ne porte que sur la perpétuation et la conservation de ce qui est là, la communication totale autonomisée aux dépens des humains mais qui les engage tous.

Les deux révoltes les plus importantes de la seconde moitié des années 1990 ont consisté en des attaques pratiques des moyens de la communication autonomisée. En Albanie en 1997 et en Indonésie en 1998, le pillage a été la principale caractéristique du soulèvement des gueux. Au cours de ces deux explosions de colère, des hordes de pauvres non encadrés ont pratiqué une razzia sur ce qui les maintient séparés au quotidien, ce qui leur promet sans jamais les satisfaire, ce à quoi l'accès est conditionné par la soumission, et qui est le sacré de l'époque moderne. Le point culminant de cet assaut a été la mise à sac quasi complète de Jakarta, la capitale indonésienne, du 13 au 15 mai 1998. Dans le pillage tel qu'il s'est consommé ici, s'entame la désacralisation de la marchandise, la mise en cause de sa centralité. En temps normal objet de convoitise, elle a été le plus souvent détruite après avoir été arrachée des commerces, qui partirent eux-mêmes en fumée. Trop isolées et malheureusement non simultanées, ces deux révoltes ont été battues, récupérées ou épuisées,

sans avoir donné lieu au débat qu'appelait logiquement la profonde brèche qu'elles avaient ouverte.

Il faut attendre jusqu'en 2001 pour voir deux tentatives de poursuivre le débat après l'émeute. En Algérie et en Argentine, deux types d'organisations sont apparus à la suite d'intenses ruptures pratiques. Dans le premier de ces deux Etats, la révolte forte mais extrêmement concentrée contre l'Etat et qui a laissé indemnes la marchandise et les journalistes, a donné naissance à ce qui pouvait sembler de prime abord une auto-organisation des émeutiers. Finalement, loin de continuer sur la base de ce que l'émeute avait posé, les coordinations de Kabylie se sont révélées des organes complètement inaptes au débat : fonctionnement représentatif et faussement horizontal, réunions réservées aux adultes, relent identitaire, leaders, collusion avec la presse. En Argentine en revanche, le soulèvement du mois de décembre n'a pas épargné la marchandise, et il semble qu'on puisse en partie attribuer à cette différence la supériorité qualitative de l'après-émeute qui a eu lieu. Les pauvres de Buenos Aires, mis dans la rue par les conséquences de la faillite de l'Etat, y sont restés après les pillages, les manifestations massives, les affrontements avec les flics, et la chute de deux présidents en quelques jours. Face à la banqueroute du pays dont ils ont été les principales « victimes », ils ont exprimé en actes et en paroles le rejet de leurs gestionnaires et de l'ordre qui permet l'usurpation du pouvoir. « Que se vayan todos » (« qu'ils s'en aillent tous ») y fut le slogan principal, la constitution d'assemblées de quartier sa traduction pratique. Par leur origine, leur forme, leur mode de fonctionnement – elles étaient ouvertes à tous et la parole de chacun y était respectée – ces assemblées sont apparues comme le moyen possible de dépasser la simple émeute, de pousser le débat au-delà de la rupture initiale qui le conditionne et qui l'appelle. Une organisation est née qui permet la libération de paroles sans Etat, ni marchandise, ni information dominante. De plus, cette nouveauté s'est accompagnée dans ce riche mouvement d'une pratique significative de l'époque : le blocage de routes en tant qu'acte offensif s'est affirmé comme une réplique négative à la dépossession de tous par le mouvement incontrôlé de la pensée, dont la circulation routière massive autorégulée est l'exemplaire expression visible.

Face à ce négatif qui selon ce que nous en savons se manifeste encore régulièrement aujourd'hui, même si c'est davantage sur le mode de l'émeute que sur celui de son dépassement dans le débat parlé, l'ennemi possède un puissant pare-feu. Par un essor proportionnel à celui de l'aliénation, les spécialistes de l'information jouent dorénavant un rôle essentiel dans le devenir des actes de révolte. A l'échelle du monde, cet intermédiaire autodésigné entre les pauvres a pris la forme d'un véritable parti, ce corollairement à son acquisition du monopole de la parole publique sur les faits. C'est davantage une conception commune des choses, une somme de certitudes morales et idéologiques qui unissent cette profession qu'une concertation consciente. Concrètement cela se traduit par une hostilité systématique à toute expression de négativité non récupérable, et par une réduction de ces expressions à des épiphénomènes rattachables aux catégories dominantes (économie, nation, race, ethnie, religion), imputables à des facteurs objectifs. Le mensonge n'est plus formel, sur les faits, comme au temps de l'information d'Etat, il est dans l'organisation de leur compte-rendu, dans leur subordination au discours censé les expliquer. C'est ainsi un travail permanent de réduction voire d'occultation, comme de surexposition d'événements qui ne valent plus que pour confirmer ce que l'on savait déjà avant qu'ils n'aient lieu. Les acteurs de la révolte sont dépossédés du sens de leurs actes toujours réinscrits dans un présent perpétuel, et rendus publics suivant une grille d'interprétation immuable. Ici, la nouveauté est toujours cachée, ce qui en porte le nom toujours du réchauffé.

Plus généralement, le juvénile parti de l'information, en relais de la pensée dominante moderne, véhicule l'effacement progressif de toute compréhension du point de vue de la totalité, comme l'effacement de la conception du temps historique, saisi dans son irréversibilité, au profit du quotidien individuel voué à la répétition. Il est l'instrument de la propagande comme son principal dupe, la pensée middleclass qu'il diffuse lui doit son apparition et sa domination. Car si la fin du mouvement ouvrier a permis l'éclatement des carcans marxistes, le camp de la conservation s'est aussi adapté à cette évolution. Le ventre mou de la société occidentale est devenu un modèle, la prétendue majorité mondiale, institué ainsi par les journalistes qui en font partie et le représentent à merveille.

La middleclass n'est ni une catégorie économique ni une catégorie sociologique, elle désigne un état, un rapport au monde que les explications économique et sociologique ne pourraient décrire que partiellement.

Résultat des progrès les plus récents de l'aliénation, elle est conditionnée par la soumission et la collaboration aux moyens de communication dominants, et vise, du fait de sa capacité à s'autoreprésenter comme l'abouti, à s'étendre de manière hégémonique. De façon générale, on pourrait dire qu'elle est la manifestation de la conservation, positivité historique, thèse, à un moment de l'histoire où le nœud du conflit porte sur l'actualité même de l'histoire. Elle est le chien de garde de l'aliénation qui ignore l'existence de son maître. Encore une fois, elle n'est pas entièrement perceptible en termes d'individus, car tout en soutenant le mensonge sur leur intégrité, elle procède de leur dissolution, les traverse plus qu'elle ne les emplit.

L'Occident est la terre d'élection de la middleclass. L'exportation de ses valeurs et conceptions hors de ses frontières prend la forme d'une néo-colonisation, elles sont imposées par la force là où les conditions ne sont pas réunies pour se propager par le seul prosélytisme. Point de départ de cette campagne idéologique, l'Occident est un consortium d'Etats dont le périmètre et l'influence se sont étendus depuis la dissolution du bloc bureaucratique. Ce territoire dont fait aussi bien partie le Canada que l'Australie, se distingue comme tête de pont de la soumission à la marchandise. L'Etat y est clairement inféodé à ses exigences et s'est vu ravir le contrôle du discours public par l'information dominante, la séparation entre les humains y a atteint ce qui paraît son point extrême. Une telle misère ne trouve pourtant que rarement là son négatif, la vision middleclass la travestit au contraire en apogée. Est ainsi entérinée la remise des commandes aux choses. C'est une dictature sans dictateur sinon une pensée séparée de son émetteur : la masse médiocre satisfaite d'avoir le choix alors qu'elle n'a fait que celui de son abdication.

La révolution en Iran a révélé le déplacement géographique du négatif, le terrain sur lequel il s'était exprimé au cours des deux siècles précédents n'est plus son centre. Avec la fin du mouvement ouvrier, la révolte a changé de forme et de contenu, elle a aussi changé de lieu. Jouée sans conscience par des adolescents intrépides ou menée par ceux qui n'ont plus rien à perdre, joyeuse et dure, incontrôlable et offensive, elle surgit aujourd'hui en Algérie, en Bolivie, au Yémen ou en Chine. L'Occident n'en donne généralement qu'un ersatz figé et ritualisé, largement relayé par l'information pour qu'il passe pour la seule contestation existante. Des traditionnelles pérégrinations altermondialistes calées sur le calendrier des chefs d'Etat aux défilés plaintifs et périodiques contre le démantèlement de l'Etat, c'est la même indignation officielle et tolérée qui n'exprime que son appartenance à ce qui est là, que son désir de le conserver.

Mû par la dialectique typique des petits propriétaires, entre bonheur simulé et angoisse, le petit enclos occidental continue à se faire progressivement forteresse. Une zone habitable est ménagée, protégée. A la périphérie, est rejetée la plèbe, la grande majorité silencieuse, à laquelle il suffit de ne donner qu'une très faible et très orientée représentation dans le discours public pour qu'elle ne se sache pas en tant que telle. Le phénomène se produit également à l'intérieur même de la forteresse comme l'avait remarqué la Bibliothèque des Emeutes. Les plus pauvres matériellement sont refoulés à la périphérie des grandes villes [1]. Si bien que pour le malheur de l'Etat, il s'est développé là une gueuserie.

En France, on a pu voir depuis le milieu des années 80 puis surtout au début de la décennie suivante, ces zones menacer d'exploser. Mais pour le bonheur de l'Etat, conjointement au développement d'un négatif, s'est creusé un fossé entre les pauvres. Le massif mouvement social de 1995, au lieu de rejoindre les émeutiers des quartiers dans leur offensive et leur détermination, n'a su que se couper de ces alliés potentiels sur lesquels il pouvait prendre exemple, limitant sa portée à de faibles revendications pour tenter de préserver l'Etat social, cette usurpation si justement mise à mal en actes dans les banlieues peu de temps auparavant voire au même moment. On a vu là la middleclass à l'œuvre, lorsqu'elle n'est plus l'apanage des classes moyennes, mais que les pauvres reprennent sa morale, ses valeurs, son conformisme.

Plus récemment, alors que les quelques expressions gueuses occidentales végétaient en hooliganisme et en beuveries estudiantines, certains signes nouveaux ont fait leur apparition. Des pillards de la Nouvelle-Orléans aux petits enragés de Belfast, des pauvres non domestiqués apparaissent dans l'information au cours

1. Aux Etats-Unis, la situation, inverse jusque-là, semble depuis quelques années suivre cette même tendance d'un nettoyage des centres-villes.

du second semestre 2005, au cœur même de la forteresse. Tandis qu'à Ceuta et Melilla, d'autres l'assaillent et tentent de franchir ses remparts.

En France, le même phénomène émerge plus significativement encore. A l'automne, l'unanime aversion des jeunes des quartiers périphériques pour le premier flic du pays déclenche une révolte pratiquée simultanément dans les cités qui ne la connaissaient jusque-là que successivement. A la suite d'une bavure, des combats de rue avec les flics et des destructions commencent à Clichy-sous-Bois à la fin du mois d'octobre et s'étendent rapidement à une bonne partie de l'Ile-de-France puis aux villes de province. La fronde va se concentrer sur l'Etat et ses institutions, touchant moins significativement la marchandise et les informateurs. Par groupes de quelques dizaines à 300, les adolescents déterminés s'en prennent à leur triste décor, en particulier aux voitures de leurs « voisins », signe qu'ils n'entendent rien conserver de ce qui les entoure. Durant plus de deux semaines, c'est un incendie sans représentants ni porte-parole, qui n'exprime que la négation brute et immédiate.

Mais si les foyers se multiplient à grande échelle, cela n'entraîne pas pour autant une progression qualitative, la profusion de discours explicatifs sur l'événement recouvre rapidement l'inconnu libéré par la situation. Que les observateurs officiels insistent sur une explication identitaire, sociale ou économique des faits, il s'agit toujours de consacrer la prétendue séparation essentielle entre les auteurs des troubles (délinquants ou victimes sociales) et le reste des pauvres (les honnêtes gens, les riverains), comme de poser clairement des limites aux actes en les objectivant. Circonscrire ce qui se jouait là à une catégorie de la population, les jeunes de banlieue, la caillera, a évidemment été rendu possible par des faiblesses pratiques de la révolte même. Il ne semble pas y avoir eu de véritable émeute dans ce mouvement baptisé rétrospectivement « les émeutes de novembre ». En termes d'effectifs, de rencontres, de cibles visées, d'affrontements directs, les faits ne semblent pas avoir permis à leurs auteurs de transcender cette identité qui leur colle à la peau jusque dans l'événement négatif, dans la situation pourtant nouvelle, créée par eux. Dans un sens comme dans l'autre, le résultat de ce cloisonnement est d'empêcher toute jonction entre les pauvres susceptibles de se reconnaître une insatisfaction commune. Contrairement à ce que proclamait une partie de la presse internationale, Paris n'a pas brûlé au cours de ce mois de novembre.

Un tel événement n'en reste pas moins typique de la révolte moderne, dans sa négativité « simple » et sa spontanéité initiale, comme est typique la manière dont il a été battu, dont il s'est épuisé. La répression étatique directe n'est décisive que parce que toute perspective historique est niée préalablement par l'ensemble de ceux qui confisquent les moyens de communication et dont l'influence est d'autant plus forte en territoire middleclass.

A l'échelle du monde, les acteurs de faits négatifs sont soumis à cette problématique, comment donner collectivement une suite au débat contre la dépossession du sens par l'information dominante, contre les divisions qu'elle impose ? Comment poursuivre après l'émeute sans perdre ce qu'elle pose comme exigences, comme principes négatifs ? Les expériences de 2001 sont là comme premiers essais, avec l'ensemble de leurs défauts comme avec ce qu'elles ont montré de neuf, de possible. Le parti de la vérification pratique, de l'histoire, ne peut se passer d'élaborer sa médiation, sa nécessité s'impose, et les assembléistes argentins ont montré que son organisation n'est pas vouée inéluctablement à trahir les actes qui la permettent.

Maintenant que les certitudes rudimentaires qui nourrissaient sa potentialité se dissipent, l'immédiateté de l'émeute demande plus que jamais à être dépassée. L'évolution des actes négatifs semble aller dans ce sens mais quand même le repère de l'explosion originelle qu'est l'émeute manque, leur évaluation devient plus malaisée. Sachant que le débat n'est possible que si ceux qui le mènent se sont affranchis de ce qui l'empêche en temps normal. Le débat parlé peut-il s'engager sans avoir été inauguré par les déflagrations de la rue ?

Cantonnés par la force des choses à une position d'observateurs, car situés au milieu de la répugnante domination middleclass, c'est avec ces questions que nous-mêmes étions aux prises avant que ne commence le mouvement étudiant contre le CPE à la fin de l'hiver 2005. L'assemblée constituée le 20 mars, dans le sillage de plusieurs faits négatifs relativement faibles mais déterminants pour le dépassement qu'ils dessinaient,

nous a paru la possibilité d'y trouver des réponses pratiques. Plus généralement, le temps que nous y avons participé, nous l'avons fait avec la conviction d'y jouer nos vies, d'y jouer le monde. Il s'agissait d'étendre ce possible que nos consciences savaient pourtant modeste, de prendre part à son exploration, cela en se prêtant au jeu de l'aliénation, sans programme préconçu ni direction à imposer.

Le temps du possible passé, notre récit de ce qui a eu lieu, s'il a aussi pour but de faire la lumière sur ce qui a été éclipsé par la calomnie des informateurs en place, ne peut prendre la forme d'un témoignage qui prétendrait à l'illusoire objectivité qu'ils prisent eux-mêmes tant. Cela ne signifie évidemment pas que nous puissions mentir sur les faits. Ce qui est dit ici est ce que nous avons vu, mais seulement le point de vue de quelques participants. Nous aurions préféré que l'assemblée s'exprime elle-même sur le sujet, elle n'a malheureusement pas su aller jusque-là. Pour cette raison, ce texte est aussi et surtout une critique de toutes les insuffisances qui se sont opposées à la poursuite du débat contre sa version spectaculaire.

Point sur le « mouvement » de contestation du printemps 2006 en France, dit « anti-CPE », dans son ensemble

Le mouvement de contestation du printemps 2006 en France a été double. D'abord, d'un côté, il y a eu le mouvement étudiant, sous le contrôle des syndicats, reconnu en tant que tel par l'Etat et l'information dominante. Et puis, d'un autre côté, à la faveur de cette mobilisation massive et molle, défensive et revendicative, il s'est développé un mouvement moins évident, plus souterrain, par bribes, de débordements du mouvement officiel. Seuls ceux-là méritent qu'on s'y arrête, pour en dégager les spécificités, pour en rendre visible les faits révélateurs, car seuls ils ont contenu du négatif, même si tout relatif vis-à-vis d'autres de ses manifestations dans le monde. Et, sans une telle apparition, ce texte n'aurait pas lieu d'être, car nous croyons que sans elle, l'assemblée *AG en lutte* n'aurait pas existé.

Suite à l'annonce en janvier 2006 de l'instauration prochaine du CPE, nouveau contrat de travail concernant les moins de 26 ans, et en parallèle de la procédure étatique de sa validation, des étudiants ont commencé de protester, dans le courant du mois de février, et surtout au début du mois de mars. Une première journée de manifestations eut lieu le 7 février, où la grève fut votée dans une université de Rennes, une deuxième le 16 du même mois, suivie la semaine suivante par la décision d'autres grèves, dans les universités parisiennes de Jussieu et Tolbiac. Alors qu'approchait la promulgation effective de la loi sur le CPE, au début du mois de mars la mobilisation s'amplifia : le 5 mars, une « coordination nationale étudiante (composée de délégués élus au sein de 39 universités) » appela à la « grève reconductible des étudiants à partir du 7 mars » ; le 7 mars, des manifestations furent organisées dans 160 villes, des grèves perturbaient alors une quarantaine d'universités, des syndicats de profs appelèrent à l'arrêt du travail pour ce jour. Face au refus étatique de céder, les syndicats étudiants entonnèrent le refrain connu de la multiplication à venir des journées de manifestations, et de l'extension des perturbations dans les facs, jusqu'à l'obtention du « retrait du CPE ». C'était là le mot d'ordre dominant, et la limite acceptée par les tenants de ce mouvement exclusivement *étudiant*, revendiqué en tant que tel, en dépit de la prétention à l'élargissement qu'affichait la coordination nationale susnommée, par la publication d'une plate-forme de plusieurs revendications, prenant notamment pour cible l'ensemble de la loi dite sur l'égalité des chances.

Voilà pour le décor, voilà pour le contexte qui, s'il n'y avait eu que cela, n'appellerait aucune considération, sinon la simple mise en évidence des limites rédhibitoires d'un mouvement sans intérêt. Si une rapide description de sa mise en marche importe, c'est pour le prétexte qu'il a offert, à la mise en cause de ces limites, à leur possible suppression, auxquelles certains faits ont entrouvert la voie.

Dès le mardi 7 mars, de petites étincelles ont commencé d'éclairer les mornes défilés habituels, à Lille où « des « jeunes » ont attaqué les forces de l'ordre », pour une quinzaine d'arrestations, à Toulouse où deux personnes ont été blessées, et « trois émeutiers » arrêtés. Mais c'est surtout à la fin de cette semaine, au centre de Paris, qu'une tension certaine a commencé de se libérer, autour de la Sorbonne d'abord occupée, puis évacuée, enfin gardée en permanence par des escadrons entiers de CRS et autres flics, pendant plus d'un mois. Entre le jeudi 9 mars, où se rassemblèrent aux abords du bâtiment les premiers soutiens des occupants, et le samedi 18 mars, où surveillance et blocus policiers ont atteint leur déploiement le plus ample, plusieurs rounds se sont succédés avec une gradation dans l'intensité du face-à-face, jusqu'au point culminant du jeudi 16 mars. Dès le lendemain du lancement de l'occupation par des étudiants le mercredi 8, plusieurs dizaines de personnes manifestèrent leur désir de s'y rallier, bien trop au goût des flics qui déçurent leurs attentes à la

lacrymogène, non sans qu'ils reçussent eux-mêmes en retour quelques projectiles de derrière des barricades érigées à la va-vite. Rebelote le jour suivant, vendredi 10, quand les occupants virent leurs rangs grossis de dizaines de renforts, avant une évacuation en force qui se solda par le même genre d'opposition que la veille. Alors, la Sorbonne devint le centre d'une attention spéciale, symbole à reconquérir pour certains (les crieurs du dégoûtant « La Sorbonne aux étudiants ! »), et de façon plus intéressante point de ralliement pour les insatisfaits des jours suivants, qui n'étaient pas seulement des étudiants, ou qui l'étaient encore mais sans se revendiquer comme tels. Le mardi 14 mars, une manifestation de quelques milliers, sans parcours strictement défini, se termina, pour un nombre conséquent de participants, face aux cordons des flics qui y furent malmenés, et 9 blessés, grâce aux premiers carrés de dalle descellés de la place de la Sorbonne. Sur cette lancée, ce fut le jeudi 16 mars que se créa la situation conflictuelle la plus intense, la plus proche de l'émeute. L'issue de la manifestation rituelle qui échoua à Sèvres Babylone fut l'occasion d'un premier échauffement, de nombreux manifestants s'essayant à percer les barrages policiers bloquant tous les accès au carrefour. Puis, le cri de ralliement se propagea, « Tous à la Sorbonne ! », et plusieurs centaines y convergèrent pour la confrontation la plus dure sur ce lieu : plusieurs fois des groupes de révoltés firent reculer les flics les chargeant ; c'est là que ces derniers usèrent d'un canon à eau pour riposter aux jets de morceaux de dalles, de chaises et de tables saisies sur les terrasses des cafés de la place, et de quelques cocktails ; le feu pris dans une libraire désaffectée à l'angle de la place et du boulevard St Michel, également vidée de tout ce qui pouvait se transformer en projectiles ; quand les flics prirent finalement le dessus, quelques voitures furent retournées et incendiées, et des vitrines volèrent en éclats ; dans les rues du centre de Paris, on novembrisait, en quelque sorte. Ce jour-là, d'après un comptage officiel, entre l'après-midi et les alentours de minuit, 18 révoltés furent blessés, et 92 flics. 187 personnes furent arrêtées.

Dans un tel moment, qui ne fut donc pas le seul mais un des plus significatifs, du moins à Paris, ceux qui firent de la rue ce terrain d'affrontement direct et offensif sortirent résolument des cadres du mouvement officiel défensif. C'étaient alors leurs actes mêmes qui importaient, qui primaient sur les termes fixés de la protestation initiale, fondée sur l'apparence d'opposition inconciliable entre discours étatique et syndical, mise en scène par le relais de l'information. Si au cours de ces situations d'affrontements, on a pu observer des comportements typiques des caricatures d'émeutes altermondialistes, qui ont parfois dominé, quand des petits commandos se préparent au « combat » en fonction des rendez-vous que leur fixent gestionnaires dominants et leurs polices, ça n'a pas été systématiquement le cas. Et ça n'était pas non plus les modes d'action de l'automne précédent, parce que la situation différait. C'était autre chose, un négatif qui a pointé de façon inattendue, surprenante au vu de ce que nous en connaissons en Occident, et en France en particulier. L'expression d'une insatisfaction restée longtemps en sourdine, insoupçonnable avant la rupture de novembre 2005, grâce à laquelle un certain imprévu, une possibilité de progression qualitative, dans les rues, étaient en jeu. Comme lorsque, deux jours après l'affrontement de la Sorbonne, des manifestants se détachèrent du troupeau se disloquant place de la Nation, pour poursuivre le face-à-face entamé là avec les flics, Boulevard Davout et sur le cours de Vincennes, où par les jets de projectiles, les voitures brûlées, les commerces attaqués, ils semblent qu'ils se soient encore davantage approchés de se qu'on pourrait nommer une émeute.

Le cas de Paris n'a pas été le seul. A Rennes, à Lille, à Toulouse, à Marseille, à Clermont-Ferrand, au Raincy, à Drancy, à Savigny-sur-Orge, à Dunkerque, à Grenoble, à Nancy, à Lyon, à Villeurbanne, à Saint-Denis, à Rouen, à Caen, à Lorient, des « incidents », des « heurts », pour reprendre les qualificatifs de l'information, ont eu lieu, dans cette même semaine du 13 mars, surtout le samedi 18 jour de « mobilisation nationale », et dans le cours des semaines suivantes, le plus souvent à l'occasion de manifestations, soit les jeudi 23 et mardi 28 mars, et le mardi 4 avril. D'un côté, on peut y voir la tendance à une généralisation, d'un négatif qui aurait donc pointé d'autant plus, expression de la même aspiration à sortir des cadres imposés pour le contrôle d'un mouvement vain ; mais, il s'agit de ne pas se livrer à une interprétation abusive de ce qui a eu lieu. Pour le coup, les termes utilisés par les informateurs, de « heurts » et d' « incidents », étaient certainement assez appropriés. D'après les descriptions des faits auxquels ils se rapportaient, il ne semble pas qu'ils aient traduit une minimisation. Que ce genre de faits ait lieu autour ou à l'issue des manifestations encadrées ne plaide pas forcément en leur défaveur, mais c'est ici le cas dans la mesure où ils n'ont pas conquis une place centrale, qu'ils sont demeurés insuffisamment influents pour l'ensemble de la situation. Relativement aux

débordements plus évidents de Paris, ils ont été à la fois le signe possible qu'un négatif en actes plus profond aurait pu se propager, et la preuve des limites de ce négatif.

Si l'ensemble de ceux qui ont commis ces actes négatifs était responsable de leurs limites, elles ont aussi été le résultat de l'action d'autres forces en présence, l'Etat, les syndicats et autres usurpateurs de la révolte dans le discours public, l'information dominante.

L'Etat et ses polices ont paru un moment débordés, en particulier autour de la Sorbonne où l'objectif de sa reconquête ne fut pas très loin d'être atteint, mais, une fois la machine répressive mise en marche elle a certainement constitué un pare-feu majeur contre l'extension du danger négatif. Par exemple, c'est après les affrontements du 16 mars que les murs de barrières métalliques furent installés tout autour de la Sorbonne, et le 18 mars, les flics en patrouilles quadrillaient l'ensemble du quartier Latin, procédant à de nombreux contrôles « préventifs » au milieu des badauds et touristes vacant à leur misère. Déjà ce jour-là, mais surtout à partir du 23 mars aux Invalides, les dispersions de manifestations furent préparées en bourrant de flics tout échappatoire, à l'exception de l'issue décidée avec les syndicats, dont les sbires miliciens, le mardi 28 mars Place de la République, prêtèrent main forte pour faire un sort à ceux qui ne voulaient pas s'en laisser compter, malgré la nasse où ils se jetaient. Chiffre officiel, il aurait été procédé à 3.400 arrestations au cours « des cinq journées de manifestations nationales organisées en deux mois (...) ». On ne peut pas simplement mesurer le danger d'une révolte à l'ampleur des moyens répressifs qu'elle mobilise contre elle, mais ceux qui ont été utilisés par l'Etat français au printemps 2006 peut faire penser que ses gestionnaires ont eu quelques frissons. Ils s'employèrent donc à cadenasser la situation, en usant lourdement de l'arsenal dissuasif fait de comparutions immédiates et de condamnations à la prison ferme.

Etrangers à la tendance pratique au débordement manifestée dans les rues, les syndicats, et leur version modernisée, plus présentable, nommée « coordination étudiante nationale », en ont cependant pris acte en bons récupérateurs, et ils sont parvenus à garder le contrôle en durcissant en apparence le discours qu'ils adressaient à leurs complices gouvernementaux, refusant de céder, pour les uns, sur leur revendication, et pour l'autre, sur ses revendications. Cette « coordination étudiante », qui se prévalait d'une certaine indépendance, a pu donc paraître porteuse d'un dépassement des modes d'organisation, et du discours, des récupérateurs traditionnels ; alors qu'au contraire, elle n'était qu'un progrès dans la récupération, grâce à l'affichage de notions, de principes d'organisation, de prétentions, qui la différenciaient pour l'ouverture de perspectives plus larges, mais qui en vérité n'étaient qu'apparence de critique, parce que toujours partielle. Pour la juger, il n'y a qu'à voir comment elle a disparu une fois la revendication sur le CPE acceptée, cette revendication qu'elle déclarait soi-disant inacceptable parce que partielle justement. Par contre, elle a rempli son vrai rôle en servant certainement à contenir la colère qui commençait de s'exprimer dans les rues, qui a peut-être cru voir sa traduction conséquente dans le discours affiché par cette coordination.

Pour sa part, l'information dominante a joué son rôle d'intermédiaire traître. En France, face aux débordements de rue, elle s'est empressée de relayer les commentaires étatiques, en consacrant la séparation entre bons étudiants pacifiques, aux modes d'action par elle ainsi adoubés, et mauvais « casseurs » ivres de violence aveugle, dont nombre de ceux qu'elle calomniait de la sorte ne se sont pas privés d'en remontrer à ses agents. Elle a, d'une certaine manière, reconnu la dualité dans le mouvement, mais pour mieux en brouiller lourdement le sens. Là où, du côté de ceux qui débordaient, était contenu dans leurs actes les germes d'une critique salutaire contre la vanité des prétentions estudiantines, elle s'est chargée d'y substituer la description de comportements insensés, intolérables suivant les préceptes moraux qu'elle promeut, qui régulent la gestion sociale qu'elle défend. Davantage dans le fantasme, les médias étrangers ont en général élaboré leur appréciation des faits sur la base de deux représentations déjà formées : dans la continuité de leurs comptes-rendus de l'automne précédent, ils ont poursuivi leur exagération d'une France à feu et à sang, en usant et abusant du refrain sur le « nouveau » mai 68 qui se jouait là, double confirmation de la méthode propre à ses observateurs, qui évacuent *a priori* et de façon systématique toute nouveauté potentielle des faits, dans leur déclenchement, dans leur déroulement, ou dans les perspectives qu'ils ouvrent. A l'intérieur du « mouvement », ces jugements ont parfois été mis en cause, mais de façon encore trop insuffisante,

confidentielle [2]. Du moment que la contestation est demeurée dans ses cadres initiaux, il ne pouvait en être autrement, tant catégorie étudiante et système syndical modernisé font partie intégrante de la vision générale sur le monde que l'information dominante véhicule.

Au final, il faut également prendre acte du manque d'ampleur de ces débordements. S'ils se sont succédés sur une période de temps relativement longue comparée aux nombreuses émeutes éphémères dans le monde, ils n'ont pas vu grossir significativement les rangs de leurs auteurs. Représentation dominante et corporatisme affiché de la contestation y sont certainement pour quelque chose. Que la colère ne se soit pas manifestée plus massivement est aussi l'indicateur d'une résignation ancrée, profonde, normalisée. A certains moments, les échauffourées paraissaient même happées par le quotidien se poursuivant autour d'eux, l'exceptionnel se fondre dans l'ordinaire plus que le détraquer.

Outre les pratiques convenues habituelles, grèves dans les facs et manifestations encadrées, le mouvement étudiant du printemps 2006 a vu se multiplier un autre mode d'action, les blocages des voies de circulations, routières et ferroviaires. Il est apparu tôt, dès le 7 mars les gares de Poitiers et Rennes furent occupées à l'occasion des manifestations dans ces villes, et dans la deuxième des « perturbations » touchèrent l'aéroport et les transports publics, de même qu'à Nantes. Le 10 mars la gare de Tours fut également visée. A partir de la semaine suivante, ce phénomène prit une certaine ampleur, à partir du mardi 14 mars, puis le 23 du même mois, jours de manifestations. Enfin, et surtout, l'usage de ce moyen atteignit son apogée au cours des dernière semaine de mars – en particulier le jeudi 30 où une douzaine de villes fut concernée – et première d'avril – notamment le jeudi 6 où environ 25 villes virent certaines de leurs routes et voies ferrées envahies –, jusqu'à l'annonce du retrait du CPE le lundi 10 avril. L'extension des blocages s'est faite en réaction aux refus étatiques réitérés d'accepter la revendication centrale d'annulation de l'article de loi sur le CPE. D'abord seulement calés sur les jours de « mobilisation nationale », manière pour les protestataires de signifier leur « détermination » à soutenir le bras de fer engagé, les blocages se sont multipliés en une succession quasi quotidienne à partir de la fin du mois de mars, de villes en villes, avec cependant dans cette période une prédilection conservée pour les jours de grands défilés encadrés. En définitive, cette pratique est restée une pratique d'étudiants dans le mouvement étudiant : sa nouveauté, dans le sens où elle aurait pu signifier la déclaration et le soutien d'un conflit tenace, ouvert à son renforcement sur une telle lancée, n'a jamais été mise en jeu, parce que la majorité de ses acteurs se satisfaisait des termes du pseudo-conflit dominant. C'est seulement l'idée du blocage qui était présente, mais édulcorée, vidée de sa part dangereuse, contre l'intérêt négatif qui se manifeste dans sa mise en pratique par ailleurs dans le monde, notamment dans plusieurs Etats d'Amérique Latine ces dernières années. Ces blocages étudiants ne duraient que quelques heures, ils étaient déclarés et menés pacifiquement, avec pour l'essentiel en point de mire le succès espéré que représenterait leur relation au journal télévisé de 20 heures. Sans doute que tous les bloqueurs, et tous leurs blocages, n'étaient pas si gravement limités, sans doute qu'étaient aussi éprouvés par ces acteurs et contenus dans ces actes une perspective de débordement, parce que le blocage peut être actif et offensif là où les troupeaux guidés par les syndicats ne sont que passifs et défensifs, parce qu'il peut déranger la gestion dominante de la circulation en instaurant contre ses tenants un rapport de force, parce qu'il peut provoquer sur la base de l'insatisfaction dont il sert l'expression une rencontre avec les autres pauvres qui s'y trouvent confrontés, mais ces dimensions potentielles du blocage n'ont été que trop ténues en France au printemps 2006, jamais puissamment mises en pratiques.

Enfin, il y eut la manifestation sauvage dans la nuit du 31 mars à Paris. A l'occasion d'un discours télévisé de Chirac, des appels furent lancés à un rassemblement Place de la Bastille, en début de soirée. Quelques militants degauches prirent alors la tête de la manifestation qui commença son parcours à travers les rues

---

2. Suite aux condamnations merdiatiques contre les « casseurs », certains y ont répondu, dans les cortèges notamment, par le lancement du slogan « Nous sommes tous des casseurs ! ». Mais, ce ne sont restés que des mots, dans la bouche de manifestants qui bien souvent n'en ont pas en pratique mérité l'honneur, qui ont bien plutôt reproduit ce vieux paternalisme typique des degauches qui pardonnent une faute en s'en portant responsables. Par cette proclamation, ils n'ont en rien brisé la perception simpliste entre bons « jeunes » et mauvais « casseurs », ils ont plutôt amalgamé les deux en occultant leur différence réelle qui, si elle avait été reconnue, aurait pu les conduire à casser eux-mêmes, à casser leurs AG bureaucratisées, leurs défilés de soumis, l'ensemble des cadres de leur contestation tolérée.

de la capitale, avec pour objectif l'assemblée nationale, qu'elle atteignit mais pour la laisser derrière elle face aux flics déployés à son abord. Au fil des heures le nombre de manifestants grossit, jusqu'à quelques milliers, au moins 3 000, peut-être 5 000 personnes. Sans doute désireux de tout arrêter, les militants du début disparurent, s'éparpillèrent, perdirent leur semblant de contrôle. Désormais, l'avancée de la manifestation dépendait de tous ceux qui la faisaient, au gré des idées de directions lancées ou buts à atteindre, suivant l'envie majoritaire qui l'emportait, changeante sur l'instant. Suivie par les flics déboussolés elle passa de nouveau devant l'assemblée nationale, de là pris la direction de la Sorbonne, longeant sur son chemin les murs du sénat dont une porte fut sérieusement secouée, tout près de céder, fit une pause aux abords de l'université toujours bunkerisée mais qui subit quelques assauts, remonta enfin vers le nord, au cri de « Paris ! Debout ! Réveille-toi ! », message de l'instant l'emportant sur les slogans officiels éculés, fila tout droit jusque dans le 18ème arrondissement, faisant un sort aux enfilades d'agences d'intérim du boulevard Magenta, escalada les pentes et les escaliers de Montmartre, perdant petit à petit de ses effectifs, parvint jusqu'au Sacré Cœur qui malheureusement ne put être envahi, où elle alluma un feu de joie, avant que les flics ne viennent la ternir. Sous leur pression, aux alentours de 4 heures du matin, progressivement elle se disloqua.

Cette nuit-là, ceux qui sillonnèrent les rues de Paris le firent de façon imprévue, incontrôlée, sans mots d'ordre, à la façon qu'ils inventaient eux-mêmes au fur et à mesure de leur avancée. Ainsi, ce moment exprima aussi l'envie hésitante mais présente de déborder le mouvement officiel, il en fut une des manifestations pratiques, collectives, découverte par ses acteurs de leur puissance et de son inconnu, si attirant. Sur leur marche, personne ne disposait seul ou en petit groupe du pouvoir, et tous conquéraient là plus de force que jamais. Mais, l'effet de surprise dominant, elle disparut avant qu'on s'en saisisse. Par la suite, les tentatives de planifier d'autres manifestations semblables échouèrent, et pas seulement parce que les flics au courant des appels lancés les tuaient dans l'œuf, bien plutôt parce qu'il est des situations qui ne se planifient pas, qui ne se provoquent pas de cette manière, c'est contraire à leur essence. Pour autant, ce constat n'implique pas la vanité de toute perspective d'organisation. Au contraire, il indique en partie comment le faire et dans quel but. La réalisation de pratiques nouvelles dépend d'un engagement de chacun qui confère à l'engagement de tous une qualité et un sens impossibles sinon, parce que ce sens et sa qualité résultent des pensées, des paroles, des actes de tous ceux qui les élaborent, qui les expriment, qui les décident ensemble, au moment où ils le font. Le passage de la manifestation sauvage du 31 mars importe parce qu'il a vérifié cette possibilité, même si de façon furtive parce qu'il a été à la fois maîtrisé et perdu.

Contre la représentation dominante de l'agitation de ce printemps 2006 en France, tout de même fondée tant elle a effectivement et en masse été menée pour la défense minable d'intérêts corporatistes, au fond déterminée par une acceptation des conceptions qui maintiennent l'ordre social actuel en invitant à s'y intégrer, quelques espaces et quelques moments ont donc été libérés, dans les faits, dont le présent rappel démontre que cette représentation dominante n'est que représentation, partiale et partielle. En tant qu'interprétation sur ce qui a eu lieu, ce rappel est aussi représentation : entre les deux, c'est une histoire de points de vue, de partis pris, radicalement opposés. Pour l'un, quelque chose est passé, qui a pris sa place dans l'ensemble et la succession d'événements *habituels*, dont des particularités éventuellement reconnues n'importent pas, parce que leur appréhension reste soumise à des croyances préalables érigées en certitudes absolues. Pour l'autre, le nôtre, il importe au contraire de mettre l'accent sur certains faits, dans ce cas où nous avons même été pris directement, parce qu'il y a transparu, parce qu'il y a été expérimenté, le passage d'un temps différent, où ce qui est établi est en passe de perdre son caractère immuable, absolu. Contre l'absence de vie revendiquée dans les cortèges massifs, confirmations du bon ordre de la résignation habituelle à la survie, l'insatisfaction de cette absence s'est manifestée, la vie possible s'est montrée. Et de la façon qui va au-delà de tout constat isolé, de toute expression de cette insatisfaction par la conscience esseulée, parce que des humains s'y sont activés, collectivement, même si très, même si trop subrepticement. Sur la lancée des occupations de la Sorbonne et de l'EHESS, *l'AG en lutte* s'est constituée comme si elle en prenait acte : elle a elle-même été un débordement, elle s'est offerte comme une possibilité d'en approfondir le sens, en dépassant l'immédiateté de la rue sans en nier les aspirations brutes encore à définir. Elle rendait possible l'affirmation de la primauté de ces débordements, pour fonder, élaborer par le débat de leurs auteurs leur unité contre le mouvement officiel qui ne devait la sienne qu'aux ennemis de la révolte. On verra que dans le cours de son cheminement elle s'est aussi égarée, de cette voie qu'elle avait pourtant ouverte.

L'AG en lutte

1. L'occupation de la Sorbonne

Le mercredi 8 mars, 100 à 200 étudiants réunis en AG se prononcèrent pour l'occupation de la Sorbonne. A la différence des blocages d'universités déjà en cours, elle fut occupée de façon permanente : certains y passèrent la nuit ; le lendemain ils devaient être une soixantaine à garder la position. Le recteur décida la fermeture de l'université. Dans l'après-midi, des dizaines de personnes, étudiants ou non, se rassemblèrent pour soutenir les occupants, face à une entrée de la rue de la Sorbonne, côté place, à gauche de l'entrée de la chapelle cachée par un échafaudage. Tandis que des flics se déployaient dans les rues alentour, une trentaine d'autres barraient ces portes, des agents de sécurité employés de la fac postés derrière eux. Des fenêtres qui surplombent la rue, on s'interpellait entre occupants et manifestants de l'extérieur. A mesure que la nuit tombait, et que s'exprimait de part et d'autre le même désir de jonction, en bas la pression augmentait sur les flics : on se mesurait pack contre pack – dans une configuration après coup surprenante par rapport aux affrontements et aux méthodes répressives des semaines suivantes – jusqu'au nettoyage de la rue à la lacrymogène. Non sans opposer résistance, par l'érection de petites barricades rue des Ecoles et boulevard St Michel, par des jets de projectiles et le cassage de quelques mobiliers urbains, les manifestants se dispersèrent vers minuit.

Le vendredi au matin ils étaient encore une cinquantaine à occuper la Sorbonne (*Un vendredi à la Sorbonne, fragments*, tract signé de « Quelques occupants de la Sorbonne », le 12 mars 2006). « Après vote, nous acceptons [la] proposition [du recteur] : enlever les barricades formées dans la Sorbonne en échange de son ouverture aux étudiants. Notre part du contrat remplie, nous discutons avec les personnels administratifs présents et recevons la visite de quelques-uns de nos professeurs » (*même source*). Suivant ce témoignage, on sait donc qu'à ce moment, comme sans doute depuis le commencement de l'occupation, une majorité d'occupants acceptait de négocier avec ceux que d'autres auraient déjà déclaré leurs ennemis ; que leur intention était de se rassembler entre *étudiants*, qui plus est sans doute *de la Sorbonne* seulement, c'est-à-dire qu'ils en étaient encore à respecter ces règles censées régir l'appartenance à une catégorie parmi d'autres, et l'identification à cette catégorie ; en général un rapport était maintenu avec les représentants ou employés de l'autorité ; comme preuve du manque dominant de radicalité, les journalistes, qui bénéficiaient de la bienveillance de certains occupants, allaient et venaient à leur guise.

C'est à partir de l'extérieur que la situation allait changer, de l'après-midi à la nuit.

Le recteur n'ayant pas tenu sa parole – qui s'en étonne ? – une AG eut lieu au Panthéon à la mi-journée : elle décida le maintien de l'occupation, et le blocage du carrefour entre les boulevards St Germain et St Michel, « jusqu'à que la Sorbonne soit à nouveau accessible aux étudiants » – toujours cette manie de conserver les catégories imposées en s'y reconnaissant (*Récit : Sorbonne, 10 mars 2006*, message posté sur le site Indymedia Paris, le 12 mars 2006). Dans l'après-midi, plusieurs centaines bloquèrent l'endroit choisi, puis se dirigèrent vers l'université et surprirent les flics : un accès fut libéré par une fenêtre côté rue St Jacques, où s'engouffrèrent des manifestants. Cette intrusion modifia le rapport de force, ou même, elle l'instaura : l'augmentation du nombre d'occupants, qui n'étaient plus seulement des étudiants encartés à la Sorbonne, conféra à la situation une certaine dangerosité, absente jusque-là, qu'il restait encore à renforcer.

La rupture avec les agents de sécurité était consommée. Une AG se réunit – qui vit la tentative d'intrusion d'un grossier récupérateur, le sénateur degauche Mélenchon, fermement prié de déguerpir – au cours de laquelle « [furent] successivement votés : la souveraineté de l'AG, la résistance pacifique en cas d'intervention des

forces de l'ordre et l'occupation des lieux jusqu'au retrait du CPE et l'ouverture totale de la Sorbonne aux étudiants » (*Un vendredi à la Sorbonne, fragments*). Outre le premier point qui laissait des perspectives d'approfondissement ouvertes, les suivants étaient autant de prises de position faibles et restrictives, puisqu'elles conservaient les principes d'une contestation défensive, revendicative, et corporatiste.

Dehors on se rassemblait en soutien. Des barrières empêchaient l'accès à la rue de la Sorbonne, on occupait la place et le tronçon du boulevard St Michel qui la borde. La circulation fut coupée d'une barricade moins rudimentaire que celle de la veille, un feu allumé. Tandis que certains faisaient face aux flics invectivés, d'autres ouvrirent des passages en tordant les tôles qui entouraient l'échafaudage. Certains s'y aventurèrent. Du toit, une poignée escalada un bout de gouttière, longea une corniche, entra par des fenêtres du troisième étage, côté rue. Une autre fenêtre, invisible d'en bas parce que donnant sur une partie de toit intérieure, offrait un accès plus facile : un certain nombre de personnes y pénétra. Il ne semble pas que l'information sur cet accès ait été transmise de façon systématique, ni par les occupants, ni par les nouveaux arrivants, même si des communications isolées s'établissaient entre gens de l'intérieur et de l'extérieur. Sans doute quelques dizaines de personnes se joignirent alors aux rangs des occupants.

Sur les bases des décisions prises par l'AG en fin d'après-midi, une certaine gestion du lieu tentait de s'organiser. Sans qu'on puisse désigner des groupes clairement déterminés, il y avait ceux qui défendaient la position définie par les déclarations citées plus haut, soit une tendance étudiante pacifique adepte des formes tolérées de contestation, plutôt représentée par la majorité des présents depuis le mercredi. Malgré elle, et grâce aux invasions imprévues de la journée, une tendance contradictoire se forma de fait, à qui il manquait encore de se définir.

Aux alentours d'une heure du matin, une nouvelle assemblée générale fut convoquée. La circulation de la parole ne dépendait pas des tours qu'aurait distribués une tribune, dont l'utilité fut négligée.

> *(Passage écrit quelques jours après l'occupation, à peine modifié)*
>
> Le débat s'engage sur un mode désordonné. L'attitude qui domine n'est pas propice à l'écoute, à l'échange. Tous ceux qui devraient respecter la parole des intervenants ne se taisent pas ; certains de ceux qui interviennent ne paraissent pas vouloir alimenter un processus de réflexion collective, ils sont comme « en représentation », d'abord pour eux seuls plutôt qu'avec les autres.
>
> Exemples d'interventions : un occupant évoque la nécessité d'une « résolution », c'est-à-dire de communiquer vers l'extérieur sur ce qui a lieu là, et d'appeler à une extension des pratiques contestatrices (« grève générale ») ; une occupante parle de la nécessité de s'approprier le lieu ; un occupant s'identifie comme venant d'une autre fac et propose de généraliser l'usage de carrés d'étoffe rouge pour symboliser la lutte contre le CPE ; une occupante intervient en tant que lycéenne ; un occupant envisage seulement l'attitude à adopter en cas d'arrestation ; un occupant s'insurge contre la présence supposée de militants syndicaux ou de partis, ceux qui pour lui prendraient jusque-là la parole pour la soumettre à des points de vue « réformistes », lui veut aller « jusqu'au bout », il dit « parler avec le cœur » ; deux occupants commencent de se mesurer verbalement, ils se menacent, s'insultent, provoquent l'intervention de plusieurs autres désireux de les séparer : à ce moment le fragile processus de débat en train de se mettre en place est perdu.
>
> Plusieurs sont intervenus pour proposer des revendications, à propos des sans-papiers, des intermittents, du travail de nuit, qu'ils voudraient voir associées à ce qui sera décidé par ailleurs ; un enculé affirme que le plus important est d'avoir échangé, communiqué même si au final rien n'en sort ; pour prolonger le débat engagé mais qui ne peut plus se poursuivre dans les conditions d'alors, un « comité de rédaction » est créé auquel peuvent se joindre tous

ceux qui le souhaitent (ce comité devrait ensuite soumettre ses résultats à une nouvelle AG prévue le lendemain dans la matinée).

Ce comité ne mena pas à terme son projet : d'abord interrompu par une fausse alerte aux flics qui, crue vraie, provoqua sa dislocation, il n'eut qu'à peine le temps de se reformer en partie lorsque l'évacuation policière fut entreprise effectivement, vers quatre heures du matin.

Les barricades bloquant les portes cédèrent rapidement, malgré des tentatives pour les renforcer et quelques projectiles jetés sur les flics ; la majorité des occupants se regroupa dans la cour intérieure ; puis tous sortirent repoussés jusqu'à la place et le boulevard St Michel, dont la remontée groupée vers le sud s'accompagna de quelques affrontements, cassages, nouvelles barricades de fortune. Dans cette nuit, c'était le second acte de confrontation directe, puisque l'avait précédé de quelques heures l'opposition entre manifestants de l'extérieur et flics les dispersant ; moment qui avait aussi révélé les divergences de vues entre occupants, quand certains décidèrent de bombarder l'ennemi à coups d'extincteurs, d'échelles, de chaises, d'ordinateurs, *en soutien de leurs soutiens de l'extérieur*, pendant que d'autres s'effarouchaient de cette violence, ou la condamnaient comme inutile, insensée, préjudiciable à leurs aspirations de merde molle.

L'occupation était terminée. Du moment où elle s'était offerte comme situation propice à une extension du débordement, dans le cours de la journée du vendredi, trop peu de temps avait suivi pour parvenir aux premières affirmations susceptibles d'aller dans ce sens. L'intention y était, dans une volonté de maintenir la Sorbonne occupée, par davantage que des étudiants ou des individus se revendiquant en tant que tels, au-delà du week-end où cette conquête aurait pu en appeler d'autres, en provoquer d'autres. Mais alors, cette perspective n'a été ouverte que très étroitement, par l'ensemble de ceux qui étaient là, et qui n'ont pas pu, ou qui n'ont pas su, se donner les moyens pour pousser l'avantage, à ce moment – strictement, celui de l'occupation de la Sorbonne avortée.

Car dès les jours suivants, dans les rues proches ou plus éloignées, la confrontation se durcit, et l'occupation de la Sorbonne devint prémices de ce qui allait advenir comme son dépassement, à la fois réponse à ses insuffisances, et prolongement de ces paroles et de ces actes qui l'avaient parcourue comme autant d'amorces d'une critique plus profonde.

2. L'occupation de l'EHESS et la constitution de *l'AG en lutte*

Origines de l'occupation

Le week-end du 18 mars, deux messages sont postés sur le site d'Indymedia Paris Ile-de-France :

> « AG ouverte à tous :
> RDV dimanche 19 à 14 h à l'annexe de l'ENS occupée, face au 45 rue d'Ulm, pour une AG ouverte à tous (salariés, chômeurs, lycéens, fainéants, étudiants, rien-du tout) pour organiser une occupation ouverte à tous où tout pourra être remis en cause et plus encore. »

> « Préparation d'occupation :
> RV dimanche 20 mars (sic) à 14 h à l'ENS (46 rue d'Ulm) dans la salle mise à disposition de l'AG de la Sorbonne, pour préparer l'ouverture d'une occupation sur le long terme à partir de lundi. Cette occupation aura pour but de créer un lieu de vie et de discussions, interprofessionnel et chouette. »

Les différences de ces deux « appels » succincts, sans doute liées à la subjectivité et aux envies de leurs rédacteurs respectifs, ouvraient déjà sur plusieurs perspectives, quant au projet d'occupation – ses buts possibles – comme à celui de permettre des conditions nouvelles de débat – le débat parmi d'autres activités égales, ou le débat comme pratique centrale. Avec le rassemblement et les premières discussions du dimanche 19, finalement tenues aux Arènes de Lutèce car l'annexe de l'ENS ne put être investie, ces intentions multiples furent confirmées. On s'entendit surtout pour un second rendez-vous, le lendemain à l'annexe de l'EHESS au 150 boulevard Raspail, avec pour objectif une occupation dont la menée restait à définir.

Ce lundi 20 mars, dans le cours de l'après-midi, une première assemblée de 100 à 150 participants se tint dans l'amphithéâtre de cette annexe de l'EHESS : on se concentra surtout sur la question de l'occupation permanente ou non. Certains, plutôt des étudiants de l'EHESS qui « bloquaient » l'école, voulaient respecter les conditions fixées en accord avec la direction, à savoir la mise à disposition des lieux entre 8 et 20 heures. Les nouveaux arrivants étaient traités comme des invités qui ne pouvaient pas faire comme chez eux : plutôt considérés comme d'autres étudiants – tels ceux de la Sorbonne privés de lieu de réunion et satisfaits de cet hébergement possible – ils auraient dû participer et se plier aux usages déjà en place, se soumettre à un emploi du temps défini malgré eux. Dans certaines têtes d'étudiants de l'EHESS, l'élargissement de *leur* « occupation » tolérée offrait cet intérêt d'accueillir sous leur toit un nouvel objet d'étude. Quelle aubaine pour ces chercheurs en herbe déjà fanée !

Contre ces vues, d'autres, plus nombreux et arrivés ce jour, se prononcèrent pour l'occupation permanente. Si cette question ne fut pas tranchée à ce moment, un comité de participants à l'assemblée rédigea un appel qui confirmait une des intentions de la veille : « il s'agit moins de se réapproprier une école que d'en faire un lieu ouvert, sans propriétaire ni corporatisme (y compris étudiant), où nous tenterons d'inventer des formes de lutte adaptées à la situation » (Voir Annexe 1).

Une assemblée fut convoquée à 19 heures. Cet appel lui fut présenté, et elle l'approuva, mais le débat s'engagea à nouveau à propos de l'occupation permanente : des opposants se manifestèrent, la question du rapport de force à assumer fut posée. L'heure passant l'occupation devint de fait, soutenue par la majorité des présents ; un semblant de vote la valida ; elle fut enfin clairement décidée lorsque quelques profs venus pour relayer les menaces de la direction furent insultés et virés.

L'EHESS était occupée ; l'assemblée *AG en lutte* constituée.

La prise du lieu par l'accord sur la pratique de l'occupation marqua une rupture, sur la base de laquelle le débat allait tenter de se poursuivre.

Caractéristiques de l'occupation

L'occupation plaça ses acteurs, participants ou non à l'assemblée, dans une situation inhabituelle, immédiatement conflictuelle. En imposant ensemble l'occupation, contre les formes de contestation tolérées, ceux qui étaient là prenaient position sur des bases négatives. A ce moment, il y avait entre ceux qui composaient ce regroupement une entente collective, sur le principe de l'occupation, dont on peut qualifier les premières caractéristiques comme suit :

- Elle était permanente ;

- elle était ouverte à ceux qui voulaient la maintenir ;

- flics et autres représentants de l'Etat, employés de l'information dominante, tous ceux qui se déclareraient ou seraient reconnus comme tels, étaient bannis ;
  (présidente et profs de l'école prolongèrent une présence intermittente jusqu'au mercredi, réfugiés dans un petit bâtiment plus proche de la sortie que de l'édifice principal où l'on s'activait. Dès le commencement de l'occupation le conflit avait été déclaré ouvert avec eux, face à leur tentative de l'interdire par les menaces d'intervention policière qu'ils proférèrent) ;

- l'ambiance changea, par rapport à celles qui font le quotidien – ces ambiances connues qui emplissent, qui traversent l'existence de chacun, que chacun trouve déjà établies, sur lesquelles il n'a aucune prise véritable, sinon illusoirement à son échelle d'individu ou du groupe restreint qu'il forme avec d'autres, famille, amis, militance. Ces ambiances-là conditionnent bien plus qu'on ne les crée.

La différence fondamentale, c'est que l'ambiance de l'occupation dépendait de tous ceux qui la faisaient. Cette ambiance neuve, extraordinaire, présentait deux aspects différents, voire contradictoires. Permise par l'entente générale sur la prise du lieu, elle annonçait le possible renforcement d'une pratique fondée collectivement, suivant les exigences du moment. Même si non posé en ces termes, c'était là un des enjeux immédiats qui s'offraient à l'assemblée réunie grâce à l'occupation. Dans le même temps, la rupture alors marquée cassait toute règle, toute loi, toute habitude établies. Dans le contexte général du mouvement social en cours, par ses propres caractéristiques, cette situation créait un possible non mis en jeu par ailleurs. Mais comme *possible*, il s'agissait de le formuler, de l'explorer dans toutes ses implications, pour s'en saisir, pour s'y inscrire, pour faire des choix. Détruire ce possible pour avancer.

Dans ce sens, la décision d'occuper fut le franchissement d'un cap. Soutenue par une forte majorité des présents du premier jour, elle les plaça dans l'obligation stimulante d'aller au-delà, s'ils ne voulaient pas perdre l'avantage pris alors. Les perspectives ouvertes n'étaient plus indifférentes, mais comme les définir dépendait de l'ensemble hétérogène de ceux qui étaient là, elles n'allaient pas non plus de soi.

Pourtant, pendant les quatre assemblées générales tenues chaque soir au cours de l'occupation, la question de son organisation n'a pas été centralement considérée. Au contraire, occupation et assemblée se sont plutôt trouvées dissociées. Comme causes directes de cette séparation, qui ne la justifient pas, il y a eu que d'autres questions occupaient les débats dans l'assemblée ; que tous les occupants ne participaient pas à l'assemblée ; que tous les participants à l'assemblée n'occupaient pas comme ils l'auraient voulu – certains ne pouvant

maintenir une présence suffisante, pour cause de travail par exemple ; ces raisons-là n'expliquent pas en revanche pourquoi certains occupants boudaient l'assemblée.

Ainsi, de fait, l'assemblée n'a pas été le moment de prises de décisions collectives sur l'occupation. C'est un problème, dans la mesure où c'était l'occupation qui rendait l'assemblée possible, et l'assemblée s'offrait comme le moyen d'organiser l'occupation. On s'en est bien remis à un « comité d'occupation », plusieurs fois évoqué, mais qui n'a jamais été constitué en tant que tel par volonté de l'assemblée. Tout au plus, il dépendait d'investissements individuels, qui n'avaient pas d'influence unifiante sur ce qui avait lieu. Il a donc régné une cohabitation désordonnée d'attitudes et de comportements sans lien entre eux, jusqu'à l'inconciliable, c'est-à-dire qu'il eu fallu dans certains cas parvenir à les discuter en commun, pour les adopter ou les rejeter en commun – avec pour conséquence éventuelle des scissions entre occupants, peut-être jusqu'au départ de certains. Mais puisqu'en général le problème des modalités de l'occupation n'a pas été affronté collectivement par ceux qui la faisaient, on n'en est pas arrivé là.

Peut-être que le temps est un facteur à prendre en considération : l'occupation a trop peu duré pour que sa menée s'organise mieux.

Mais c'est surtout que le possible libéré n'a été que survolé, expérimenté dans son immédiateté, en surface, comme l'a montré l'ampleur prise par une certaine dérive festive, animale, picole, joints, musiques, tags ; pour le coup rien de nouveau, seulement l'illusion largement dépassée que ce genre d'attitude contiendrait quelque fond subversif.

Au final, l'acte collectif initial n'a pas donné lieu à une organisation collective de l'occupation, qui aurait uni sur des bases nouvelles ceux qui étaient là, sur lesquelles ils se seraient entendus ensemble. L'assemblée en aurait été le moyen, qui aurait mandaté un véritable comité d'occupation, proposant par exemple la garde des lieux en rotation, suivant les possibilités de chacun, ou l'entente sur certaines règles à respecter en commun.

Après coup, c'est donc le constat d'une insuffisance qui domine, sur ce qu'a été l'occupation dans sa totalité. De façon indirecte, c'est une première critique des insuffisances de l'assemblée réunie grâce à cette occasion. Car cette assemblée générale, en principe ouverte à tous ceux qui occupaient, et à ceux qui les soutenaient, n'a pas su, déjà à ce moment, trouver sa cohérence pour s'affirmer souveraine sur la question de l'occupation, comme sur toute autre. Dans le temps où l'occupation se déroulait, des dispositions ont pourtant commencé d'être prises pour ce faire : on verra qu'elles ont manqué d'être suffisamment soutenues ou admises, de façon collective.

L'assemblée dans l'EHESS occupée

Déroulements de l'assemblée

Entre le lundi 20 et le jeudi 23 mars, quatre assemblées de 19 heures se sont tenues. L'horaire n'était pas exactement respecté, en général, les débats s'ouvraient aux alentours de 20 heures. Chaque soir, entre 200 et 300 participants emplissaient le seul amphithéâtre du lieu, pour trois à quatre heures de discussions. Tous les sièges étaient occupés, on se serrait sur les marches séparant les rangs du centre et des côtés, ça débordait aux différentes entrées. On fumait, on buvait, on se restaurait. Tous les âges se côtoyaient, beaucoup étaient encore encartés dans diverses universités ; ceci dit l'intention exprimée dès le commencement de l'assemblée fut confirmée : ni l'âge ni les étiquettes collées au quotidien n'impliquèrent une quelconque séparation entre ceux qui étaient là, au contraire c'était cette présence collective, en *ce* lieu et à *ce* moment, qui importait.

Dès le premier jour, des modalités de fonctionnement furent adoptées, combinaison de règles et principes qui régirent le déroulement des débats ultérieurs, dans l'EHESS occupée puis après. Un à un, on peut les expliciter ainsi :

- Contre les modes de fonctionnements adoptés par ailleurs, dans les AG étudiantes, il n'y avait ni présidence, ni tribune, ni ordre du jour, ni inscription des tours de parole ;

- libre, l'assemblée était ouverte à tous les avis et propositions, à la condition qu'ils proviennent de participants désireux « de s'organiser pour prendre part à la bataille actuelle » (*à l'EHESS AG de lutte OUVERTE à TOUS*) ;

- un consensus fort s'exprima contre la présence des journalistes au cours des assemblées, comme dans les locaux occupés. Un participant fut autorisé à poursuivre ses enregistrements sonores, bien qu'il se justifia en expliquant vouloir « garder une mémoire de la lutte » pourtant en cours ;

- le vote, seulement envisagé le lundi 20 au soir pour décider d'une occupation permanente ou non, fut alors largement rejeté (il eut vaguement lieu, environ un tiers des présents y prirent part), sans que son utilité possible n'ait été débattue – par la suite, elle ne l'a pas plus été. En gros, les cris d'alors « justifièrent » ce rejet par l'amalgame de tout vote au seul moyen de conserver le système représentatif institué, ou parce qu'il ne servirait qu'au maintien de la dictature d'une majorité molle ;

- peu de décisions furent donc prises par l'assemblée, en son nom. Les cas les plus probants furent de rédiger les appels du lundi 20 et du mercredi 22 mars (*à l'EHESS AG de lutte OUVERTE à TOUS* et *24 heures de grève, et après :*). Sinon, les « décisions » dépendaient de propositions particulières peu ou pas débattues, suivies en fonction des affinités amicales ou idéologiques de chacun ;

- quand l'assemblée décidait de rédiger ces appels signés collectivement, quelques participants se réunissaient pour parvenir à une proposition reprenant ce qui avait été dit au cours des débats. Celle-ci était présentée lors de l'assemblée suivante, soumise à ses éventuels amendements, son rejet ou son acceptation. Du moment qu'aucune objection n'était exprimée avec force par un ou plusieurs participants, la proposition était considérée validée ;

- l'assemblée elle-même ne se dota pas de moyen de formalisation pour assurer une continuité d'une réunion à l'autre, qui dépendait donc des intervenants se lançant les premiers ;

- pour rendre public ce qu'elle exprimait, *l'AG en lutte* utilisa le site Indymedia Paris, et diffusa des tracts.

On voit que dans l'ensemble, l'organisation du débat visait à la libération la plus large de la parole, comme si l'assemblée reconnaissait là cet enjeu central. Une forte défiance était partagée vis-à-vis du principe de tolérance ailleurs conservé, lorsqu'on voit dans un « mouvement social » l'occasion d'une « réflexion » différente, entre projection de films vieux et tables rondes où sont conviés des profs qui restent des profs. Lors de la dernière assemblée dans l'EHESS occupée, un de ces pauvres sires qui s'essaya à imposer sa présence fut unanimement expulsé. Car déjà critique en elle-même, cette libération inaugurale de la parole laissait vraiment ouverte la perspective d'approfondir la critique en cherchant à la formuler collectivement. Une réelle énergie habitait l'assemblée, dans un bouillonnement désordonné et prometteur, qui laissait entrevoir la possible affirmation à venir d'une puissance sûre d'elle-même et susceptible, dans un deuxième temps, de se révéler au monde en tant que telle. L'heure était alors à la découverte de cette nouveauté, à son appropriation, aussi incertaine et hésitante qu'étaient nombreux et différents les participants en train de

se reconnaître, de se confronter. Tandis qu'on n'avait pas pris la peine d'adopter la gestuelle débilitante en vogue dans les assemblées universitaires, par moments des applaudissements ou des cris d'arènes prenaient le dessus ; en général ces substituts dus à l'incapacité de parler étaient coupés nets, de même qu'à plusieurs reprises certaines interventions, comme si l'assemblée dans sa majorité, spontanément, les jugeaient intempestives ou inappropriées. Parfois le fil du débat se perdait, dans des interventions qui se succédaient sans se répondre. Il régnait alors un assez grand déficit d'écoute, probable conséquence inévitable dans ce genre de situations exceptionnelles où des pauvres se trouvent réunis pour mettre en commun et en question leurs insatisfactions et leurs colères. Si des paroles nombreuses annonçaient autant d'engagements pour chercher ensemble comment « aller jusqu'au bout », d'autres s'enferraient aussi dans des déclarations d'intentions, ou d'opinions, proches de la logorrhée solitaire – sans doute l'effet de ce manque généralisé de débat au quotidien ; voire, mais heureusement c'est plus rare, symptômes de perditions confinant davantage au pathologique. On savait aussi se taire lorsqu'on reconnaissait dans les mots d'un autre sa pensée sur tel ou tel point formulée. C'était une oscillation permanente, d'un extrême à l'autre, en passant par tous les degrés intermédiaires, qui dépendait aussi des sujets abordés. Certaines voix se faisaient plus entendre que beaucoup d'autres, dont nombre restèrent muettes, mais c'est une calomnie d'en avoir fait la preuve d'un contrôle par de soi-disant leaders, ces « grandes gueules » que quelques témoins, ou non d'ailleurs, ont dénoncé pendant et après cette expérience d'assemblée. Si en effet il y a eu un usage inégal de la parole, c'est bien plutôt parce qu'il n'est pas aisé de s'en saisir, suivant qu'on parvienne ou non à prendre le risque de dépasser sa réserve, suivant qu'on en ait ou non une certaine expérience. Et l'habitude de parler au quotidien et en public, dans un travail qui le réclame par exemple, n'implique pas qu'on y soit plus à même dans une configuration telle celle de *l'AG en lutte*, quand on peut s'essayer à formuler l'essentiel. Voire au contraire, car le maniement et le pouvoir de la parole dans la société en place procèdent de lois et de réflexes fondamentalement contraires à sa mise en cause.

Cette direction-là était pourtant bien explorée, quoique qu'on puisse dire qu'elle l'était davantage par le fait de la situation créée, dans sa relative immédiateté, plutôt que dans une volonté qui aurait été reconnue collectivement. Ainsi, à ce moment, les principes ou règles de fonctionnement pourtant établis ne furent pas saisis en tant que tels par l'assemblée, qui ne les proclama pas de manière franche, tout en gardant encore la possibilité de le faire. On peut attribuer cette réserve à un certain manque de temps, ou du moins à une occupation du temps par d'autres impératifs. Peut-être que primait alors, simplement – mais c'est aussi essentiel – une espèce d'effet de surprise, plongés qu'on était dans la nouveauté de la situation, quand on se rencontre et on se met à parler, à davantage que deux ou dix, sur la base de son insatisfaction. Ce n'est pas le lieu ici de faire l'apologie de l'instant passé, comme si on pouvait s'en contenter en insistant positivement sur son souvenir, mais il faut dire ce qui a eu lieu à la fois de façon si furtive et pourtant si profonde, quand dans une telle assemblée et tout autour d'elle, chaque conversation qui s'engageait place au centre le dépassement en perspective de tout ce qui fait leur vide d'habitude, et la conservation de ce qui est là, et l'éclatement dans l'acceptation admise ou forcée de l'ordre des choses. Quel changement lorsque les premiers mots échangés signifient un accord immédiat sur les raisons d'être là, c'est-à-dire dans le but de les partager, de les confronter, de les définir ensemble. D'où la soif de débat éprouvée, comme décuplée quand elle commence d'être, à peine, rassasiée, quand s'offre enfin la possibilité réelle de commencer à la tarir. Comme ce premier jour où, lorsque l'assemblée se termina, un grand nombre de participants quittèrent l'amphithéâtre pour envahir les pièces des étages, où ils reformèrent une assemblée, tant la situation, si singulière, réclamait que le débat se poursuive.

Et, si cette assemblée a été rendue possible, il faut dire ici que c'est grâce à tous ceux qui étaient là, qui l'ont nourri par leurs présences et par leurs mots, qui ont fait l'ensemble de ces moments et de ces épisodes, tour à tour décevants, chaotiques, captivants, incertains. Si dans la suite de ce récit, nous en rendons compte de notre point de vue de quelques participants, c'est pour dans un deuxième temps le soumettre à nos jugements critiques, qui se veulent justement la reconnaissance de l'ensemble de ces engagements inhabituels et valeureux, qui ont permis les nôtres. Nous espérons que d'autres engagements viendront pour leur répondre, les critiquer, les prolonger, les dépasser.

Domination d'une tendance activiste sur la majeure partie des débats

Malgré cette mise en situation propice à un débat des plus ouverts, dès le deuxième jour un nombre considérable d'interventions n'a plus consisté qu'en des propositions d'actions. Comme si, une fois la place conquise avec le lancement réussi de l'occupation, beaucoup ne s'y joignaient plus qu'en considérant l'assemblée comme un point de rassemblement grâce auquel on pouvait réunir davantage de bras et de jambes que lors de regroupements groupusculaires.

Sans qu'on se posât la question de leur efficacité possible, les propositions d'actions fusaient et s'additionnaient, et elles furent plutôt sans suite. Parmi les modèles d'où elles provenaient, on trouve notamment celui de l'activisme altermondialiste plus ou moins « black-block ».

Sur le même registre, davantage du côté du discours que de l'action symbolique, plusieurs voix affirmaient la nécessité de formuler des revendications. En général, celles-ci n'étaient pas même déterminées par une analyse de la situation présente, elles renvoyaient à de vieilles « luttes » particulières, surtout défensives, prisonnières de leurs présupposés corporatistes ou identitaires – sans-papiers, intermittents, étudiants encore, et même précaires compris comme une autre catégorie.

Ce qui dominait là, c'étaient des certitudes sur ce qu'on était, sur « nos » raisons de « lutter », sur la manière dont il fallait le faire. Mais ces certitudes, peut-être valables, n'étaient pas véritablement mises en jeu dans l'assemblée, parce que celle-ci n'était pas considérée comme *le* moyen nouveau pour aller au-delà de ce dont on était déjà convaincu, des résultats partiels déjà obtenus, des expériences d'échecs déjà plusieurs fois renouvelées. Là où l'idée de rupture aurait dû prévaloir, y compris avec ses propres certitudes à confronter avec celles des autres, on s'inscrivait plutôt dans une volonté de continuité, mais désordonnée, confuse, tant les visées de chacun divergeaient et s'agrégeaient les unes aux autres sans en faire le tri ensemble.

Puisqu'il a bénéficié de quelque publicité ici ou là, on peut mentionner à ce propos ce texte défraîchi connu comme « l'Appel de Raspail » : ses auteurs y répétaient ce qu'ils ânonnent certainement depuis longtemps, qu'ils racontent sans doute encore dans leur cuisine. Libre à eux de le faire ; le problème ici, c'est qu'ils ont profité de leur présence dans l'EHESS occupée pour laisser croire que cette déjection aurait été le produit de davantage que leurs seules petites personnes, en entretenant une confusion certaine dans leur façon de le présenter et de le signer. C'est là l'illustration vulgaire de cette incapacité à comprendre la situation du moment, quand continuent de primer ce genre de conceptions moisies et l'ambition malhonnête de vouloir les répandre, en profitant de l'occasion pour leur donner un crédit usurpé, au détriment d'un investissement entier dans la pratique collective en train d'être découverte.

Dans ce magma, au milieu de cette incohérence, un noyau se forma cependant, qui affirma sa volonté de s'organiser de façon collective, et du point de vue de l'évolution de la situation dans son ensemble. C'est de là qu'est sorti l'appel au blocage (Voir Annexe 2), qui peut être lu de deux manières : sur la base de ce qui avait déjà eu lieu et d'une analyse de la partie en cours, on envisageait quels moyens s'offraient pour passer un cap nouveau, contre les procédés des récupérateurs habituels qui font passer leurs initiatives comme le cœur et le moteur de la révolte, et on se prononçait pour le choix tactique estimé le meilleur ; ou bien, au vu de ce qu'allait devenir *l'AG en lutte*, évolution préfigurée par l'ascendant activiste de la première semaine, on s'orientait plutôt vers l'organisation centrale d'actions isolées, suivant qu'on les jugerait au jour le jour les plus appropriées.

Dans cette deuxième optique, il subsistait l'illusion qu'on pourrait agir en nombre restreint sur le cours des événements, par le biais d'actions ciblées vaguement soutenues par des déclarations d'intention tout en critique superficielle. A ce moment, quand l'évacuation de l'EHESS plaça ses ex-occupants dans l'incertitude, cette tournure possible ne faisait encore que pointer. Dans le prolongement des choix les meilleurs de la première semaine, le passage à une étape suivante encore supérieure restait une possibilité.

3. Suites de *l'AG en lutte*

Installation de l'assemblée rue Servan

Le vendredi 24 mars à l'aube, l'évacuation policière de l'EHESS coupa l'assemblée dans son élan.

Dès ce jour, on envisagea comment donner suite : rendez-vous fut fixé le lundi 27 mars à l'université de Tolbiac. Entre temps, le samedi, une réunion se tint en comité restreint pour envisager une nouvelle occupation. Le lundi, un des lieux repérés, le restaurant du CROUS dans la rue de Tolbiac, était investi pour la tenue de l'assemblée du jour. Une centaine de personnes y participa : on discuta d'un projet de blocage pour le mercredi, de quels autres lieux possibles pour continuer l'assemblée, de comment celle-ci pourrait mieux consolider son unité, en se dotant notamment de moyens propres de publication. Entre ce soir-là et le lendemain, mardi 28, on trouva un autre lieu de réunion, squat d'artistes dans la rue Servan, dont les habitants acceptèrent d'héberger l'assemblée, mais sous certaines conditions, notamment d'horaires qui limitaient donc par avance la durée des discussions.

A partir de cette date, c'est là que les réunions se sont tenues, d'abord quotidiennement, jusqu'à la première semaine d'avril, puis de façon plus espacée – inscription en italique dans l'agenda d'Indymedia Paris pour des rendez-vous les lundi, mercredi, jeudi, dimanche de chaque semaine jusqu'au début du mois de mai.

La fin de l'occupation de l'EHESS a été une première raison, immédiate, de la baisse du nombre de participants à l'assemblée. Pour ceux qui considéraient l'occupation comme but plutôt que comme moyen, et l'assemblée accessoire, l'aventure s'arrêtait là. Quoique l'appel à rejoindre cette assemblée « ouverte » ait été maintenu, il se peut que la seule désinformation médiatique à propos de l'EHESS et de sa dévastation par des autonomes armés ait éloigné de nouveaux participants possibles. Et en général, le peu de publicité faite par l'assemblée sur elle-même portait préjudice à ce qu'elle soit davantage rejointe. Si le nouveau lieu de réunion ne pouvait accueillir autant de gens qu'à l'EHESS, ça ne s'avéra pas un problème : chaque soir les présents se comptaient entre 50 et 100, en général autour de la soixantaine.

Ces raisons, le changement de lieu modifiant les conditions du débat, et influant peut-être sur sa teneur, sont à prendre en compte pour expliquer ce qui a changé après la première semaine.

Mais, il faut voir aussi ce que l'assemblée elle-même est devenue au cours de sa deuxième semaine d'existence, pour expliquer qu'elle en soit ensuite restée là, n'ayant pas attiré d'autres participants, ou peu, et en ayant fait fuir certains.

Rétrécissement de l'assemblée en comité d'action élargi

Progressivement, mais assez vite, une seule perspective l'a emporté : en prenant exemple sur les modes d'actions qu'on estimait les plus favorables pour appuyer l'extension du mouvement (blocages, occupations, manifestations sauvages), il s'agissait d'organiser des actions à partir de l'assemblée. Dès lors, il n'était quasiment plus question que de ces buts fixés à court terme, au coup par coup. Toute autre considération était plus ou moins ouvertement renvoyée au second plan, qu'il s'agisse du projet d'une nouvelle occupation, ou de la réflexion à peine entamée sur cette assemblée comme moyen neuf de débat.

Sans doute qu'une certaine urgence obligeait à se concentrer sur de tels objectifs particuliers. Mais l'abandon de ces autres questions, pourtant abordées dans l'assemblée, porta préjudice à une définition plus juste de

ces objectifs devenus exclusifs. C'étaient quelques certitudes individuelles qui l'emportaient, au détriment de l'effort collectif à fournir pour affronter la complexité de la situation. Là où il aurait fallu parvenir à prendre ensemble un certain temps pour fonder en vérité une pratique nouvelle, essentiellement subversive parce qu'elle serait entrée immédiatement en contradiction avec tous les modes d'organisation et de débat existants – qui empêchent le débat –, on se précipitait vers la cristallisation d'un énième regroupement activiste, d'autant plus à critiquer qu'on y revendiquait un rejet des formes de récupérations traditionnelles, dénoncées comme ennemies de la révolte.

On insistait sur la collaboration entre flics et syndicats, et ce publiquement (Voir Annexe 3). Soit. Mais si de telles déclarations ne servent qu'à donner un poids factice aux seules actions coups-de-poing portées par quelques individus fermés à l'approfondissement du débat, on ne se retrouve plus très loin du double discours syndical. Ce qui est dit ne provient plus de véritables tentatives pour saisir ce qui a lieu, ce qu'on subit, et pour se donner les moyens d'en sortir.

On assista à une domination sur l'assemblée d'une tendance tout aussi activiste que celle de la première semaine, plus concentrée que diffuse, peut-être plus volontaire que velléitaire, même si ses réalisations ont été minimales : *l'AG en lutte* ne se reconnaissait plus qu'une finalité, l'organisation d'actions, auxquelles participaient pour l'essentiel ceux qu'elle regroupait, même si d'autres personnes répondaient aux appels lancés publiquement.

En général – c'est-à-dire pour la plupart des réunions qui se sont tenues rue Servan, dont la description qui suit servirait de schéma quasiment invariable – les débats s'ouvraient par quelques récits des faits du jour, déroulement d'une manifestation, bilan d'arrestations, actions ciblées pas forcément menées par des participants à l'assemblée, comptes-rendus d'AG tenues dans des facs. Ces récits terminés et commentés, on passait à l'annonce des événements à venir, tenue d'une AG à Nanterre ou Tolbiac, dates d'actions ciblées décidées par d'autres regroupements, prochaine manifestation. Venait alors la question centrale : que faire ? *L'AG en lutte*, résultat du consensus de sa majorité, y répondait en affirmant sa volonté d'élaborer ses propres plans d'actions, indépendants et sur la base des timides positions critiques qu'elle assumait, pour apporter de l'eau au moulin de la contestation ; à la fois un désir de dissociation mais tout en affirmant vouloir rester partie prenante du « mouvement » dans son ensemble. Une fois qu'une proposition d'action avait emporté l'adhésion d'un plus grand nombre suffisant, on passait à la répartition des tâches techniques, tout en veillant à apporter une justification minimale au projet décidé, par l'élaboration d'un tract explicatif. Environ la moitié des participants à l'assemblée prolongeait sa réflexion en comité plus restreint.

De fait, suite à la baisse du nombre des participants une fois installés rue Servan, ce fut alors une minorité de l'assemblée initiale, devenue majoritaire, qui imposa ses vues à l'ensemble du collectif. En dépit d'ailleurs d'une des justifications données au rejet du vote, à savoir qu'il impliquerait justement la dictature de la majorité sur la minorité. Les modes de fonctionnement admis à la fondation de l'assemblée étaient conservés, mais la tendance générale n'était pas à l'examen de leur signification plus profonde.

Ceci dit, au cours de la dernière semaine du mois de mars, quelques participants s'entendirent, avec l'aval de tous mais bien peu encourageant, pour exprimer ce qu'était cette assemblée, à ce moment, dans le but de le rendre public. Ces rédacteurs étaient beaucoup moins nombreux que ceux qui s'investissaient dans la préparation d'une action en vue de perturber la manifestation autorisée du mardi 4 avril. Une esquisse de texte fut présentée à l'assemblée du jeudi 30 mars :

> « Ce texte décrit les fonctionnements d'une AG ou, à la différence de ce qui se fait ailleurs, il n'y a ni présidence, ni tribune, ni tour de parole, ni ordre du jour. Cette structure n'est pas rigide, elle évolue et est ouverte à tous ceux qui veulent être acteurs de la lutte (et donc elle n'est pas ouverte à ceux qui viennent en tant qu'observateurs, comme par exemple les journalistes).
>
> En principe libre, la prise de parole n'est pas organisée, pas imposée, et dépend de l'envie de

chacun d'écouter ou intervenir. A des moments, on s'écoute, qu'on se contredise ou qu'on s'accorde, à d'autres moments, le fil du débat se perd et se raccommode.

Le vote, seulement envisagé le premier jour de l'occupation de l'EHESS, a été largement rejeté. Depuis, alors qu'une dizaine d'AG en lutte se sont tenues, le besoin de voter ne s'est pas fait sentir, comme si l'AG préférait lever ses voix que ses mains.

L'AG ne cherche pas à gommer les différences, les paroles multiples se confrontent et lorsque le besoin s'en fait sentir émerge une parole collective. Cette dernière prend forme par un aller-retour entre l'AG et quelques-uns qui la retranscrivent, ce texte en est un exemple tout comme l'appel au blocage des voies de circulation.

L'AG fonctionne sans porte-parole et sans représentant (chacun ne pouvant représenter que lui-même). L'individualité ne peut jouer l'imposture d'être le groupe. Les médias s'ils nous sollicitent, devront se satisfaire de la parole collective.

L'AG n'est pas que le moment de l'assemblée générale. Elle est aussi l'ensemble de ce que cette rencontre rend possible. Tout le monde ne fait pas tout. Des initiatives fusent au cours de l'AG, ceux qui le veulent s'en emparent et prennent l'initiative de les rendre effectives.»

Sa lecture en fin de réunion donna lieu à peu de réactions. S'exprima notamment une forte réserve quant au style, perçu comme trop littéraire, enrobé – ce qui est vrai, au vu de son imprécision sur les faits que compense un mode de présentation de l'ordre du ressenti personnel, individuel. On reprocha par ailleurs à une telle présentation que ceux qui la revendiqueraient donneraient l'impression de s'autocongratuler, en mettant en avant leur propre pratique d'une manière à se prévaloir d'une réussite étrangère aux personnes extérieures à l'assemblée – sur la base de cette proposition, cette objection n'est pas fausse. Mais elle provenait aussi d'une prévention maintes fois exprimée, contre toute tentative de saisir la spécificité de ce qui avait lieu là dans le but de le publier, sous prétexte qu'on se serait alors dissocié de l'ensemble du « mouvement ». « Mouvement » au demeurant bien plus fantasmé, ou mythifié, qu'on essayait de le comprendre le plus exactement possible pour déterminer ce qu'il y avait de plus urgent à dire et à faire, contre ses insuffisances nombreuses.

L'AG en lutte offrait pourtant cette possibilité de dire et de faire contre ces insuffisances, donc en prise avec le « mouvement », en prise *critique*. C'est une absurdité profonde de penser qu'on aurait voulu s'en détacher, pour s'enfermer entre participants de cette assemblée. Mais pour faire quoi ? Et dans quel but ?

Pour certains, dont les auteurs du présent compte-rendu, faire la publicité de ce qu'était l'assemblée en cours, en insistant sur ses qualités, en examinant ses insuffisances, constituait un moyen adéquat pour d'une part l'obliger à se définir elle-même plus clairement et, dans le même temps, pour mettre en cause les limites graves du « mouvement » depuis son commencement, et ce *collectivement* – tous les participants le souhaitant engageant alors leur responsabilité, au nom de l'assemblée. Une telle perspective n'implique pas de vouloir fonctionner en cercle fermé. Au contraire, sur la base de ce qui est mis en jeu en tel endroit particulier, elle vise à son extension, dans la confrontation avec ceux qui y reconnaissent la nouveauté, c'est-à-dire l'ouverture sur un inconnu dont on sait déjà que son exploration suppose le dépassement définitif de tout ce qui contribue à la conservation de l'ordre actuel sur le monde.

Tenant compte des observations faites ce jeudi soir, et du point de vue de l'intention exprimée dans le paragraphe précédent, un des participants à la rédaction de la première proposition, également co-rédacteur de ces lignes, en rédigea une seconde, lue le lendemain à l'assemblée :

« Depuis le 20 mars 2006, une assemblée ouverte à tous ceux qui entendent être acteurs de la révolte se tient quotidiennement (sauf les week-ends jusqu'à présent). Elle s'est constituée dans

le sillage de l'élargissement et de la radicalisation de ce qui n'était au départ qu'un mouvement étudiant contre un nouveau contrat précaire. Les manifs sauvages, les affrontements de rue et les occupations (Sorbonne et Collège de France) ont clairement exprimé une rupture avec les conditions existantes et annoncé un dépassement du simple caractère revendicatif du mouvement. Dans cette logique, un appel a été lancé sur Internet lors du week-end du 18 mars, week-end au cours duquel plusieurs villes dont Paris étaient secouées par des fins de manifs aux allures d'émeutes. Concrètement il s'agissait de se doter d'un lieu de débat et d'organisation pour ceux qui ne veulent plus se reconnaître dans les catégories (étudiants, intermittents, chômeurs, salariés) qui leur sont imposées et qui les maintiennent séparés. Dans la même perspective, l'appel insistait sur la volonté de ne pas se fixer de cadres de discussion préconçus afin que soit laissée possible « la remise en cause de tout ».

Les organisations existantes dans le mouvement étudiant ne permettaient pas de franchir ces deux caps tant par leur cloisonnement que par leur mode de fonctionnement très dirigé et très orienté. L'assemblée s'est donc rapidement prononcée pour un déroulement du débat radicalement différent des AG universitaires. Dans l'assemblée générale de l'auto baptisée « AG en lutte », il n'y a ni présidence, ni tribune, ni tours de parole. Le vote, seulement envisagé le premier jour au sujet de l'occupation de l'EHESS, a été largement rejeté sans que son utilité possible ne soit toutefois réellement débattue. A ce jour, elle ne l'est pas plus.

Les décisions collectives prises par l'assemblée générale sont relativement peu nombreuses. Les principales concernent la rédaction de plusieurs appels, l'un à rejoindre *l'AG en lutte*, l'autre au blocage des voies de circulation. L'assemblée les a signés de son nom, engageant de ce fait la totalité de ses participants alors présents. Pour la constitution de ces deux textes, une commission de quelques personnes s'est réunie pour prendre en charge la rédaction en fonction du seul contenu des discussions de l'assemblée. Le résultat de la commission est ensuite présenté, discuté et éventuellement amendé lors de l'assemblée générale suivante.
Une attention est donc portée à conserver autant que possible l'assemblée générale comme base souveraine.

Dès les premiers jours, un consensus fort s'est exprimé contre la présence des médias à l'assemblée comme dans les locaux occupés. La prise de bouche avec les journalistes a également été considérée comme difficilement tolérable, et les quelques initiatives individuelles prises dans ce sens ont été condamnées (voir article de Libération à partir du « carnet de bord » d'un participant). *L'AG en lutte* est ouverte à tous mais à la condition expresse de se considérer impliqués dans la révolte, les observateurs ne sont pas acceptés. De ce fait, les petits employés de l'information qui parlent pour tous sans mandat et qui solidifient leur carrière sur le dos de ceux qui se battent, devront se contenter de la parole collective que l'assemblée rend publique elle-même.

Pour l'instant *l'AG en lutte* communique par le site d'Indymedia Paris et par la diffusion de tracts.

L'assemblée n'est pas le seul moment du collectif qui se retrouve autour d'elle et se rencontre à son occasion. Des comités informels se constituent en fin de réunion pour aborder et mettre en place les questions plus pratiques afin de rendre effectives les initiatives proposées au cours de l'assemblée générale. Car on dissocie peu ici les questions d'ordre pratique concernant le rôle de l'AG dans le mouvement, des questions plus théoriques sur les buts et les perspectives. Des actions sont ainsi régulièrement envisagées et le cas échéant mises en œuvre.

Si l'assemblée générale reste un moment indispensable de l'organisation, elle n'a pas, de par son mode de fonctionnement, le rôle que peuvent lui faire jouer les directions syndicales ailleurs. L'individu n'y est pas muselé, les contradictions s'y expriment, aucune ligne politique

particulière n'y est imposée. Elle reste ouverte et pour cette raison conserve une forme et un contenu évolutifs.

Si cette présentation fait office d'invitation et d'information, l'AG en lutte n'a pas pour autant pour objectif de se considérer comme un pôle de convergence de tous ceux qui rejoignent ses modes de fonctionnement et ses propositions. Sachant qu'ils nous ont été dictés par une situation particulière, par un rapport de force, ils n'ont d'intérêt que s'ils sont reproduits par d'autres afin de perfectionner un outil collectif qui n'en est encore qu'à ses balbutiements.

L'organisation du débat est une étape de la guerre contre ceux et « ce » qui l'empêchent au quotidien. »

Cette seconde proposition corrigeait les insuffisances de la précédente ; même si elle était encore à discuter par l'assemblée pour l'améliorer, pour en préciser, en tempérer peut-être, certaines affirmations – par exemple, ce passage sur les « questions plus théoriques sur les buts et les perspectives », dont on se serait saisi au même titre que « les questions d'ordre pratique » : s'il est vrai que les premières furent posées, ce fut plutôt à la marge, ou dans un deuxième temps justement par rapport aux secondes ; alors qu'il eu fallu qu'elles ne soient pas ainsi séparées.

A l'instar de celle de la veille, cette lecture ne donna lieu qu'à un très court débat. Ce furent toutes les discussions qu'on écourta ce soir-là, car les participants à l'assemblée décidèrent de rejoindre la manifestation sauvage qui avait commencé de traverser Paris à partir de la Place de la Bastille – quelque peu ironiquement, ce fait démontre au passage la supériorité de l'imprévu sur les projections alors calculées dans l'assemblée : c'est à ce moment que l'idée de « bifurcation » se réalisa de la manière la plus réussie, et de loin, par rapport à la tentative planifiée de la semaine suivante.

Mais cette raison particulière ne suffit pas pour expliquer le désintérêt relatif au sujet de ce texte, et de celui qui l'avait précédé. La raison profonde est décrite plus avant, soit la pétrification progressive mais sûre de l'assemblée possible en comité d'action élargi. Le moment de la présentation de ces deux textes fut celui où la transformation s'acheva. Jusqu'à la semaine du 10 avril, et le soubresaut provoqué par la fin officielle du « mouvement », ça ne bougea plus.

Pour notre part, c'est alors que nous nous sommes éloignés de l'assemblée, une première fois, au début du mois d'avril.

Plus particulièrement impliqués dans le but que l'assemblée parvienne à se fonder et à se définir en tant qu'assemblée de base et souveraine, embryon d'un sujet collectif nourri par l'engagement de tous ses participants, nous nous refusions à pousser davantage dans ce sens, parce que trop esseulés. En dépit de ce qui avait réussi à être mis en place de façon collective, c'est-à-dire par l'implication de chacun et que chacun seul n'obtiendra *jamais*, une semaine après la fin de l'occupation de l'EHESS, il n'y avait plus aucune place à l'approfondissement dans ce sens.

Telle que l'assemblée fonctionnait à ce moment, il eût été possible d'insister, en tant que participants isolés, associés à quelques autres, pour parvenir à la publication de ce texte sur les déroulements de l'assemblée comme bases de sa constitution plus franche en tant qu'assemblée de base et souveraine. Mais, au point où l'assemblée en était, non dépassé par la suite, ç'aurait donné une déclaration soutenue collectivement seulement en apparence. Ç'aurait été un mensonge sur ce qui se passait en réalité.

La semaine qui suivit, la manifestation du mardi 4 avril entre la Place de la République et celle d'Italie donna lieu à une tentative de bifurcation, à laquelle succéda une occupation de quelques heures, d'une annexe de la Bourse du Travail située dans la rue Turbigo. Les occupants réunis en assemblée générale

parvinrent à la publication d'une déclaration commune, qui soulignait notamment l'actualité et l'importance de la contestation en cours, et qui mettait son extension en perspective par une généralisation de formes organisationnelles indépendantes des encadrements institués[3].

Fin du « mouvement » ; fin de l'assemblée

Le lundi 10 avril, l'article de loi sur l'instauration du CPE fut supprimé.

Ce jour-là, nous retournâmes à l'assemblée.

C'était comme si le changement de situation obligeait à s'y poser d'autres questions. Comme si le retrait du CPE faisait violemment tomber l'illusion que toute agitation particulière participait au maintien de la contestation générale, puisque lorsque celle-ci était en passe de s'arrêter, l'agitation particulière constata toute son impuissance, toute sa vacuité.

Au milieu d'interventions dont certaines faisaient sérieusement douter qu'on se trouvât à la bonne adresse – conséquence logique de l'incapacité à s'être doté de moyens pour poser quelques principes, et affirmer quelques positions, en dessous desquels il aurait pour le moins paru incongru de s'engager dans cette assemblée –, il s'exprimait notamment une certaine critique des errements activistes dominants jusque-là, une volonté d'analyser ce qu'avait été le « mouvement » dans son ensemble, de prendre plus fermement acte de ses limites favorables aux ennemis de toute révolte, et le constat que la question du fond avait fait grandement défaut aux débats menés jusqu'alors.

En partie suivant ces réflexions, on se proposa de réunir un comité d'écriture pour le lendemain, alors qu'une prochaine assemblée était prévue le mercredi suivant.

Ce mardi 11, au moins une vingtaine de personnes se retrouvèrent. Assez vite, les projets de textes possibles furent mis de côté, pour se concentrer sur une question centrale, à savoir la définition de la pratique commune expérimentée depuis le 20 mars, ce qu'elle avait été, ce qu'elle pouvait être encore. A notre connaissance, et il est bien dommage que ça n'ait eu lieu qu'en comité restreint, c'est là où le débat a été le plus intense depuis que l'assemblée était installée rue Servan, où il a été le plus intéressant, parce que le plus contradictoire. Ce serait trahir la teneur de chaque intervention de ce soir-là que de les ranger chacune dans deux camps strictement définis. De même que chaque participant à l'assemblée, plus largement, ne saurait être définitivement étiqueté suivant une telle appartenance. Tout dépend du moment : si c'est celui du débat

---

[3] « Appel de l'assemblée du 4 avril tenue à l'annexe occupée de la Bourse du Travail rue de Turbigo

L'assemblée, réunie ce jour, constituée de lycéens, étudiants, précaires, chômeurs, travailleurs et ex-travailleurs, appelle à la grêve générale illimitée et au blocage des moyens de production et des axes de circulation.

L'assemblée appelle aussi à ne pas suivre les consignes syndicales qui proclameraient la fin du mouvement et le début de la négociation. Elle invite à poursuivre la formation de collectifs dans les quartiers, les lieux d'étude, les lieux de travail, et à leur coordination.

Bien au-delà du CPE et de la loi sur l'égalité des chances, cette lutte ne se limite pas à la demande de garanties supplémentaires face à la précarité croissante et constitutive de ce système. Elle remet en question les bases mêmes de sa légitimité. Notre situation dans le capitalisme ne peut de toutes façons aller qu'en s'empirant.

Assemblée du 04/04/06 tenue à l'annexe occupée de la Bourse du Travail rue de Turbigo »

ouvert, qui suppose des compromis possibles, ou nécessaires ; si c'est celui du choix, où se prononcer peut être synonyme de rupture, et de scission. Suivant le cas, l'expression d'un avis, d'une opinion, ne prend pas le même sens, n'entraîne pas les mêmes conséquences.

Cependant un clivage s'est alors clairement exprimé, entre deux positions inconciliables, ou une position et sa négation sans compromis possible – d'ailleurs, toute l'expérience de *l'AG en lutte* peut être comprise du point de vue de ce clivage, entre ce qui a été rendu possible de nouveau, et ce qui en a empêché l'exploration, et l'affirmation. La position, ici, consistait à se satisfaire du peu déjà accompli, pour tenter de le conserver tant bien que mal, dans l'intention toute velléitaire d'ouvrir une nouvelle occupation, qui plus est de type squat, dans la perspective réactionnaire de s'associer à d'autres luttes corporatistes ; et en arguant que la pratique de *l'AG en lutte* ne pouvait être que ce qu'elle avait été jusque-là, parce que ç'avait toujours été ainsi *par le passé* ! Face à ce bien triste renoncement, sa négation s'exprima : dans la continuité des choix en rupture faits depuis la création de l'assemblée, encore à renforcer, mais surtout par la critique de ses graves insuffisances, on pouvait envisager de donner suite, peut-être.

Mais il faut dire que cette discussion venait trop tard. En fait de nouveau départ, il s'agissait plutôt de prononcer l'acte de décès de l'assemblée. A nous, ceci nous apparut clairement quand elle se réunit le lendemain.

En dépit de ce qui avait dominé quasiment depuis son commencement, si cette discussion en comité restreint pouvait encore augurer d'un changement de cap, en imaginant que l'assemblée s'en saisisse pour se prononcer sur ce qu'elle avait été jusque-là, et pour se donner les moyens d'être autrement, on se proposa la rédaction de textes qui présenteraient les différentes conceptions alors exprimées sur notre pratique commune, destinés à cette continuation du débat par l'assemblée.

Mais, le mercredi 12 avril, un seul texte fut distribué (Voir Annexe 4) – écrit par deux des auteurs de ce rapport – qui ne donna lieu à aucun débat par l'assemblée moribonde.

Sans nous, l'assemblée continua encore de se réunir jusqu'au début du mois de mai, où sa dissolution fut décidée entre le 3 et le 5, d'après ce que nous ont appris des messages postés sur Indymedia Paris à ces deux dates.

Critique de l'assemblée

1. Insuffisances pratiques. La question de la prise de décision et celle du rapport à l'information

Autoconstitution de l'assemblée

Si l'on ne veut pas se suffire d'un simple constat négatif sur ce qu'est devenue *l'AG en lutte* et sur ce qu'elle n'a pas su être, il faut dire aussi ce qu'elle a été à son commencement, ce qui a permis cela, ce qu'ont été les conditions de ce possible. Tout en les prenant en compte, on ne peut se limiter à l'exposition des facteurs contextuels qui expliqueraient rétrospectivement son échec, comme si cet échec était prévisible et inévitable. Nous considérons l'échec de notre point de vue, au regard de ce qui manque à la révolte dans le monde, d'autres pourraient penser qu'elle a échoué pour d'autres raisons que celles que nous exposons.

D'après ce que nous en savons, les deux appels à l'origine de l'assemblée et de l'occupation émanaient d'initiatives individuelles. Et il semble que les individus qui ont lancé publiquement cette idée aient été quasi-immédiatement dépassés par la tournure des événements. Ils ont simplement répondu à un besoin alors présent, seulement fait part publiquement d'une opportunité qui s'offrait là pour donner une suite à l'occupation de la Sorbonne et au conflit qui s'était ouvert dans les rues. Si l'un des deux appels anticipait déjà quelque peu sur ce que devaient être cette occupation et cette assemblée, davantage d'ailleurs par son ton que par une réelle explicitation du contenu, les deux avaient tout de même en commun d'être très lapidaires, de ne pas outrepasser la simple proposition de s'organiser, de débattre, et pour cela de s'en donner les moyens matériels en occupant un lieu adéquat. De ce fait, l'assemblée du 20 mars a d'abord été une rencontre. Aucun de ses participants ne pouvait se prévaloir d'une véritable préméditation, seul le débat de tous ceux réunis alors pouvait décider de la suite. Un tel commencement est important pour ce sur quoi il ouvre, et il implique que l'assemblée dans sa critique soit saisie comme un tout, comme un objet à part entière dont les mécanismes et les épisodes ne peuvent être compris qu'à partir de l'interaction de tous ses éléments. Il s'agit de comprendre à partir de ce point de départ ce qui a fait pencher la balance entre cette situation nouvelle d'une assemblée qu'on pourrait qualifier d'autoconvoquée et les modes de pensée qui conservent l'organisation sociale en place.

Les quelques principes et modes de fonctionnement posés par *l'AG en lutte* l'ont été sur la base des appels parus sur Internet puis dans l'immédiateté du premier jour, comme réaction à ce qu'étaient les AG étudiantes. Lors des deux assemblées du lundi 20 mars, les étudiants de l'EHESS – pour la majorité opposés à l'occupation – ont servi de point d'appui à ceux qui étaient venus là pour aller plus loin que la seule protestation étudiante contre la loi incluant le CPE. Chacune de leurs tentatives pour ordonner le débat suivant le modèle de l'organisation officielle estudiantine s'est heurtée au refus de l'assistance de se laisser enfermer dans des dispositifs par lesquels les étudiants maintenaient leur mouvement dans ses particularités, dans ses tristes limites. C'est avec enthousiasme et en se reconnaissant les unes les autres, que les interventions se succédaient pour rejeter pêle-mêle présidence, tours de parole, tribune et circonscription du discours à la sphère étudiante. Ce que les affrontements et les manifs sauvages ont été aux manifestations encadrées, l'assemblée se proposait de l'être aux AG universitaires. Dans cet élan initial porté par ce qui avait eu lieu dans la rue, l'assemblée se débarrassait des lourdeurs et de l'étroitesse de l'organisation étudiante et par ce biais se donnait les moyens d'ouvrir à tous et à tout le lieu du débat. Mais cette volonté d'ouverture se manifestait alors logiquement en posant les premières déterminations de l'assemblée.

Déjà contenu dans l'un des deux appels, a continué à s'exprimer le besoin de ne pas se fixer de limites en sortant du cadre revendicatif et corporatiste. Dans le déroulement des séances, la plupart des intervenants faisaient preuve d'une certaine attention à ne pas nier les raisons d'être ensemble des autres pour mettre les leurs à la place. Etait au contraire privilégiée la recherche de valeurs communes, de nombreux participants commençant leur prise de parole par le consensuel rappel qu'ici la lutte ne se réduisait pas au seul CPE. Mais une fois l'assemblée face à elle-même, c'est-à-dire une fois les étudiants de l'EHESS les plus conservateurs clairement rejetés comme minorité réactionnaire, cette intention très louable de ne pas se poser de limites commença pourtant à en toucher. La recherche du sens commun se concentra sur la désignation de l'adversaire notoire, soi-disant la plus générale, ne partant plus des données présentes et nouvelles ni d'un « nous » à définir. Ces présupposés n'étaient pas pour autant imposés, on préférait privilégier le fait d'être ensemble. L'assemblée exprimait la volonté d'être ouverte à tous, évolutive, tout en se déterminant même si elle ne le fit alors que minimalement.

Pour illustrer ce fragile équilibre, on peut dire que la majorité de l'assemblée rechignait à décider quoi que ce soit sur elle-même dès après le premier jour – plus rien ensuite ne sera d'ailleurs décidé sur l'assemblée elle-même, sinon seulement dicté par les circonstances.

L'assemblée s'est autoconstituée dans une immédiateté négative, après laquelle elle n'a plus su se percevoir en tant que sujet-objet, ou par conséquent faudrait-il dire ses membres ne l'ont plus su. Elle s'est poursuivie dans un refoulement de ses principes fondateurs, quelque chose est bien resté mais seulement de manière latente, sans être formulé et porté par tous. Une lacune aussi rédhibitoire s'est manifestée de manière exemplaire avec l'impossibilité de soutenir collectivement ce qui avait lieu là, avec celle de prendre des décisions collectives et dans le rapport inconséquent à la médiation extérieure à l'assemblée.

Sur le rejet du vote

La décision d'occuper l'EHESS s'est prise à l'issue d'un rapport de force à l'intérieur de l'assemblée. La manière dont il s'est résolu s'est posée d'elle-même comme une évidence, comme un principe général acquis.

Deux tendances semblent s'être données la main pour rejeter l'emploi du vote. Celle, relativement spontanée, composée d'individus déterminés qui face aux étudiants de l'EHESS tentant de faire échouer l'occupation permanente en recourant au vote comme dernière solution, assimile tout vote à une arnaque, à une légitimation de l'usurpation du pouvoir, et ceci simplement parce que la représentation dominante l'associe à l'élection de représentants. Et celle plus marxiste pour laquelle toute soumission à la majorité ne peut être que sclérosante. L'utilisation systématique du vote dans les universités bloquées a également servi de repoussoir. Il faut savoir qu'à ce moment-là la majorité des participants à l'assemblée exprimaient clairement leur volonté d'occuper, un vote dans les règles aurait été en faveur de l'occupation.

A aucun moment la question ne s'est posée centralement de la manière dont seraient prises des décisions collectives à l'avenir. Et puisqu'il était sûr qu'il allait falloir en prendre, par qui allaient-elles l'être puisqu'elles ne pouvaient plus l'être collectivement ? Aucune alternative n'a été proposée par ceux qui refusaient le vote, comme aucun argument n'a été avancé.

Par la suite, les initiatives et les textes collectifs furent validés une fois que plus aucune objection ne venait s'y opposer, une fois atteint l'épuisement des arguments ou des participants. Laissant toujours la sensation que la décision n'était pas vraiment collective, plutôt le résultat du compromis des derniers débatteurs les plus endurants, voire même laissant le doute sur ce qui avait été décidé si informellement, laissant plusieurs interprétations possibles. Parfois, ceux-là mêmes qui s'étaient si véhémentement opposés au vote,

se lamentaient qu'aucune décision ne soit prise clairement à l'issue d'une discussion de plusieurs heures, interrogeant l'assemblée aux trois-quarts vide : « Alors, on fait ça ? Personne n'y trouve rien à redire ? », n'obtenant pour réponse que quelques « non » maugréés. Si bien que la plupart du temps, les scrupules existant tout de même à ne pas trahir le contenu de l'AG, les initiatives mises en œuvre par les comités étaient les plus consensuelles, l'épuration des propositions en s'appuyant sur ce qu'elles avaient en commun ne donnait lieu qu'à des entreprises assez pauvres, souvent à la traîne du mouvement étudiant, tout en laissant penser qu'avec ce qui s'était dit dans l'assemblée elles étaient au contraire les plus en avance. Pour les mêmes raisons, les textes collectifs restaient relativement fades et convenus, et nombre de propositions et remarques sans suite faute d'avoir pu être validées par tous. Du coup ceux qui avaient ôté à l'AG la possibilité de décider, c'est-à-dire son pouvoir en s'opposant systématiquement à la mise en place d'un fonctionnement collectif, trouvaient là l'occasion de montrer que l'entreprise collective ne pouvait mener qu'à un appauvrissement des discours et des actes.

L'impossibilité pour l'assemblée de s'affirmer, d'exprimer son accord avec un intervenant par exemple, donnait lieu à de la frustration. Puisque le vote était écarté, la tendance majoritaire devait bien se faire entendre d'une autre façon, ce fut par le bruit, que ce soit les applaudissements pour approuver ce qui était dit, ou les cris pour au contraire marquer sa désapprobation. C'est d'ailleurs de cette façon que le refus du vote a été entériné.

A aucun moment n'a été proposé de mettre le vote en débat, de revenir sur son rejet. Ce choix paraissant un des principes fondateurs de l'assemblée, de son identité, de sa singularité, la proposition de voter serait certainement passée pour rétrograde.

Mais ce que permet le vote, ce qu'il demande, c'est que les contradictions soient formulées, qu'on se hisse à l'expression la plus précise des oppositions, pour les résoudre, et pour trancher. Sa perspective donne l'intensité au débat, ce qui est dit et échangé doit l'être en en saisissant toutes les implications parce qu'au bout se profile un choix avec le caractère irréversible qu'il comporte dans de tels moments. Il n'est pas question ici de promouvoir l'usage du vote à tout propos, mais de relever comment l'évacuer *a priori*, sans considérer sa possibilité aux moments du débat où il aurait fallu choisir ensemble, a contribué à ankyloser l'organisation naissante.

Les décisions qui sont issues du vote engagent tous ceux qui y prennent part, tous les participants à l'assemblée qui l'utiliserait, à moins qu'il ne donne lieu à une scission. Or les décisions informelles prises par *l'AG en lutte* n'engageaient pas tous ses participants, on pouvait très bien rester silencieux, spectateurs du débat. Très peu ressentaient finalement la nécessité d'assumer sans réserve les résolutions si mal prises.

Sur la décision en général

Non seulement le vote était rejeté, mais c'est l'idée même de prendre des décisions collectives qui trouvait des adversaires. L'engagement dans des actes ou discours qui émaneraient d'une association d'individus provoquait de la défiance. On pourrait s'expliquer cette crainte du fait que l'assemblée n'avait su faire l'effort de se constituer plus explicitement et que certains pouvaient légitimement appréhender de se retrouver embarqués dans une entreprise dont rien ne leur permettait de connaître vraiment les visées. Mais il semble surtout qu'une frilosité et une incapacité à s'engager entièrement déterminaient une telle attitude qui se drapait généralement d'arguments sur la liberté individuelle qu'il se serait agi de préserver. Comme si l'assemblée menaçait d'y mettre fin, cette fameuse liberté individuelle revenait sur la table sans que l'on sache vraiment ce que contenait cette formule creuse. L'argument permettait bien plutôt aux indécis de ne pas avoir à répondre des actes ou des paroles de l'assemblée, et d'empêcher pour cela que cette dernière

devienne effective. Une partie de l'assemblée se retrouvait sur ce préjugé : endosser des décisions prises par tous ne pouvait que mener à une tyrannie.

C'est un trait de l'époque, toujours plus écartés de toute responsabilité dans les situations qu'ils subissent au quotidien, il arrive maintenant que les pauvres ne soient plus capables d'en faire preuve dans celles où s'offre la possibilité de jouer leur vie. Nous-mêmes n'avons que mépris pour la responsabilité telle qu'elle nous est proposée dans l'organisation humaine existante, parce qu'elle équivaut dans ce cas à une soumission active à un ordre qui n'est pas le fruit du débat maîtrisé. Pour autant, il serait insensé d'associer cette exigence de responsabilité au parti ennemi, il serait insensé de lui laisser cette qualité et de permettre ainsi la reproduction de son monopole par quelques arrivistes intéressés. Là encore, l'absurde conviction d'être libre individuellement alimentait cette peur de s'engager. Pourtant chacun peut se convaincre que le discours dominant entretient justement cette illusion parce que les illustrations qu'elle n'est qu'une illusion s'accumulent dans le monde. Où sont-ils ces individus libres ? Quelle est-elle cette liberté qu'il s'agirait de ne surtout pas aliéner ? Un état, une potentialité, la seule liberté de laisser le possible en tant que possible sans jamais le détruire, en renonçant par conséquent à en ouvrir du nouveau. Elle se situe bien là la tyrannie moderne. Il faut croire qu'il restait encore, chez certains qui vivaient là l'expérience de cette assemblée, de telles croyances de résignés, de telles conceptions de vaincus. Mais pour le malheur des pauvres illusionnés, se passer de prendre des décisions en s'imaginant conserver sa précieuse intégrité individuelle, c'est voir autre chose les prendre à sa place. La profonde différence qualitative entre la survie quotidienne, où l'on subit, où l'on compose, où l'on s'adapte, et la configuration nouvelle créée par la rupture pratique où, *avec les autres*, on se donne les moyens de maîtriser, de faire des choix, de décider, semble n'avoir été saisie consciemment que par quelques-uns. On a même vu finir par poindre l'idée qu'on n'avait pas besoin de prendre de décision du tout, après tout. Mais à ce stade, la proposition était trop ahurissante pour être seulement l'œuvre d'illuminés, il fallait bien y voir des intentions malhonnêtes de récupérateurs.

Dans une situation aussi exceptionnelle de débat, on peut tout à fait comprendre que durant une phase initiale le collectif se refuse à décider seulement parce que cela équivaudrait à réduire prématurément le champ d'investigation. La perspective de remettre en cause toutes les évidences ayant tout de même été partagée par les premiers occupants de l'EHESS, elle peut expliquer partiellement la réticence initiale à trancher, à définir peut-être trop hâtivement les buts et perspectives. Mais avec le refus même de doter la base de moyens de décision, on lui enlève son pouvoir, son effectivité, et la dialectique entre volonté d'ouverture la plus générale possible et déterminations négatives laisse la place à sa parodie lamentable, entre démagogie hypocrite à l'adresse de l'extérieur et dogmes implicites car non débattus à l'intérieur de l'assemblée.

L'incapacité à prendre des décisions collectives s'accompagna par la suite de l'impossibilité de définir ce qu'était l'assemblée, de formuler ses principes. Il n'était même plus envisageable de faire la publicité de l'assemblée à partir de ses déterminations négatives, comme l'a révélé l'épisode des textes sur l'AG à la fin du mois de mars. Si bien que peu s'étonnaient, lors de plusieurs séances de la rue Servan, de voir débarquer des journalistes, fussent-ils amateurs ou libertaires, ou lancer des propositions d'actions en collaboration avec les intermittents du spectacle, corporation s'il en est.

Reconnaître l'assemblée

A la suite de la tendance activiste qui avait travaillé à empêcher la constitution du sujet collectif, en dénigrant tout fonctionnement unitaire de l'ensemble avant de se dégonfler lamentablement une fois l'épouvantail CPE retiré, une autre tendance, héritière de la première mais moins caricaturale, prit sa place pour, elle, réfuter le rôle central de l'assemblée générale. La tendance activiste avait démontré toute sa nullité en accumulant les échecs à la suite d'initiatives individuelles peu suivies ; là où les étudiants, qui avaient au moins donné à leurs assemblées un pouvoir, réussissaient de jolis coups, à Rennes notamment. Sans

mouvement auquel s'accrocher, finis les agités du bocal, mais la tendance qui leur succéda, si elle feignait une volonté d'approfondir ce qu'étaient l'assemblée et sa potentialité, s'annonça tout aussi conservatrice. Elle remettait tout simplement en cause le fait que l'assemblée de base puisse être le centre de l'organisation qu'elle permettait sans indiquer clairement ce qu'il en restait alors.

Sur la question de la décision, son avis se précisa lors de la réunion en commission du mardi 11 avril. Pour justifier la situation, l'idée était émise que l'inégalité dans l'implication excluait l'égalité de décision, et par conséquent que l'assemblée générale ne pouvait être souveraine. Or c'est justement cette idée qui maintenait l'inégalité dans l'implication : les plus impliqués du moment favorisant l'absence de formalisation possible au niveau de l'assemblée pour finalement décider pour elle ou au moins l'orienter significativement en comité plus restreint. Ce sont là la méthode typique promue par les partis et l'argument habituel qui l'accompagne, si habilement utilisés par les bolcheviks en leur temps, qui donnent en apparence une éclatante légitimité à la confiscation du pouvoir. Mais ici leurs partisans, qui n'assumaient pas vraiment leur inclination pour le dirigisme, les mariaient avec des conceptions davantage dans le vent. Selon eux, l'assemblée n'avait pas à prendre de décision, chacun pouvait bien les prendre dans son coin et les mettre à exécution. Idem pour les textes publiés, c'était faire preuve d'une obstinée rigidité que de vouloir qu'ils soient le résultat du débat de tous. L'assemblée générale devenait simplement une occasion de se retrouver, de ramener du monde, on n'allait tout de même pas s'engager avec des gens qu'on ne connaissait pas et sortis d'on ne sait où. De ce fait lui enlever la possibilité d'être décisionnaire, en qualifiant par exemple de formaliste toute initiative allant dans ce sens, laissait celle d'en faire ce qu'on voulait entre quelques-uns. Ce serait réducteur de taxer ce curieux mélange d'une méthode si usée et de conceptions si dominantes dans le monde de simple bolchevisme ; on peut décrire cette tendance dont on n'aurait pas soupçonné l'existence avant de la voir à l'œuvre, comme un néo-bolchevisme, comme un bolchevisme middleclass.

On ne peut parler que de tendances pour décrire les forces qui régissaient l'évolution ou la stagnation de l'assemblée. Ce serait forcer le trait et leur donner trop d'importance que de s'arrêter à quelques consciences ici ou là qui auraient influé de manière décisive sur le devenir de l'ensemble. Au travers des peu nombreux débats contradictoires qui ont eu lieu, des tendances générales se faisaient jour bien qu'elles s'exprimaient dans des formes différentes suivant les individus. A partir des deux principales tendances, une scission aurait pu être envisagée mais la négativité manquait alors pour appuyer celle minoritaire qui soutenait la constitution du sujet collectif, l'autre s'appuyant sur une démagogique occultation de l'aliénation, ou faisant son apologie sur l'air de « laissons les choses se faire d'elles-mêmes ». On a vu ce que l'assemblée est devenue grâce à son succès.

Lorsque le CPE fut retiré et que le mouvement perdit son caractère massif, ne laissant la place qu'aux plus déterminés, qui refusaient cette conclusion si peu satisfaisante, la question se posa de la coordination des forces en présence. Une dernière fois, le refoulement des déterminations négatives de l'assemblée se manifesta. Sur quelles bases, sinon celles posées initialement par *l'AG en lutte*, pouvait-on envisager de s'associer avec des AG étudiantes qui ne voulaient pas s'arrêter là ? Mais, comme ces principes n'avaient pas été posés explicitement, comme ils n'avaient donc pu être reconnus collectivement, ils n'étaient même pas communicables, car ils ne pouvaient engager aucune assemblée de base et souveraine, qui n'existait pas. Il fut convenu qu'on pouvait, sinon y renoncer franchement, au moins les mettre en veilleuse dans la perspective d'une association avec ce qui restait de l'organisation étudiante.

L'AG en lutte n'est restée qu'à l'état de potentialité parce que sa majorité middleclass l'a considérée comme le simple élément d'un réseau, d'un ensemble bien plus grand dont il était reconnu que la maîtrise échappait à tous, et qu'il en serait toujours fatalement ainsi. Ce renoncement volontaire à toute maîtrise collective n'était aussi partagé que parce qu'était partagée la soumission à l'aliénation, la conviction de savoir individuellement ce qu'est le monde, de prendre cette représentation pour la réalité, de prendre la réalité pour un donné objectif.

Le « néo-bolchevisme » n'était pas un penchant exclusivement réservé à cette assemblée, il s'est exprimé hors de *l'AG en lutte* aux détours de textes qui paraissaient à leur publication les plus radicaux du mouvement. On

y voyait afficher le rejet en apparence si superbement subversif de la légitimité du plus grand nombre, de la soumission à la majorité, et par là de l'organisation démocratique [4].

L'exigence démocratique n'a d'intérêt que parce qu'elle est une condition du débat, qu'elle permet seule d'envisager la suppression des présupposés. Une forme d'organisation qui n'aurait pas pour principe l'égalité de tous au moment de la prise de décision, n'ouvre pas, selon nous, sur la perspective de la prise pour objet de l'humanité par l'humanité. Qu'il ait pu se développer toutes ces circonvolutions autour du vote démocratique dans les universités, n'est dû qu'à une chose : les assemblées étudiantes n'étaient pas des assemblées générales puisqu'elles étaient pour la majorité d'entre elles réservées aux seuls étudiants, les assemblées étudiantes n'étaient pas le fruit d'une rupture, ne sont pas nées d'une négativité ou d'une rencontre mais d'une contestation menée par des syndicats. Le principe démocratique n'est pas en cause ici pour expliquer leur stérilité et leurs évidentes limites.

Si, malgré sa récupération et son évidage par le discours dominant, nous reprenons le terme démocratie pour désigner un type d'organisation, c'est d'abord simplement parce que notre définition est plus proche de son origine étymologique – le pouvoir au peuple – que son acception dominante contemporaine qu'elle met ainsi directement en contradiction. La pensée dominante entretient l'illusion d'une invariabilité de ce que le langage décrit, et œuvre par conséquent à une fixation des mots en prétendant à leur objectivité. Les phénomènes et notions qu'ils désignent ne dépendraient ni d'un parti pris, ni d'une époque, ni du contexte historique. Le langage est un effet de l'aliénation, les mots conservent le sens appauvri que leur donne la pensée dominante tant que les humains ne se donnent pas les moyens de le définir ensemble, de mettre à bas cette domination. Suivant notre définition minimale, la gestion des Etats modernes n'est en rien démocratique, elle ne fonctionne que par l'usurpation du pouvoir, elle est au contraire entièrement hiérarchique. Le premier pauvre venu peut tous les jours constater à quel point il n'a aucun pouvoir sur sa vie, comme et parce qu'il n'en a aucun sur le devenir de l'humanité. Un véritable fonctionnement démocratique tel qu'il s'est profilé dans *l'AG en lutte* donne le pouvoir à la base, à l'ensemble et cet ensemble s'exprime lors de l'assemblée générale. Il semble que seul un tel fonctionnement puisse dépasser l'immédiateté négative sans perdre le sujet collectif qu'elle permet. Cette organisation se singularise par l'exigence pour la base de garder la maîtrise sur ceux qu'elle délègue pour quelque mandat que ce soit, que ces derniers soient révocables à tout instant comme dans les conseils, ou que s'opère une rotation systématique des tâches comme dans les assemblées argentines. Chacun est un moment du tout auquel il participe en prenant une part *active* à sa détermination dans le débat. Cette disposition à la pratique de l'aliénation en fait un individu bien plus libre et bien plus riche que celui séparé et isolé que les défenseurs de la liberté individuelle fantasment accompli

---

4. L'autoproclamé « Comité d'occupation de la Sorbonne en exil » en donnait un exemple édifiant dans son communiqué n°5 :

« Mise au point n° 1 : Nous sommes en lutte contre une loi votée à la majorité par un parlement légitime. Notre seule existence prouve que le *principe* démocratique du vote à la majorité est contestable, que le *mythe* de l'assemblée générale souveraine peut être une usurpation. Il appartient à notre lutte de limiter autant que possible la tyrannie du vote majoritaire. Trop d'espace accordé aux assemblées générales nous paralyse, et ne sert qu'à conférer une légitimité de papier à quelques bureaucrates en herbe. Elles neutralisent toute initiative en instituant la séparation théâtrale entre les discours et les actes. Une fois votée la grève illimitée jusqu'au retrait de la loi sur l'égalité des chances, les assemblées générales doivent devenir un lieu de palabre, de mise en commun des pratiques, des idées, des désirs, un moment de notre constitution en force, non plus la scène de toutes les luttes de pouvoir, de toutes les intrigues pour emporter la décision. »

En sachant un peu comment se déroulaient les AG dans les facs, on peut comprendre ce qui motivait cette mise au point, mais on voit aussi le grotesque amalgame entre assemblée parlementaire de représentants et assemblée de base. C'est une logique qui présuppose à la lumière d'un constat quotidien que la composante la plus radicale ne peut toujours être que minoritaire, alors que cette situation de minorité n'est évidemment qu'un moment de la guerre où les conceptions de l'ennemi dominent. Sinon à quoi bon ?
Ici, il s'agit de se « constituer en force » pour mener la « lutte » ; les conclusions des débats sont anticipées : une fois voté cela, on devra faire ceci ; l'évidence du conflit, de ses termes, de ses perspectives (« contre une loi… »), exonère de la nécessité de débattre. Se révèle bien là une usurpation effective quand un ensemble de personnes doit se soumettre à son instrumentalisation par une espèce d'avant-garde éclairée.

– ou souverain – au diapason de la publicité commerciale la plus grossière et des conceptions politiques les plus impuissantes.

La richesse de notre époque paradoxale consiste en la dépossession permanente de tous par le mouvement de la pensée, gestionnaires en chef comme grands pontes du commerce mondial n'y échappent pas. C'est le chef-d'œuvre de l'aliénation, la pensée de tous les humains domine tous les humains. Si la bureaucratie quelle que soit la forme qu'elle prend est à détruire, ce n'est pas seulement parce qu'elle jouit de biens matériels au détriment de plus démunis qu'elle, ni même parce qu'elle exerce un pouvoir sur ses administrés, mais essentiellement parce qu'elle garde la pensée hors de portée de toute vérification pratique, parce qu'elle en empêche cette vérification. En s'organisant démocratiquement sur la base d'une assemblée générale souveraine, il s'agit seulement de se donner les moyens d'étendre à l'échelle du genre ce jeu de la pensée collective, cette pratique en conscience de l'aliénation. A partir d'une telle configuration où le débat est le moteur du sujet collectif, la réalité n'est plus le donné gelé et irrémédiablement séparé tel qu'on nous le sert du matin au soir, mais le résultat de l'activité de tous.

L'incompatibilité d'une assemblée souveraine et d'une médiation extérieure

Même si encore dans une moindre mesure, les journalistes sont devenus, au même titre que les flics et la marchandise, des cibles privilégiées des gueux au cours de la révolte moderne. Aux quatre coins du monde et de manière non concertée, les explosions de colère n'épargnent pas cette profession devenue parti. Parce que son discours et son rôle se sont uniformisés, généralisés, sa critique en actes tend à en faire de même. L'observation qui se réclame neutre dévoile le mensonge de sa prétention dans le moment de la négativité pratique, il ne tient plus. Elle est bien partisane de l'organisation actuelle du monde, chantre de sa conservation, directement ennemie de son bouleversement. Là où les humains expriment leur insatisfaction fondamentale, ceux qui ont l'impudence de parler à leur place sont attaqués. Si bien que l'information dominante s'est adaptée à cette situation. Faire la publicité de son bannissement n'est envisageable que si elle peut le mettre sur le compte d'une attitude rétrograde, d'une arriération. Là et quand ce ne peut être le cas, elle n'y va plus ou elle tait les faits. De nombreuses régions dans le monde sont tombées dans l'obscurité, on ne sait pas ce qui s'y passe et d'après ce qui est dit par ailleurs on croit comprendre que ce qui s'y passe importe peu. Comme l'information dominante dispose du monopole de la parole publique et que ses employés sont conscients de ce pouvoir, il leur est tout à fait aisé de minimiser l'ampleur de l'hostilité que leur portent les pauvres. Au travers d'une focalisation sur les faits négatifs et à partir de la seule observation au quotidien, l'aversion à leur encontre apparaît très répandue. Parce qu'elle émane de la spécialisation de la fonction d'informer, maintenant de ce fait la séparation dans la communication – tout ce qui apparaît publiquement passe par elle – l'information dominante fonctionne comme un lobby, son intérêt premier consiste à conserver ses prérogatives et cela passe par la conservation du monde qui les lui autorise. De ce fait ce qu'elle vante, ce dont elle fait l'éloge, n'est toujours que l'expression du maintien des conditions présentes, de la séparation entre les humains, de sa propre légitimité. La conquête de cette place centrale s'est opérée en consacrant l'assujettissement des faits à leur compte-rendu. Ce dernier s'arroge quotidiennement le droit de leur donner leur sens.

C'est au sujet de la révolte dans le monde que s'avèrent les plus significatives expressions de ce phénomène. Celle qui trouve grâce aux yeux de l'information n'est toujours que celle qui la tolère, et qui de ce fait lui laisse, parfois sciemment, la possibilité d'en définir les raisons, les buts et les limites. Exemplairement, chaque mouvement de contestation étudiant est toujours abondamment relayé par les journalistes. L'étudiant est médiatisé comme le baromètre de la société, le porteur du progrès, et sa grogne comme légitime. Hors d'Occident, dans les Etats archaïques qui s'évertuent à conserver leur contrôle sur ce qui se dit, contre donc la montée en puissance de l'information mondiale, les contestations exclusivement étudiantes sont relatées

comme de bonnes révoltes du fait du parti pris de cette information. Elles ouvrent effectivement sur la possibilité d'une transformation de la société suivant le modèle démocratico-marchand occidental au sein duquel l'information autonomisée dispose d'un rôle central.

Comme n'importe quelle lutte corporatiste, la contestation étudiante, tant qu'elle n'exprime pas sa volonté de sortir de son cadre, s'arrête toujours à une remise en cause partielle de ce qui est. Si le milieu étudiant a évolué depuis la critique situationniste, il n'en reste pas moins cet îlot isolé où règne la triste aspiration à une place dans la société, une positivité projetée sur les choses. Y est cultivée l'illusion d'avoir encore le choix, d'avoir le privilège du possible, et à la différence d'autres mouvements corporatistes qui se caractérisent par leur seule nature défensive, ce qui est à défendre ici n'est que ce possible – un possible connu car entièrement prédéterminé par l'ordonnancement actuel du monde. Dans ce sens et par leur proximité sociologique et culturelle, l'étudiant et le journaliste se vouent une reconnaissance mutuelle, on retrouve chez l'un comme chez l'autre les croyances middleclass sous leur forme concentrée : ce qui est sera toujours, il n'est de liberté que celle de s'adapter.

Ce constat était tout à fait vérifiable lors des manifestations étudiantes du mois de mars 2006 et de leurs salutaires débordements. L'occupation de la Sorbonne en offrit une juste illustration, avant de donner lieu au cours de son dénouement à un début de critique de la médiation extérieure. Même si la confusion régnait du fait de l'enchaînement des péripéties et de l'entrée quasi-permanente de nouvelles têtes, les occupants, par la tenue régulière d'assemblées générales, s'étaient trouvés une unité. Il y avait donc ceux qui tenaient le lieu à l'intérieur appuyés par les manifestants de l'extérieur, et les flics qui faisaient le siège aux différents accès du bâtiment. Mais une troisième force était en présence et tolérée par les belligérants. Alors que les occupants s'échinaient à se trouver une parole collective pour communiquer vers l'extérieur leur situation, leurs désirs, leur négativité, des journalistes déambulaient dans les couloirs, rédigeaient des dépêches et sollicitaient des interviews. Ils étaient au moins une dizaine d'employés de toutes sortes de médias à côtoyer dans la plus parfaite impunité les 200 à 300 révoltés qui mettaient toute leur force pour consolider la situation. L'aberrante bienveillance des acteurs pour ces observateurs prit fin avec l'évacuation, qui provoqua une profonde frustration chez les occupants en torpillant tout ce qui avait été projeté pour la suite, frustration qui se changea instantanément en colère une fois dans la rue. A ce moment-là, les journalistes dont les visages étaient devenus familiers aux occupants, montrèrent ce qu'ils sont, c'est-à-dire qu'ils pouvaient passer du côté des flics pour les interroger comme se glisser derrière les rangées de CRS pour filmer ou prendre des photos. Les quelques-uns qui s'aventuraient encore près des ex-occupants évacués et gazés furent alors malmenés par certains. Mais l'angélisme étudiant avait eu besoin de cette preuve pratique pour pressentir comment la profession d'observateur est bien un des adversaires principaux de ceux qui entreprennent de s'organiser contre la société en place.

Par la suite et du fait également de la désinformation opérée par les médias les plus importants, le mouvement étudiant développa par endroits une certaine vigilance vis-à-vis de la présence de journalistes, il est arrivé que des assemblées aient décidé que ces derniers étaient indésirables lors des délibérations. Ceci fut bien évidemment condamné par la profession, et stigmatisé comme une dérive totalitaire. Mais dans l'ensemble, la critique de l'information paraît n'être restée que très superficielle dans les universités. La rue fut par moments bien plus radicale, visant en priorité les observateurs de toutes sortes, on vit notamment une telle tendance se développer vers la fin du mouvement. Aux Invalides puis Place d'Italie, les irréductibles de fin de manif firent comprendre aux journalistes que leur place était toujours derrière le cordon policier.

L'AG en lutte qui dès le départ refusa la présence de journalistes se borna à ce seul principe sans en approfondir tous les motifs et toutes les conséquences. Il fut décidé qu'on ne pouvait participer à l'assemblée qu'à moins de vouloir être ou d'être acteurs de la révolte (de la « lutte » pour certains). L'occupation de l'EHESS fut déterminante comme pratique offensive pour poser dès le début de l'assemblée une telle exigence, elle était alors partagée par une majorité écrasante. Mais ce qui la rendait si fondamentale ne fut pas réellement pris pour objet. Il s'agissait bien plus de faire attention à ne pas être manipulés par des journalistes que l'on sait malhonnêtes et menteurs, que de refuser en bloc la médiation extérieure parce qu'on se donne les moyens d'une parole collective.

De cette façon, la nécessité de se doter d'un moyen autonome – dans les limites du possible – pour communiquer, c'est-à-dire d'un blog ou d'une page web, ce que faisaient déjà des AG étudiantes, ne fut jamais considérée comme une priorité. Les vieux réflexes contestataires jouèrent là encore un rôle déterminant contre ce qui aurait été une étape importante de la constitution du sujet collectif. On disposait avec le site d'Indymedia Paris d'un moyen très pratique de publier les textes de l'assemblée et de faire part de son existence, de sa tenue. Et ce média comme d'autres du même acabit échappait à la critique qui se portait exclusivement sur les médias officiels.

Durant tout le mouvement Indymedia joua un rôle important, servant de point de rendez-vous virtuel à toutes les forces impliquées. On pouvait y apprendre les horaires et les points de départ des manifestations et des actions comme leur évolution, leur détournement, les blocages, les délibérations des assemblées, les lieux occupés, et cela avec les délais très courts permis par Internet. Il était par exemple possible de rejoindre un blocage ou une occupation dont on venait d'apprendre l'existence via son ordinateur. L'écart était énorme entre la somme d'informations contenue sur ce site et celles données par les dépêches des agences de presse. A cause de leur profusion, on pouvait parfois douter de la validité des informations publiées, mais dans l'ensemble elles s'avéraient souvent vraies. Indymedia s'imposa rapidement comme le principal lien de communication indirecte dans le mouvement.

Indymedia est apparu avec le mouvement altermondialiste, et il n'est en temps normal que le lieu de dépôt des tristes complaintes militantes toutes plus partielles les unes que les autres. Au cours du printemps 2006, cette caractéristique n'a évidemment pas entièrement disparu, mais ce site est surtout devenu un moyen tactique mis à profit par les acteurs du mouvement pour gagner en efficacité et en unité. On se souvient qu'en Argentine en 2002, la version locale d'Indymedia avait donné lieu à un emploi assez similaire.

Considérant ces seuls aspects tactiques, on peut tout à fait comprendre comment Indymedia offrait un moyen exceptionnel auquel il aurait été parfois idiot de renoncer. Mais l'illusion qu'entretient ce site d'être le lieu de la libre expression, à l'instar de l'Internet en général, se maintint dans toute son apparente évidence même après l'apparition d'une organisation pour débattre. On peut analyser les limites de la critique des médias par *l'AG en lutte*, qui se voulait une assemblée libre, à partir de son seul rapport à ce média particulier.

Internet conserve encore aujourd'hui, une fois passé l'enthousiasme lié à son apparition, l'image de la place publique qui appartiendrait à tous ceux qui y viennent et où chacun pourrait librement converser. Une floppée d'initiatives alternatives et « citoyennes » laisse croire qu'une telle agora est effective. Indymedia en est l'exemple principal dans le domaine de l'information. La première ambition de ce vaste réseau de sites divisé suivant les frontières étatiques du monde, est de rompre avec la spécialisation de l'information. La deuxième est d'offrir un lieu où la parole n'est pas soumise au contrôle d'une autorité. Mais ces deux prétentions ne restent que des vœux pieux.

N'importe qui, à la condition bien sûr qu'il dispose des moyens matériels pour se connecter, peut publier sur Indymedia, que ce soient le récit des faits auxquels il a assisté, des textes théoriques, des propositions ou des appels. Le site fonctionne sur ce principe, ce sont ses utilisateurs qui lui fournissent son contenu. Les objectifs et les perspectives de ses concepteurs ne sont exprimés qu'à propos du moyen, on sait ce à quoi doit servir le site, on ne connaît pas sa finalité générale. Il n'a donc qu'une fonction d'alternative aux médias dominants dépendants de la marchandise par la publicité commerciale, et dont l'accès est relativement verrouillé, réservé à une profession. Il ne s'agit pas tant de rompre avec la spécialisation d'informer, en interrogeant le rôle de l'information en général, que de permettre à tous de pratiquer cette fonction. On y trouve une information qui ne se distingue de l'officielle que par des divergences idéologiques, le rapport aux faits est quant à lui le même. L'information officielle définit l'objet à observer, « l'actualité » du moment, et de façon quasi-systématique les utilisateurs d'Indymedia se calent dessus pour en donner la version opposée mais toujours en validant l'importance que leur prétendu adversaire lui a donnée. C'est une illustration de la démocratisation permise par Internet selon ceux qui en font les louanges. La démocratisation, ici de l'information, n'est toujours que l'extension à tous des valeurs et des normes dominantes. Le journalisme n'est pas une spécialisation seulement parce qu'il est réservé à une profession, mais parce que le moment de

l'observation s'est scindé de l'ensemble de la vie, parce que ce moyen s'est institué en fin. Si la parole publique est donnée aux pauvres, c'est à dire à ceux qui ne l'avaient pas, c'est uniquement pour qu'ils singent, avec le défaut de leur pauvreté, la caste qui en conservait jusque-là le privilège. Ainsi, que la spécialisation de l'information soit battue en brèche ne signifie pas qu'il n'y ait plus de journalistes, au contraire on constate chaque jour davantage qu'ils se multiplient. Dans les rues de la vieille Europe, on ne verra bientôt plus que des journalistes et l'on aura toutes les peines du monde à y découvrir un homme.

Ce site ne reste que cela parce qu'il reste entièrement aux mains de ceux qui en ont les clés. La communication n'y est évidemment pas libre, comme elle ne l'est pas sur l'ensemble du réseau. Comme sur n'importe quel forum, des flics, appelés modérateurs sur Internet, des petits propriétaires, appelés webmasters, disposent de moyens auxquels tous les participants n'ont pas accès. Or on ne parle pas librement quand certains ont ce pouvoir sur la parole des autres, qu'ils en fassent usage ou pas d'ailleurs.

Pour ces raisons, Indymedia n'est qu'en apparence un moyen utile contre l'information dominante, il en fait essentiellement partie, en constitue une forme avancée issue de son évolution. Il s'agit de cautionner la position de l'intermédiaire, son caractère indispensable. Il doit disposer du pouvoir sur ceux qu'il met en relation, et son rôle est valorisé dans un monde où le constat, l'*a posteriori*, prévalent sur l'acte, sur la réalisation de la pensée. Chacun est désormais convié à prendre part au monologue de l'information dominante, et les plus domestiqués se pressent pour goûter à cet évident progrès.

Ainsi, au-delà des seules questions tactiques, Indymedia, comme l'ensemble de l'information dominante, est fondamentalement ennemi de toutes tentatives de constituer un sujet collectif ; lorsque l'ensemble de la pensée est mis en débat dans une assemblée générale justement parce que l'assemblée générale est dans ce cas la suppression de tout intermédiaire séparé. Et cette suppression n'est possible qu'avec la souveraineté de l'assemblée générale. Il est évident que dans un monde exclusivement dominé par l'ennemi, il n'est pas de moyen de communication qui lui échapperait. L'utilisation que l'on peut en faire ne peut l'être qu'en mesurant l'utilité et la possibilité du compromis puisque ç'en est toujours un. Mais en cas d'assemblée, on ne peut que préférer le risque de la confidentialité à un compromis qui annulerait immédiatement ses prétentions et le possible qu'on libère. On ne peut paraître dans l'information dominante qu'en ennemi de l'information dominante, au cas contraire, on est toujours complice de son usurpation de la parole, de sa confiscation du discours public. La médiation extérieure séparée et l'assemblée de base souveraine sont pour cela complètement inconciliables.

Une fois que l'assemblée de *l'AG en lutte* eut posé ses premiers principes, elle ne pouvait plus être crédule vis-à-vis de la médiation extérieure, en refusant la présence d'observateurs elle refusait par là même que n'importe quel individu particulier parle à sa place. Les profs de l'EHESS, qui s'imaginaient pouvoir parader dans l'assemblée en se parant de la neutralité qui les confine à l'impuissance au quotidien, ont été rabroués immédiatement. Quiconque laissait penser qu'il n'était là que pour regarder l'était de même, les sollicitations des journalistes qui faisaient le pied de grue devant les grilles de l'école se heurtaient à l'hostilité générale. Et en retour, l'information qui ne se défit jamais d'une certaine fascination pour ce qui avait lieu là, calomnia *l'AG en lutte* en la réduisant à un attroupement de vandales. La campagne de désinformation menée par les médias ne fut pas contrecarrée par le moindre communiqué de l'assemblée, l'unique publicité de l'occupation de l'EHESS fut celle du saccage d'un temple du savoir par une meute « d'autonomes ». Ce fut certainement sur Indymedia que la désinformation fut la plus hystérique, la plus débridée, et cela bien sûr sur la base de ce qu'avaient déjà dit les menteurs assermentés.

Pourtant, même à la suite de telles manifestations des méfaits de la médiation extérieure, après avoir vu des péteux mendier des interviews ou chercher des planques sur le boulevard Raspail pour prendre des photos, après avoir assisté à la diffamation la plus éhontée de la part de touristes de la protestation, après avoir subi les commentaires sarcastiques de valets en formation, l'assemblée ne se départit pas d'une perception partielle de l'information selon ses différenciations infondées : entre mauvais informateurs et bons informateurs, bonne et mauvaise utilisation de l'information, médias amis et médias ennemis.

Il y eut bien cette volonté sous-jacente de ne laisser, dans l'assemblée, quiconque se définir autrement que comme participant à l'assemblée. On ne pouvait la critiquer en son sein en prétendant à une extériorité. Comme elle était ouverte à tous, aucun « nous » limitatif ne pouvait la définir comme organisation achevée. Soit il fallait rompre avec elle, soit il fallait contribuer à son évolution, à l'élaboration de son contenu. Sur cette base, ceux qui entendaient y assister sans y participer activement, en la considérant seulement comme objet, comme matière à journaliste, à historien, à littérateur, ou à militant, auraient dû être désignés comme ses ennemis. Ce qui n'a pas été assez clairement le cas.

Comme à propos des modes de fonctionnement, sur la médiation l'assemblée avait tout ébauché dès les premières heures, dès le premier jour, il n'était besoin que de poursuivre sur ces bases, dans le sillage de cette négation pour critiquer le monde. Or comme cette négativité n'a pas été fouillée, approfondie dans toutes ses conséquences, là aussi elle n'est restée qu'en puissance, et de ce fait s'est progressivement attiédie puis perdue. La question de la médiation et de sa maîtrise est passée pour seulement accessoire alors qu'elle obligeait à définir l'entité *AG en lutte*, sujet collectif ou simple carrefour de la contestation.

2. Manque du négatif dans l'assemblée

Manque de rupture pratique dans les rues

Le mouvement social de mars-avril 2006 en France n'a été émaillé que de peu de tensions dans les rues, que ce soit à Paris ou dans les villes de province. Pour la plupart, les affrontements entre manifestants et flics ont eu lieu à l'issue des manifestations chapeautées par les syndicats, et ces débordements n'ont jamais atteint une intensité qui leur aurait conféré une place centrale, déterminante pour l'ensemble du mouvement. Dès son commencement, celui-ci n'a pas été placé sous l'égide de cette négativité brute qui fait la vigueur et la valeur de tant d'autres moments de révolte collective dans le monde – même si souvent ils en restent là, au stade de cette première expression de colère. Là où il convient dans ces cas de se concentrer sur cette négativité brute, les façons dont elle se manifeste, son unité et ses différences, pour en déceler la profondeur et les limites, pour en affirmer l'actualité, qui est l'actualité de la révolte à l'époque présente, dans le cas particulier qui nous occupe il faut au contraire souligner la faiblesse d'une telle négativité, pour s'interroger sur les effets de cette faiblesse, et en quoi elle s'est avérée déterminante quant à la définition du mouvement dans son ensemble, quant au déroulement de l'assemblée *AG en lutte* en particulier.

En général, le moment de révolte marque une rupture, qui perturbe la continuité de ce qui devrait être accepté suivant les vues et les décisions de ceux qui monopolisent le pouvoir de dire et de faire au nom usurpé de la plus grande majorité des humains, qu'ils soient positionnés en ennemis évidents de toute révolte, ou qu'ils s'en déclarent mensongèrement les soutiens, en vrais récupérateurs. Les éléments déclencheurs d'une telle rupture sont multiples. Considérés dans leur immédiateté particulière ils diffèrent en chaque endroit où on se révolte. Ici parce qu'on ne supporte plus la corruption des gestionnaires locaux, ou l'énième mascarade électorale qu'organisent leurs supérieurs, là pour une bavure policière, ou parce que s'impose encore une arbitraire augmentation des prix de l'essence, ailleurs parce que l'eau et l'électricité manquent depuis trop longtemps, ou parce que s'accentue la rivalité entre deux groupes désignés suivant l'ethnie ou la religion. Ce sont là des exemples, non limitatifs, de ce qui peut provoquer – ou non d'ailleurs, ce qui exclut toute érection en loi causale systématique – ces colères collectives, non préméditées, aux allures spontanées, qui font les révoltes.

Au-delà de ces « raisons » particulières, les révoltés du monde ont ceci en commun qu'ils manifestent un refus, et qu'ils le manifestent en actes : ils attaquent, ils détruisent, ils pillent, ils mettent le feu. Ils rompent avec le bon ordre de leur soumission sociale. Ils sortent des rangs. Alors, la création d'une situation telle et sa qualité négative ne doivent qu'à eux-mêmes. Ce faisant, ils conquièrent une première unité, rudimentaire parce qu'elle manque d'être affirmée comme cette unité dont chacun se réclamerait, mais qui constitue tout de même le franchissement d'un cap considérable, car en dessous il n'y a rien, ou on en reste à des intentions, si radicales qu'elles paraissent. La destruction et l'affrontement massifs, une fois en cours, par les cibles désignées, par les camps délimités, interviennent comme s'ils révélaient une évidence, habituellement occultée par la domination de conceptions et d'un ordre crus immuables, dont les propagandistes s'emploient à effacer l'idée même de révolte. Bien réelle, inattendue et imprévue, la révolte dérègle cet ordre. Elle commence d'insinuer le doute contre ces conceptions, elle fait vaciller les prétentions à l'absolu de ceux qui les défendent. Par l'assaut contre les flics, par la consumation des propriétés étatiques et de la marchandise, par l'agression des journalistes, ce qui commence d'être détruit matériellement annonce un renversement possible des fétiches dans la pensée, dans les consciences. Par leurs actes les révoltés se déterminent, même si dans une immédiateté qui manque encore d'être mise en perspectives plus dévastatrices, ils s'obligent, et ils obligent leurs alliés potentiels, à tirer des conséquences moins évidentes lorsque chacun demeure dans l'impuissance de son isolement.

Mais il manque aux éclats de révolte, dans l'époque actuelle, que leurs acteurs parviennent à pousser l'avantage au-delà de ces premières expressions brutes de leurs colères, toutes intenses qu'elles soient.

Depuis le printemps 2001 en Algérie, et surtout l'hiver 2001-2002 en Argentine, il ne semble pas que des révoltés aient su se donner les moyens de la prolonger par d'autres moyens, c'est-à-dire, si on se base sur ce qui a fait la force de ces deux expériences, par des tentatives de s'organiser pour renforcer leur position née dans l'affrontement – en Algérie –, ou pour donner ensemble libre cours à une parole neuve – en Argentine – neuve parce que c'était leur propre parole, échappant à ce qui la contraint ou l'empêche habituellement, en ce sens critique d'emblée, même si le débat alors ouvert ne semble pas avoir été mené jusqu'à la définition de contenus, et à des prises de décisions, qui en auraient encore renforcé la portée historique.

C'est d'après ce que nous savons des faits de révolte depuis le début de 2003, avec donc cette part d'inconnu qui fait notre ignorance, que nous pouvons faire ce constat, sur l'absence de tentatives qui auraient rappelé ces deux précédents, qui en auraient prolongé les avancées, qui en auraient critiqué les insuffisances. Il se peut toutefois que d'autres modes d'auto-organisation aient été expérimentés, par exemple au Pérou en avril 2004 – à Ilave, où des milliers d'habitants protestent contre la corruption locale jusqu'au lynchage du maire incriminé –, ou en Chine en avril 2005 – à Huaxi, « le village qui a battu la police », où des milliers de manifestants, d'abord unis contre la pollution industrielle qu'ils subissent, parviennent jusqu'à la prise de contrôle de leur village. Mais il est très difficile d'en affirmer quoi que ce soit, sinon quelques hypothèses peu sûres, tant nous restons en observateurs lointains malheureusement tributaires de l'information dominante, par conséquent de ses silences probables à ce sujet, qu'aucune indication donnée par les révoltés eux-mêmes n'est venue briser, à notre connaissance. En effet, s'ils les occultent parfois également, s'ils en trahissent toujours le sens, les informateurs salariés rendent compte en général des actes de révolte qui ébranlent directement l'ordre qu'ils défendent, ce qui permet de s'en faire une idée ; par contre, lorsque l'assaut est passé, ou lorsqu'il a été battu et en grande partie grâce à leur travail de sape, ils ne prennent pas la peine de s'attarder sur d'éventuelles suites que donneraient les révoltés à leurs premières offensives, du moins tant qu'elles ne signifient pas le même danger immédiat. Depuis notre position, nous ne pouvons donc pas affirmer que ce genre de voie n'a plus été exploré depuis l'Argentine, et nous ne pouvons pas non plus affirmer qu'il l'a été, faute d'information disponible. Le constat de cette incapacité démontre d'autant plus la nécessité de cette publication, qui se veut de ce point de vue un appel à tous les révoltés et leurs alliés : donnons-nous les moyens de communiquer sur nos actes, et sur les réflexions que nous en tirons, pour en renforcer l'intelligence et la portée !

La grande majorité des personnes qui ont fait le mouvement du printemps 2006 en France est demeurée enfermée dans des modes d'action, et dans la tolérance du discours qui leur était associé, essentiellement inoffensifs. Si unité il y avait, elle existait surtout par la visibilité que l'information lui accordait, de concert avec les professionnels habituels de l'encadrement syndical, qui ont sans grands efforts imposé leur but comme seul but, à savoir le retrait de l'article de loi sur le CPE dont l'annonce enfin obtenue a eu raison de toute agitation.

A la marge – dans un isolement qui l'a certainement handicapée au contraire d'une situation où l'expérience qu'elle était se serait multipliée – l'assemblée a bien cherché à se déterminer contre ce courant dominant. Mais la définition initiale de sa singularité et le questionnement timide sur ses buts l'ont surtout été suivant des conceptions préétablies, déjà éprouvées. Non d'après une nouveauté, une intensité, qui seraient venues de la rue, par l'engagement offensif et collectif de pauvres anonymes non encadrés. Cette influence faisant défaut, ce ne sont pas les consciences réunies dans l'assemblée qui y ont ramené la charge négative qui lui manquait.

Là où en d'autres situations de révolte la rupture première manque d'être prolongée dans ses effets – si ceux qui la marquent en premier, peut-être rejoints par d'autres, parvenaient à forger d'autres armes encore, en s'organisant sur cette base –, nous croyons qu'en France au printemps 2006 il a manqué à cette tentative d'organisation qui s'est annoncée avec *l'AG en lutte* d'être placée sous l'influence, ou d'avoir été accompagnée, d'une telle rupture. Alors, l'assemblée aurait pu se définir comme « ag en rupture », assumant d'autant mieux ses spécificités novatrices pourtant réelles, mais qui ne sont restées qu'embryonnaires.

Nous soutenons ce jugement par cette hypothèse, ou proposition théorique : la qualité de la rupture, son caractère massif, l'intransigeance qu'elle manifeste dans son immédiateté, l'impossibilité du retour en arrière qu'elle consacre, conditionnent les suites données par ceux qui se révoltent à leur engagement initial, s'ils en donnent. Plus la révolte se fait intense dans les rues, aux premières heures, aux premiers jours de son déclenchement, plus la manifestation de cette radicalité en actes peut ouvrir la voie à sa continuation conséquente par d'autres moyens. Plus le débat qui en résultera s'initiera dans de meilleures conditions.

Car ceux qui se trouvent alors (ré)unis gagnent cet avantage, s'ils s'en saisissent, que *leurs* actes, que *leur* révolte, dans cet ici et maintenant, priment sur tout le reste. Désormais, ils sont ce qu'ils font par eux-mêmes. Ils dirigent la manœuvre. Autour d'eux, ce ne sont que *réactions*, des défenseurs de l'Etat pour les réprimer, des partis et des syndicats pour leur vendre leur soupe avariée de récupérateurs, des informateurs professionnels pour recouvrir de leurs interprétations éculées ce qui a lieu, en réalité.

L'assemblée *AG en lutte* a commencé de répondre aux insuffisances de ces éclats de révolte qui secouent le monde, mais qui échouent, en partie, faute d'être renforcés par des volontés d'auto-organisation. Mais cette tentative a été fortement gênée parce qu'elle s'est faite dans une situation de conflit trop peu, trop mal déclaré, en deçà justement de ce qui caractérise ces éclats de révolte nombreux. Pour guider leur recherche, les personnes réunies dans l'assemblée auraient pu parvenir à se placer du point de vue de ces éclats-là, dont la prise en considération aurait pu les amener à plus de conséquence, et à moins d'errements rédhibitoires. Mais, à ce sujet, en fait de cet intérêt à connaître la révolte dans toutes ses manifestations actuelles, c'est au contraire l'ignorance qui règne. Alors même que cette connaissance est possible, et qu'elle constitue certainement un des instruments indispensables pour ceux qui projettent le bouleversement des conditions présentes. C'est là encore une des exigences qui a fait défaut à l'assemblée, d'où émanait une grande méconnaissance de la révolte dans le monde, quand le regard même des plus impliqués réduit son champ à un contexte particulier, le sien, perçu comme le seul, ou central – et c'est d'autant plus dommageable quand ce contexte d'agitation se localise en Occident, comme c'était ici le cas.

A propos de sa faiblesse négative, il convient de souligner la proximité du printemps 2006 avec l'automne précédent. D'une certaine manière, l'embrasement d'alors contenait ce qui manqua au printemps, même s'il faut aussi reconnaître les limites propres à cette « révolte des banlieues » : l'espèce de validation par les émeutiers eux-mêmes d'une posture exclusive de révoltés attitrés, prolongeant l'identité qu'ils se reconnaissent au quotidien ; la surexposition de leurs actes dans l'information, dont le danger s'en est trouvé exagéré, en permettant aussi de le contenir ; l'extension quantitative, la reproduction par copycat, qui n'a pas pour autant signifié le franchissement d'un cap qualitatif. Ceci pris en compte, ce « mouvement »-là a aussi été remarquable par la rage et le défi qui s'y sont découverts sur l'ensemble d'un territoire étatique comme la France ; par le non encadrement de ses acteurs ; par leur vigueur dans la destruction et le choix de leurs cibles. C'est sans doute et en partie l'influence de ce précédent encore chaud qui s'est fait sentir dans les débordements du printemps 2006, quand les rues au centre des villes ont commencé d'être irriguées par ce courant offensif comme s'il avait pris sa source à leurs périphéries quelques mois plus tôt.

Mais, comme à l'automne 2005 un gouffre avait maintenu les incendiaires des banlieues hors de portée de la masse de leurs alliés possibles parmi les autres pauvres, la séparation s'est encore révélée si effective en mars et en avril 2006 avec, exemplairement, la répétition des situations chaotiques à l'issue des manifestations rituelles.

Inconvénient majeur à tout soulèvement d'envergure, la séparation entre les pauvres, dans sa permanence diffuse comme lorsqu'elle s'est exprimée par ces accès ponctuels d'affrontements et d'agressions à la faveur des manifestations, résulte d'un complexe de facteurs qui exclut toute explication simplificatrice et définitive, comme pourtant elles fleurissent dans les bouches médiatiques, politiques, ou militantes plus confidentielles. L'Etat, les syndicats, les journalistes jouent de cette séparation, ils l'entretiennent parce qu'elle sert leurs intérêts respectifs. Elle se fait aussi plus profonde à mesure que le temps passe, si elle n'est pas fortement

contredite, quand les discours dominants et l'organisation concrète de la gestion sociale font leur œuvre de conditionnement. Puis, plus directement dans le cours d'un mouvement social, elle peut être encore renforcée dans la confrontation d'intentions dont la particularité, l'importance illusoire, ne parviennent pas à être dépassées par ceux qui se retrouvent alors face-à-face. Et même, c'est parfois à juste titre pourrait-on dire, que les situations s'enveniment – quand par exemple des groupes de jeunes banlieusards s'énervent que d'autres personnes organisées, qui se revendiquent étudiants ou lycéens en lutte, leur ferment leurs cortèges – ce qui rend l'appréhension et la critique de cette séparation si difficile, malgré l'importance centrale de s'y confronter.

Du point de vue qui nous occupe plus particulièrement, sur la question de la rupture et du négatif qu'elle met en jeu, on peut avancer que cette séparation entre les pauvres a aussi bien empêché que le mouvement social du printemps 2006 ne « retrouve » le négatif de l'automne précédent, tandis que, pour la même raison, l'automne 2005 n'a pu voir dans ce printemps qui a suivi une invitation à se prolonger.

Toute séparation entre les pauvres est un obstacle au débat ; en faire le constat, c'est-à-dire la mettre en évidence dans tout ce qui l'implique et dans tout ce qu'elle produit, sans la valider ni par angélisme ou paternalisme gauchiste ni par calcul répressif, est une condition du débat, dont un des buts prioritaires serait donc d'admettre et de prononcer collectivement son dépassement.

Ignorance de la révolte dans le monde

La connaissance de la révolte dans le monde est possible, contre l'organisation de son ignorance par le monopole de l'information dominante sur son compte-rendu et son commentaire, quand simplement elle ne fait pas que la taire.

Comme la Bibliothèque des Emeutes l'a établi en son temps, le manque général de communication entre révoltés, sur l'identité et les spécificités de leurs actes, porte préjudice à toute révolte particulière, isolée.

Ce qui manque plus particulièrement en Occident, en France, c'est la révolte même, aux niveaux d'intensité et d'intransigeance qu'elle atteint ailleurs. C'est ce dont nous manquons, observateurs éloignés des champs de bataille, mais dans une position qui nous permet, en usant des instruments appropriés, de constater ces lacunes qui gênent le parti des révoltés à se reconnaître, à se renforcer, à s'organiser.

L'unité idéologique des deux siècles passés, issue des théories marxiennes, qui rassemblait les pauvres dans le prolétariat, a disparu, et c'est tant mieux. Maintenant, il s'agit de fonder une nouvelle unité, dont nous savons qu'elle est bien là en puissance. La nécessité s'en manifeste, l'aspiration s'en fait sentir, ou du moins le devrait, à chaque tension qui se libère là en Chine, ici en Bolivie, en passant par le Togo, et le Yémen, et l'Inde ou le Bangladesh. L'exigence de s'organiser sur des bases neuves procède de cette nécessité. Et elle était d'autant plus primordiale dans le cas de l'assemblée *AG en lutte*, dont certaines particularités permettaient peut-être mieux d'y répondre, que lorsque l'urgence est à la confrontation directe, quand on a commencé de faire un sort aux propriétés étatiques et aux temples marchands, et qu'on fait face à la répression ennemie en armes. Là aussi, si ça dure, on s'organise, mais c'est avant tout pour pousser l'avantage sur le terrain, défendre ses premières conquêtes, préparer de nouveaux assauts, augmenter les moyens pour ce faire.

Dans la configuration d'un conflit larvé, non déclaré en vérité tant prévaut la mise en scène de sa mascarade par l'accord entre l'Etat et les milices syndicales, ostensiblement bénie par l'information dominante, l'opportunité d'une assemblée telle *l'AG en lutte*, qui y échappait par certaines de ses composantes singulières, aurait pu être saisie comme cette ébauche d'outil à forger, dans le but de dire et de faire ce qu'il manque ailleurs à la révolte.

D'où l'importance de connaître, et de faire connaître, cette révolte « d'ailleurs », éminemment d'ici. L'ignorance de la révolte dans le monde est un obstacle à son extension ; au contraire, l'effort de la mettre en évidence et d'en tirer des enseignements, à partir d'une position alliée, constitue certainement un facteur favorable à cette extension.

Contre ce principe qui régit le travail de rendre public et d'informer, selon lequel le commentaire, le compte-rendu, l'analyse, traduiraient fidèlement le sens exclusif de ce qui a lieu, quand subsiste la vieille illusion de l'objectivité, il faut soutenir que *tout* rapport sur des faits, y compris celui-ci, diffère des faits, même s'il participe à la définition de leur sens. Du point de vue des révoltés, l'information sur leurs actes délivrée par des observateurs professionnels, *cette médiation, est une manœuvre ennemie*.

La différence fondamentale entre les deux manières contradictoires de rapporter des faits tient à ce qu'on considère leur suprématie ou non, par rapport à la connaissance qui les précède. L'informateur employé, le penseur autorisé, le militant subjugué, tous partagent plus ou moins délibérément la conviction que leur manière de voir englobe déjà ce qu'il reste à venir, et l'explique par avance. Ceci tout particulièrement pour ce qui concerne les discours tenus sur les faits de révolte. Par le détournement de ces discours, en les traversant pour se concentrer sur les faits, l'observation d'un point de vue contradictoire permet de voir combien la nouveauté possible qu'ils manifestent est occultée, par la réduction à des détails, par l'exagération sur des détails, par le truchement d'interprétations préétablies et déclarées achevées. En prenant en compte le passage du fait à son compte-rendu, en considérant les faits au plus près possible, dans leur actualité et leur complexité, on peut s'opposer à ce déversement de discours qui intervient contre leur négativité – ces commentaires imposés par ceux qui ne se révoltent pas sur les actes de ceux qui se révoltent, et qui intoxiquent la majorité passive qui les reçoit, ainsi maintenue dans l'ignorance si elle s'en contente.

Ce que nous ne parvenons pas à faire manque à tous les révoltés, présents et à venir ; ce qu'ils font, ce qu'ils disent s'ils le peuvent, constitue autant d'indications quant à ce que nous pensons, quant à ce que nous pouvons faire. Les insuffisances de chaque révolte particulière sont des insuffisances de la révolte en général. Ce que nous avons vu dans l'assemblée répondait par certains de ses aspects aux insuffisances de la révolte dans ses expressions actuelles les plus répandues – l'émeute moderne, le négatif « simple ». Ce que nous savons de ces expressions constitue une critique de fait des limites de ce dernier mouvement social en France, et de celles de l'assemblée.

Si la révolte se manifeste de façons multiples, chaque fois singulière, son observation la plus exhaustive possible permet d'en dégager des caractéristiques générales. Sans prétendre en limiter la portée d'une définition forcément imparfaite, qui se veut cependant la plus pertinente possible, nous avançons qu'un des points communs à toute révolte, qui participe à la définition actuelle de son essence, *c'est l'aspiration des humains à se défaire, chacun et tous, de tout ce qui les détermine malgré eux, des conditions qui leur sont faites malgré eux*. En fait de point commun, on va sans doute nous rétorquer que cette proposition a tout du lieu commun – bien sûr, on se révolte toujours contre un joug –, quel est donc l'intérêt d'en faire un point si central ? Pour y répondre, nous la soutenons en la complétant par ce qu'elle implique, si on choisit de s'y tenir comme à un principe irrévocable, sans compromis possible, dont dépend toute autre considération. Si ceux qui se révoltent partagent la même aspiration à se défaire de tout ce qui les détermine malgré eux, dès lors, rien de ce qui est entrepris sur cette base ne saurait contredire cette aspiration première. Pour le dire autrement, les moyens de poursuivre le but ne peuvent pas contredire ce qui motive de l'atteindre. S'ils diffèrent, la forme et le fond sont absolument liés. Selon nous, l'entente sur ce point est une condition indispensable à toute perspective d'organisation, car elle se veut la négation actuelle, et anticipée, de toute institution d'un pouvoir séparé dans le parti des révoltés, qu'il soit le pouvoir décisionnaire d'un groupe sur un autre, ou le pouvoir d'un discours issu de quelques consciences sur la totalité de la pensée.

Même s'ils ne le disent pas eux-mêmes, du moins nous manquons de le savoir tant qu'ils n'inventent pas les moyens pour le communiquer, nous croyons que les révoltés du monde mettent en jeu cette perspective de

libération. Ce que nous-mêmes nous pensons, ce que nous exprimons ici, est tout entier déterminé par la poursuite de ce but. Notre participation à *l'AG en lutte*, l'opportunité extraordinaire qui s'y offrait, qui nous a paru en accord avec nos désirs et notre projet, tout en résultant d'une association de volontés non réductible à quelque désir ou projet individuel que ce soit, ont tenu à ce qu'elles s'inscrivaient dans la possibilité de poursuivre ce même but, d'explorer cette même perspective.

Au point où nous en sommes de notre appréhension de la révolte dans le monde, par l'activité d'observation et d'analyse la plus systématique dont nous sommes capables, c'est là ce que nous pouvons avancer de plus général : quel est l'enjeu pour nos vies, l'enjeu de toute révolte, l'enjeu pour le monde ; ce même enjeu.

C'est ce qui a déterminé nos jugements sur *l'AG en lutte* dans le cours de son existence, et maintenant, à l'heure d'en poursuivre la critique. D'après ce que nous montrent les révoltés du monde, nous croyons qu'ils lancent ce défi unique à la face du même ordre, bâti sur ce principe que ses tenants monopolisent au nom de tous tout pouvoir de représentation, de parole, de décision. Par ce qu'elle a été de plus subversif, l'assemblée est advenue comme pour lancer le même défi, même si trop furtivement. C'aurait été un avantage qu'elle se considère ainsi, comme ce défi ; ce qui n'a pas été le cas. En y parvenant, il est à parier qu'elle serait allée beaucoup plus loin qu'elle n'a été. Si parfois une telle intention s'est exprimée, lorsque certains soulignaient l'importance de réfléchir sur ce qui avait lieu par rapport à ce qui se passe ailleurs et en général, elle n'a jamais primé. Au contraire, il s'affirmait bien davantage une volonté, aux allures de lubie irrationnelle, de rester accroché au « mouvement » dans son ensemble – ce mouvement étudiant de merde – comme pour préserver l'influence soi-disant bénéfique de sa force illusoire ; là même où il aurait fallu en dénoncer durement les limites pourtant constatées à plusieurs reprises, et tirer sa force de ses propres décisions, avec à l'esprit que les alliés les plus sûrs du moment n'étaient pas ceux-là, ces étudiants occidentaux satisfaits de leur parodie de contestation, mais ceux qui se jettent ailleurs tout entier dans la bataille. Une connaissance partagée de la révolte dans le monde aurait pu donner l'impulsion qui a manqué, conférant une unité renforcée aux participants à l'assemblée qui s'y seraient référés, qui auraient placé leurs débats sous l'égide de cette révolte. Ils auraient pu signifier par leurs déclarations qu'ils prenaient acte de son immédiateté dévastatrice, pour s'essayer à la traduire en mots aussi tranchants. Ils auraient pu mieux affirmer les principes de leur mode d'organisation, à l'adresse du monde, à l'adresse de ceux dont les actes offensifs ébranlent l'apparente implacabilité de sa marche, comme pour leur donner des idées, dans la perspective de les examiner, de les parfaire, de les vérifier ensemble.

Mais cette connaissance, cette sorte de « conscience de la révolte », fait défaut dans le monde en général, du moins dans le discours dominant sur le monde, et elle a fait défaut dans l'assemblée. Cette absence est grave. Là où on en fait l'expérience directe, on en vient à douter de l'envie, du désir même de révolte, qu'on suppose animer le cœur et l'esprit de ceux qu'on rencontre, dont l'un des prolongements, si vraiment cette envie et ce désir sont vivaces, peut être la formation de cette « conscience de la révolte », dans une volonté de saisir toute l'ampleur du rapport *présent* de sa vie au monde, pour les fondre. Si la conscience de quelque chose s'est manifestée dans l'assemblée, ça a bien davantage été en convoquant, en ramenant encore une fois de derrière les fagots, des conceptions, des perceptions de soi-même, des théories, vieilles et rebattues. Tout le contraire de la révolte, si on considère qu'elle place ceux qui s'y livrent dans une disposition certaine au débat.

3. Limites théoriques et critiques

Durant les premiers jours de *l'AG en lutte*, l'occupation de l'EHESS a compensé le manque de profondeur de la rupture entamée dans la rue. En partageant cette pratique, les participants à l'assemblée se trouvaient acteurs d'une entreprise offensive qui nourrissait leur débat d'une négativité immédiate. L'occupation nécessitait que l'on fasse des choix, que l'on agisse, que l'on se lie, et cela dans l'urgence de la situation conflictuelle. D'un jour à l'autre, les flics pouvaient débarquer et mettre tout ce beau monde dehors. Il n'y avait pas alors de franche distinction entre les questions essentiellement pratiques et les débats de fond plus théoriques, le moment vécu permettait de faire le lien entre les deux. Mais ce va-et-vient entre l'objet de la pensée et sa réalisation commença très tôt à se perdre, avec la dissociation provoquée plus ou moins consciemment de l'assemblée générale et de l'occupation laissée à un comité qui n'a jamais été défini concrètement. L'occupation ne devint plus qu'un moyen pour tenir ce forum quotidien où chacun pouvait passer sans endosser la responsabilité qu'avaient les occupants initiaux. Avec l'évacuation et le déplacement de l'assemblée rue Servan, la séparation entre considérations générales et actions à mener fut parachevée et la qualité des débats s'en ressentit. Et cela fut d'autant plus le cas que la plupart des participants à l'assemblée qui manifestaient pourtant leur intérêt pour ce qui avait lieu là par leur seule présence répétée, ne semblaient pas saisir entièrement comment la tenue de ce débat était déjà une pratique, constituait déjà une atteinte à une société qui interdit le débat, qui organise son absence. En s'offrant une telle agora, on esquissait en actes la critique de l'organisation de la société, critique qui ne demandait qu'à être prise pour objet pour s'élever au-delà de la particularité, pour dépasser sa seule potentialité. Ce passage qui semblait pourtant à portée fit défaut, et comme l'assemblée s'était ôtée les moyens d'être sujet, la nouveauté de la situation s'évapora pour laisser la place à l'exposition des conceptions individuelles que chacun portait antérieurement à l'entreprise collective, et à la litanie des propositions d'actions qui leur correspondaient.

Malheureusement, une fois abandonnée, l'activité qui fait le lien entre le particulier et le général, entre la pensée et sa réalisation, ne se retrouve pas à moins d'un regain du négatif. Les pauvres ne créent de la richesse que lorsqu'ils se révoltent, qu'en agissant collectivement contre le monde qu'ils subissent. Lorsque la critique disparaît, ils redeviennent ce qu'ils étaient. On vit alors dans *l'AG en lutte* les vieux réflexes militants reparaître accompagnés des plus périmés présupposés ; quand peu de temps auparavant un jeu s'était opéré dans la confrontation des pensées particulières au profit d'une élaboration collective, d'une recherche fondée sur la pratique en cours.

Si les attitudes militantes se manifestèrent assez tôt, elles restèrent tout d'abord à la remorque de ce qui avait lieu. Qu'il soit transcendé ou totalement désemparé, le militant n'a plus la place pour reproduire sa petite activité quotidienne dans le moment où tout est bouleversé, où ses repères disparaissent. Par la suite, quand le négatif perdit de son tranchant, le militantisme dévoila son influence sur certains intervenants. Ce fut souvent à propos du rapport à l'extérieur, au sujet des textes à publier, qui suscitaient alors un type bien particulier d'objection. Alors que ces derniers avaient été rédigés dans le souci de correspondre au contenu des débats tenus dans l'assemblée, des voix se faisaient entendre à la suite de leur lecture pour leur reprocher leur côté trop direct, pas assez nuancé. Le contenu n'était pas remis en cause mais c'est la manière dont il serait reçu qu'il s'agissait d'anticiper. Il apparaissait alors que les intentions avaient évolué pour une partie des personnes réunies, il n'était plus tant question de faire entendre notre voix sur la base de notre pratique, que de s'adapter à un interlocuteur fantasmé nécessairement en retard, à un stade inférieur de la conscience. Ainsi, l'autre, l'extérieur n'était plus la même chose que nous de par l'ubiquité de la misère, mais une représentation entièrement présupposée telle que dans les milieux militants. Cette conception ne s'exprima pas seulement au sujet des textes mais aussi à propos des actions à mener sous la forme d'un volontarisme totalement vain et décalé. Il fallait « aller chercher » tantôt les banlieusards, tantôt les « ouvriers », que ce soit pour leur « ouvrir les yeux », leur « parler », les « réveiller » ou les « convaincre ». Ces appels étaient proclamés en opposition à la recherche collective d'un discours, d'un contenu et donc en partant du principe qu'on savait bien tous pourquoi on était là et ce qu'on voulait sans avoir besoin d'en débattre. Il transparaissait même un certain mépris de l'assemblée au profit d'une fétichisation du prétendu véritable sujet, l'ouvrier ou

le jeune de banlieue tout-puissants. La représentation de l'extérieur, inévitablement fausse, balançait ainsi entre mythification et dépit, les conclusions auxquelles elle donnait lieu entre impuissance et inclination à l'activisme. On peut signaler au passage deux propositions symptomatiques de la névrose militante sans qu'elles illustrent pour autant le palier le plus haut atteint en matière d'incohérence. Il y eut celle de définir à l'adresse des « casseurs » les cibles à attaquer. Avec d'un côté l'évident ennemi politique : les agences d'intérim, les banques et les coupables multinationales, et de l'autre les innocents petits commerces à épargner. L'autre fut d'organiser des forums en fin de manifestation à l'aide d'un mégaphone qu'on aurait fait circuler. Pour l'une et pour l'autre, il s'agit bien toujours de canaliser ou de déclencher ce qui ne se canalise pas et ne se déclenche pas. Il faut dire que si la marchandise militante ne trouvait pas preneur dans la rue, les attitudes consommatrices de certains participants à l'assemblée pouvaient parfois laisser penser qu'il reste encore, dans un petit secteur, des amateurs pour une telle camelote.

La question de l'extension du mouvement, qui consistait plutôt en celle de son débordement, était évidemment essentielle mais dans l'assemblée qui s'était fondée pour y répondre, on refoulait ce début de réponse et son prolongement possible qui se dessinait logiquement dans l'appel à la reproduction de cette pratique du débat et dans la publicité du contenu particulier issu de *l'AG en lutte*. Seul le texte rédigé durant l'occupation de la bourse du travail exprima, mais encore de façon très floue, la nécessité d'un tel dépassement. Il invitait à « poursuivre la formation de collectifs dans les quartiers, les lieux d'étude, les lieux de travail, et à leur coordination ».

En négligeant notre propre pratique, ce que l'on avait commencé à faire, on refoulait finalement notre position d'acteur, de sujet. Et par conséquent toutes les initiatives prises une fois ce cap passé se révélaient en retard sur ce qu'avaient déjà entrepris des étudiants parfois mous et tièdes mais pas encore complètement sclérosés par des modèles de ce que devait être la « lutte ». Les vieilles antinomies entre objectivité et subjectivité, fond et forme, extérieur et intérieur, théorie et pratique, se maintenaient chez des individus qui vivaient là le seul moment à même de les dépasser, celui de l'activité potentiellement historique. Le temps de la recherche collective écoulé, les poussiéreuses théories issues des révoltes du passé resurgissaient, servant de négatif réchauffé, et palliant la perte de la remontée logique que seule la pratique permet, de la situation particulière aux considérations générales. Comme le débordement des cadres de la contestation n'avait été ni massif ni très profond, les consciences des participants n'étaient qu'en partie délestées de l'influence des pensées dominantes.

Si la constitution en assemblée d'anonymes sur la base d'une rupture pratique et au cours d'un mouvement social empêchait l'imposition d'une idéologie particulière, une bonne partie des intervenants partageait tout de même – au milieu d'un folklore anarchiste et modedevitiste plus diffus et plus stérile encore – d'archaïques conceptions marxistes. Ces échos de théories aujourd'hui dépassées dans le monde ne manquaient pas de nous étonner car nous savons à quel point les révoltes modernes les plus ambitieuses les ont balayées. Mais l'Occident n'étant plus le terrain où s'exprime le négatif, la rhétorique et les conceptions héritées du mouvement ouvrier refaisaient ici surface. Cette survivance est d'autant plus surprenante que l'antique théorie marxiste n'a pas seulement été dépassée en actes mais que depuis les années 1960, elle l'a été dans la théorie. Les critiques de l'idéologie, de l'économisme marxien, de l'économie comme forme athée de la religion, semblaient ici inconnues ou mal comprises.

Tant que le débat était encore dans une phase ascendante, les scories communistes ne s'exprimaient que dans la reprise d'un vocabulaire daté qui ne paraissait pas empiéter encore véritablement sur la recherche ébauchée dans l'assemblée. L'emploi du terme « en lutte » pour caractériser l'AG, s'il est évidemment vieillot et qu'il se réfère déjà explicitement à quelque chose de connu, laissait tout de même la place de définir le contenu et les buts de cette « lutte ». Mais, progressivement, on vit comment les présupposés économistes contenus dans ces vieux schémas venaient recouvrir l'inconnu ouvert par la situation nouvelle, du moins parasiter sa prise pour objet. Ils servaient de raccourcis, là où l'on s'était proposé de tout remettre en cause, on tolérait, peut-être la plupart du temps davantage par paresse que dans une réelle intention d'imposer ses *a priori* consciemment, leurs apparentes évidences. Ils apportaient, sans avoir trop d'efforts à faire, ce fond, ce général, qu'on se lamentait souvent dans l'assemblée de ne pas assez aborder. Or ce fond, avec ce

qu'est devenu le monde, ne pouvait être qu'à la traîne, qu'en décalage avec les faits comme avec la pratique entreprise, donc fondamentalement conservateur. Qu'elle soit clairement stalinienne ou radicalement anti-léniniste, la théorie communiste reste profondément idéologique. En prétendant à la réalité de ses présupposés, elle s'oppose à toute tentative de les vérifier tous, de les supprimer tous. De l'Internationale entonnée dans l'amphithéâtre de l'EHESS à la reprise de tous les fétichismes marxistes, du travail, de la grève, de la survie, du besoin, la vieille opposition entre gestion capitaliste et gestion communiste servait de repère pour situer le positif et le négatif qui n'étaient là que sous leurs formes embaumées. Du coup, l'étape consistant dans le débat, pour tous ceux qui le menaient, à se découvrir des conceptions générales communes à l'aune de leur pratique, de leur situation dans le monde, de leurs *buts* respectifs, était éludée par l'instauration d'une espèce d'horizon indépassable issue de la théorie communiste : la fin du salariat, la fin du capitalisme. Le matérialisme et l'objectivisme étaient parfois clairement remis en cause, qu'un intervenant définisse le capitalisme comme étant avant tout un rapport social ou qu'un autre critique sévèrement la reproduction d'une phraséologie usée pour enrober un tract appelant au détournement d'une manifestation, mais dans l'ensemble, leurs fausses évidences restaient des obstacles à l'approfondissement du débat. On se donnait du « camarade » pour bien valider cette communauté d'idées non débattues.

Le déclencheur de la protestation, l'assouplissement du contrat de travail en faveur de l'employeur, avait posé la généralisation de la précarité comme l'un des thèmes principaux du mouvement. De telle manière que n'importe quel idéologue était obligé de s'y pencher, de prendre cette évolution pour objet. Pourtant dans *l'AG en lutte*, à partir de ce constat, la proposition pratique qui devait permettre l'élargissement du mouvement consistait encore le plus souvent en l'appel à la grève générale, que son caractère complètement velléitaire n'empêchait pas de revenir comme un leitmotiv. Mais ce qu'implique justement la précarisation généralisée est l'impossibilité pour les employés de toutes sortes de faire grève au risque de se couper immédiatement de leur moyen de survie. Le vieux fond économiste de l'idéologie marxiste brouillait ici cet état de fait. Il n'était pas envisageable que la « lutte » ne se déroule plus sur le lieu du travail, *l'AG en lutte* en était pourtant une illustration directe, elle contenait en effet un nombre non négligeable de travailleurs. Pour apprécier au mieux la situation générale, les données relativement nouvelles ne prévalaient pas sur les valeurs sûres de la mythique révolution prolétarienne. Avec ce seul modèle en tête, l'évolution du travail, qui ne date pas d'hier, doit s'avérer désespérante lorsqu'on s'affirme partisan d'un bouleversement social. Le développement des secteurs des services, de la communication, le parachèvement de l'automatisation dans le domaine industriel, le dégoût justifié de tout le petit personnel pour le turbin et pour les syndicats, l'augmentation des chômeurs et des précaires en général, la propagation des valeurs d'une classe moyenne conservatrice, voilà quelques exemples qui semblent de sérieux obstacles à la prise en main des moyens de production par un prolétariat doué de la sacro-sainte conscience de classe. Conjointement à ce progrès de l'aliénation, les méthodes et les actes des insatisfaits modernes remettent dorénavant en cause l'enlisement de leurs prédécesseurs dans la trivialité du travail et leur soumission à la division économiste des humains. C'est bien pour cela qu'il n'y a plus de « lutte », que ce terme ne correspond plus à la situation des pauvres en rupture en tant qu'il désigne un combat permanent d'un front uni contre un autre suivant un enjeu prédéfini. Lorsqu'ils se révoltent, les pauvres ne le font plus selon l'encadrement bureaucratique et idéologique qui leur avait été imposé policièrement au cours du 20ème siècle. Les insurgés de Hongrie, il y a cinquante ans, avaient, les premiers, été décisifs dans la critique de sa forme, les gueux d'Iran puis les émeutiers modernes se sont affranchis de son contenu. Si au premier abord, ils semblent y avoir perdu en terme de perspective, ils y ont surtout gagné en défrichant le terrain de la dispute, en révélant l'emprise de la gestion sur le débat de l'humanité sur l'humanité. De même, les formes récentes d'organisation des pauvres en révolte n'ont pas pour théâtre le lieu du travail, ni pour lien des relations de travail, elles sont des créations suivant des données nouvelles, à partir d'une *rupture*. Que ce soit dans les assemblées de quartier en Argentine, dans les comités villageois de Kabylie, l'organisation de la parole a fui l'entreprise, l'usine ou la corporation, qui sont laissées au quotidien, à l'ordinaire. La centralité du travail et par conséquent l'essentialité de la satisfaction des besoins ont été dépassées dans la pratique même, l'évolution dans la gestion y est pour quelque chose, la nécessité toujours plus urgente du débat qu'elle contribue à appeler, encore davantage. Là où les humains sont encore massivement entassés dans des usines ou sur des chantiers, tel que c'est plus particulièrement le cas dans certains Etats asiatiques, syndicats et théories ouvriéristes, quand ils existent, ne servent qu'à désamorcer des colères, qui, lorsqu'elles s'expriment, se traduisent plutôt en destructions des moyens et des produits du travail.

Ouverte à tous, *l'AG en lutte* se refusait à représenter une catégorie particulière. La seule chose qui pouvait définir l'identité de tous ceux réunis était leur implication dans « la bataille », on sortait ainsi de l'identité subie au quotidien pour un engagement choisi subjectivement. Or là encore, l'économisme régnant insinua une catégorie existante objectivement, c'est à dire définie suivant la pensée dominante. De l'assemblée des « riens du tout » telle que formulée dans l'un des appels lancés sur Indymedia Paris et au cours de certaines séances, elle devenait de plus en plus dans les bouches de ceux qui la constituaient l'assemblée des précaires. Si l'appellation contenait implicitement l'idée que tous les pauvres sont des précaires en devenir et qu'ainsi l'assemblée conservait son ouverture à tous, cela consistait malgré tout à avaliser une conception conservatrice du monde, la précarité ne définissant qu'un rapport à la survie et l'identité de précaires étant directement définie suivant ce même critère utilitariste. Alors que l'autoconvocation de l'assemblée, à la suite des affrontements de rue, manifestait la volonté d'un dépassement de leur déclencheur direct pour s'offrir la possibilité de définir collectivement les raisons de la révolte en formulant ses buts, l'évolution de l'assemblée menaçait de cautionner les causes données par les ennemis de la révolte pour élaborer son discours et décider de ses actes. Une telle évolution rapprocha *l'AG en lutte* des collectifs préexistants au mouvement et spécialisés dans une agitation contestataire toujours défensive, seulement réactive parce que partielle.

Pour beaucoup, l'assemblée ne semblait plus être considérée que comme un nouveau pôle activiste au milieu du petit réseau parisien de la contestation. Et cela d'autant plus qu'une partie du noyau dur de l'assemblée avait vraisemblablement fait ses armes parmi les petits groupes qui le constituent. De ce fait, le caractère neuf de la situation était en permanence nuancé, son possible escamoté par des attitudes qui dénotaient une habitude voire carrément une routine. La composante de l'assemblée qui paraissait au départ privilégier la recherche collective plutôt que la reprise de schémas préétablis, affichait finalement un grossier pragmatisme qui réduisait les perspectives à zéro. Il n'était plus question que de s'adapter au jour le jour pour élaborer des actions ponctuelles dans une communauté d'idées qui ne seraient là aussi jamais mises en débat, l'urgence à agir à court terme prenant le pas sur la critique, sur l'approfondissement des contradictions.

Outre son incapacité à se déterminer, ce fut là une des principales carences de l'assemblée, son refoulement de la critique au fur et à mesure que les effets exaltants des occupations s'estompaient et que le mouvement perdait de sa force, de sa dimension. L'expérience de l'activisme n'était pas la seule partagée par les « assembléistes » les plus engagés, nombreux étaient ceux qui avaient déjà vécu celle d'une assemblée « libre », en 1998 lors de l'assemblée des chômeurs à Jussieu. De manière récurrente, cet événement antérieur servait de référence positive, c'est-à-dire sans qu'il soit passé au crible de la critique mais plutôt comme un modèle adéquat en l'état, à partir duquel on ne pouvait aspirer qu'à sa reproduction. Ainsi plusieurs caractéristiques de *l'AG en lutte* ont certainement leur origine dans cette espèce d'acquis commun. Le rejet du vote et de la parole collective en paraît l'héritage le plus regrettable, celui des journalistes le plus intéressant. Mais dans l'ensemble un tel antécédent a surtout dispensé de débattre véritablement de ces points et par conséquent de ce que pouvait être cette assemblée *nouvelle*. Ce que l'on faisait ne pouvait dépasser ce qui avait déjà eu lieu. C'est le principe de cette notion à la mode dans les milieux alternatifs activistes, la zone autonome temporaire, qui parce qu'elle est toujours temporaire est irrémédiablement vouée à la répétition, n'a jamais la prétention d'aller au-delà de l'expérience ponctuelle. La situation était pourtant radicalement différente de celle des chômeurs de 98 et pas seulement à cause du contexte, mais par ce qui avait appelé à ce que l'on s'organise hors et contre les organisations en place et connues, les débordements dans lesquels les insatisfaits s'étaient rencontrés.

Mais là aussi, pour ce qui concerne *l'AG en lutte*, cette rencontre d'anonymes était toute relative. Une partie notable des participants se connaissait antérieurement et les relations qu'ils entretenaient avant l'assemblée se maintenaient telles quelles. On y retrouvait l'absence de critique de tous les petits milieux où tout et n'importe quoi est toléré afin de conserver la potentialité du nombre, le quantitatif aux dépens du qualitatif. L'emploi des prénoms pour s'interpeller d'un bout à l'autre de l'amphithéâtre durant les premiers jours révéla l'existence d'une petite compagnie soudée par l'assurance de sa radicalité, tout comme traversée par d'anciennes mais intactes rancoeurs. S'il n'est évidemment pas rédhibitoire pour l'assemblée que des gens se connaissent préalablement, c'était notre cas, ça le devient quand, jusque dans de tels moments, le débat n'est

pas ce qui fonde le rapport social de ces « amis » ou « camarades ». En dessous de cette exigence, il reste le même que celui vécu dans la famille ou dans la bande de copains ; à chacun son petit rôle, à chacun sa petite place. Les désaccords sont laissés au pourrissement, ne donnent pas lieu à des conséquences choisies, un consensus est partagé pour laisser dans l'ombre tout ce qui risquerait de mettre en péril la communauté. Dans le cas où de tels rapports persistent encore pour une partie des participants à une assemblée, soit l'assemblée y met fin en en posant un autre, soit elle fonctionne elle-même suivant cette logique. De tels rapports se sont donc transmis à l'intérieur de l'assemblée et peuvent expliquer en partie le refus de l'explicitation, de la formulation, le refoulement du négatif, et de manière générale la myopie devant la nouveauté.

L'ensemble des croyances préexistantes a finalement pris le dessus sur l'occasion qui s'offrait là pour les mettre en débat, pour les soumettre à la vérification. La disposition à l'exploration collective de la pensée a été trop faible, pas assez partagée pour faire vaciller les certitudes individuelles. A tel point que l'on peut même s'interroger sur la réelle insatisfaction d'une partie de ceux qui étaient là. Quand le négatif n'est pas le moteur de l'activité, c'est bien que l'on se contente de ce qui est, de ce que l'on a déjà fait. Une telle satisfaction a supplanté la critique comme elle le fait au quotidien dans l'organisation sociale que l'on subit, si bien que ceux qui ont le moins perçu tout l'extraordinaire de l'assemblée furent finalement ceux qui se contentèrent du minimum, parurent ravis d'avoir au moins vécu ça. Cela exactement en phase avec l'intermittence qui rythme aujourd'hui l'existence d'une partie des occidentaux et que la résignation dominante maquille en riche diversité, quand l'addition de petits moments irrémédiablement séparés les uns des autres suffit à remplir l'étroite représentation autorisée de ce que peut être l'accomplissement.

4. Manifestation de la middleclass dans l'assemblée

Middleclass

Le terme et la notion de middleclass ont été définis en premier, dans le sens que nous reprenons à notre compte tout en voulant le prolonger de notre propre traduction, par les théoriciens de la téléologie moderne. Poser cette référence répond à une exigence de clarté – ceux qui la connaissent savent ce qu'il en est ; ceux qui l'ignorent peuvent y aller voir. Car c'est ce que nous comprenons du monde maintenant et, en particulier, ce à quoi nous avons été confrontés en participant à l'expérience de *l'AG en lutte*, qui motivent surtout la convocation de ce terme et de la notion qu'il signifie, et l'usage central que nous en faisons. C'est à la fois une validation de ce qui a déjà été dit sur la middleclass, et une volonté d'en analyser encore le phénomène, dans son évolution générale, et dans l'une de ses manifestations récentes.

Middleclass est une désignation propre à l'époque présente, qui vise à signifier d'une des façons les plus pertinentes possibles ce qui s'y joue de spécifique, à ce moment de l'histoire qui est le nôtre. Nouveauté dans les faits de révolte, réorganisation chez les ennemis de toute révolte, évolution dans l'ordonnancement général du monde qui en découle, réclament que de telles désignations et leurs significations inédites soient introduites, quand la théorie critique cherche à coller au plus près de ce qui a lieu.

La middleclass consacre le renoncement à la révolte. C'est l'occultation de l'insatisfaction par l'acceptation de satisfactions partielles, particulières, inessentielles. C'est le renoncement à faire l'histoire, à s'approprier le monde, à mettre sa vie en jeu dans cette perspective.

On peut comprendre par middleclass un ensemble d'humains aux limites concrètement définies, à l'image des classes sociales du passé : il engloberait alors tous ceux qui se placent dans le camp ennemi de toute révolte. Pas seulement ceux qui s'emploient de manière évidente, revendiquée, par les fonctions et les rôles qu'ils occupent dans la société, à la défense et à la propagation de l'ordre dominant ; mais tous ceux qui, pour une bien plus grande part en terme de nombre donc d'influence sur la marche du monde, en acceptent les us et coutumes, les directives et les justifications comme guides de leurs existences séparées, dont le sens se trouve alors tout entier sous l'emprise de cette dictature. Seule la mort les y soustrait, quand elle vient consacrer l'inaccomplissement fondamental de la vie demeurée dans ses conditions.

Mais, comme rien n'est figé, comme tout ce qui n'est pas fini peut encore se transformer, comme tel individu prisonnier hier de ce qu'on pourrait nommer son identité middleclass peut s'en défaire à la faveur d'un élan de révolte qui demain l'emportera, il est plus juste d'utiliser ce terme pour qualifier un modèle ou une tendance, qui dominent actuellement à l'échelle du monde. Ceci non pas pour en suggérer le flou ou l'imprécision, mais parce que quelle que soit la justesse d'une désignation particulière à un moment donné, appliquée à un individu ou un ensemble d'individus, elle demeure relative, déterminée par un complexe de règles sociales, de croyances et de représentations, toujours à la merci de leur dissolution par les bouleversements imprévus de l'histoire.

Le modèle middleclass s'est forgé en Occident, soit cette zone du monde qui comprend les Etats-Unis, les Etats de l'ouest de l'Europe, avec le Japon et l'Australie, où il domine sans partage. Son influence tend à se répandre toujours davantage à l'ensemble de la planète. Ceci dit, la majorité des humains n'appartient pas à la middleclass. Ils ne font que l'observer s'ébattre, au travers d'une vitrine protégée de fers barbelés. S'ils se trouvent exclus du monde de la middleclass, ignorants des dites libertés et satisfactions qui lui sont autorisées, l'appréhension de leur état est déformée par la vision de la middleclass sur le monde qui s'impose

à eux malgré tout. C'est néanmoins parmi eux qu'on se révolte le plus fort, mais la puissante déformation par ce filtre, ce à quoi il conditionne en termes de valeurs et de morale, est la plus difficile dont se défaire.

La vision middleclass sur le monde privilégie un système de gestion politique, dont elle promeut l'excellence et qui la préserve en retour : la démocratie dite représentative et multipartite, adoptée par la plus grande majorité des Etats, dont les plus hégémoniques visent à son adoption la plus large, soit par une intervention directe de leurs armées, soit par le biais de celles qu'ils estampillent ONU, ce qui fait quand même mieux. Cette expansion de la « démocratie », véritable renforcement du contrôle policier sur le monde, est aujourd'hui principalement justifiée par l'entretien de la menace terroriste, dont le caractère opportunément nébuleux et insaisissable autorise toutes les saloperies. Pour ce néo-impérialisme ce n'est pas tant l'extension des influences nationales qui importe, sinon que les gestionnaires des Etats de seconde zone avalisent, dans leurs discours et pour la forme, les idéaux mensongers sur la « paix », le « progrès », la « liberté », présentés comme conditions du « bien-être » de ceux dont ils sont en charge de la surveillance directe.

Dans le monde de la middleclass, les prérogatives de la gestion politique demeurent subordonnées aux exigences de la circulation marchande généralisée, avec quelques différences superficielles ici ou là, suivant qu'on y milite pour plus ou moins de régulation. D'un point de vue général, dans le monde de la middleclass, s'achève la colonisation par la marchandise de toute activité et communication des petits hommes ; là où en d'autres zones elle n'est pas aussi bien intégrée, même si elle y établit sauvagement son empire – et parfois pour son malheur, heureusement, quand la frustration qu'elle cultive se libère en pillage. Là où la middleclass est la norme, où la marchandise est admise comme objet et satisfaction de tout désir humain, on pille moins – même si des comportements particuliers veulent signifier le refus de cette soumission aux allures définitives : du moment qu'ils n'excèdent pas une mise en cause partielle, ils sont même encouragés, au nom de cette tyrannie maquillée de tolérance qui entretient l'illusion du choix dans le monde de la middleclass.

Par le discours public qu'elle délivre à l'échelle planétaire, avec le monopole de ce pouvoir, l'information dominante se charge d'unifier ce tout dans la représentation, en l'affirmant comme la réalité même du monde ainsi parvenu à une espèce d'aboutissement indépassable. La middleclass est traversée des discours de cette information, qui en façonnent l'être et l'esprit ; elle croit, elle dit, elle fait, ce qui lui est montré qu'elle doit croire, dire, et faire.

Si on peut donc faire usage du terme middleclass pour désigner un ensemble défini de personnes, par opposition à ceux qui se révoltent, il est plus approprié de le faire pour qualifier des attitudes, des modes d'action et de pensée, des façons de se comporter dans le monde et de le concevoir, suivant la situation qu'on considère, qu'elle soit définie dans des limites spatio-temporelles particulières, ou à l'échelle du monde entier, à un moment donné de l'histoire.

Ceci en admettant le monde, dans la totalité de ses particularités, comme un complexe sans cesse mouvant, comme un jeu de forces en perpétuel bouillonnement, qui s'opposent entre elles, qui peuvent suivant les moments se soutenir ou bien prendre le dessus les unes sur les autres. La middleclass est l'une de ces forces. Par leurs pensées et par leurs actes, les humains sont à l'origine de ce mouvement total, qui leur échappe aussi à chacun, et donc à tous, au jour d'aujourd'hui. Ce mouvement n'est pas réductible, dans sa totalité – qui est sa vérité en quelque sorte – à ce que prétendent en expliquer quelques consciences isolées, quelle que soit l'apparente profondeur, et la diffusion, de leurs théories. C'est pourtant cette prétention qui soutient, chez ceux qui monopolisent le pouvoir de discourir à l'adresse de tous les autres, l'amalgame qu'ils présupposent et qu'ils entretiennent entre ce que le monde est et ce qu'ils en représentent, de son origine à son avenir ; représentation centralement conditionnée par la nécessité de justifier l'organisation du monde à l'époque présente, d'en expliquer les raisons et les buts suivant la même logique, censés réguler la menée de toute existence humaine.

Deux des points cardinaux orientant la manière de voir de la middleclass, qui correspond exactement à ce genre de vision sur le monde, sont le quotidien et l'individu. Le discours dominant, qui est aussi bien le discours middleclass, s'adresse à l'individu dans son quotidien, pour en glorifier la pauvreté. Si le présent prévaut, ce n'est pas au nom de l'imprévu qui peut y surgir comme germe d'un possible bouleversement de fond en comble, non, c'est un présent de la répétition, un présent perpétuel qui lui ôte toute sa qualité potentielle, à saisir, à réaliser.

Le présent qui passe de la sorte, comme éternel, c'est le *quotidien*. Le quotidien est à la fois cette perception et cette gestion du temps en contradiction avec ce qui le définit essentiellement, son irréversibilité. C'est le passage du temps tel qu'il est devenu la norme pour tous, le régulateur de chaque existence, quand l'horizon de tout accomplissement a été ramené aux aspirations forcément limitées de l'individu respectant la loi dans une organisation sociale donnée, qu'il n'a pas lui-même, ni aucun autre, fondée. Ces aspirations selon la norme, érigées en seules ambitions possibles, chacun est contraint de les faire siennes, sous peine d'exclusion, de répression, d'enfermement. La middleclass, qui n'existe qu'au rythme du quotidien, est la validation massive de cette résignation.

Les personnes qui lui appartiennent se considèrent suprêmes en tant qu'*individus*, du moins elles adoptent des comportements qui signifient la croyance en cette suprématie, en la possibilité d'une satisfaction, d'un accomplissement, qu'on atteindrait à cette échelle restreinte. Au cœur de cette conscience de soi à partir de laquelle le monde entier, la totalité, sont appréhendés, ou plutôt simplement ignorés, une différenciation fondamentale d'avec les autres est consacrée. Comme si, chacun se considérant unique, plaçait cette perception de soi au dessus de tout le reste. Si on peut admettre qu'une part de chacun lui appartient en propre en effet, et le caractérise spécialement, une autre dimension, qui le définit tout autant, et même de façon primordiale, procède de *sa participation au monde, de sa participation à l'humanité*. L'humanité n'est pas l'ensemble de tous les humains compris comme la grande somme de tous les individus mis côte à côte ; elle est l'ensemble de tous les humains qui gagnent, chacun, par la participation à cet ensemble, la dimension essentielle qui les fait humains, justement.

Le mode d'existence actuellement dominant occulte cette dimension générique. La société middleclass est la société organisée sur la base de cette occultation, et qui s'emploie à la maintenir.

La middleclass se considère comme le centre ou le cœur du monde, comme l'unique – de la même manière que l'individu croyant en sa suprématie –, voire comme le monde même. Ce qui ne lui correspond pas, ce qui ne lui revient pas, est traité, par la grâce de l'information dominante, comme accidentel, manifestation d'un retard ou d'une imperfection par rapport à ce qu'elle est déjà elle-même. C'est là exactement la façon dont se comportent les informateurs professionnels vis-à-vis des faits de révolte. Suivant leurs localisations, ils sont mis dans le même sac que les catastrophes naturelles, ou, lorsqu'il s'agit d'en gloser davantage, un seul leitmotiv s'impose : la raison de toute révolte, c'est évidemment la volonté de parvenir à l'instauration du modèle middleclass là où il fait encore défaut, ou de le parfaire là où on s'oblige de constater, pour calmer les esprits à l'offensive, qu'il demeure bien des dysfonctionnements à réguler par la promesse de quelques réformes partielles. Rien qui ne touche jamais aux fondations, idéologiques et structurelles, du modèle middleclass.

Si parfois il est bien question d'histoire, de ces enjeux qui dépassent l'horizon de l'individu isolé, ceux qui en dissertent publiquement veillent à toujours maintenir la séparation entre ces enjeux et l'existence de ceux à qui ils sont révélés. Si cette existence s'en trouve affectée, le spectateur impliqué doit savoir qu'il ne saurait prétendre y changer quoi que ce soit, sinon suivant les règles qu'on lui édicte, dont le respect consacrera toute la passivité de sa soumission. Son semblant de vie est séparé de l'histoire. L'histoire fait partie de ces abstractions supérieures dont seulement quelques élus comprendraient la marche, sur laquelle ils seraient les seuls à pouvoir exercer une influence – et encore, après les mauvais exemples offerts au 20ème siècle par quelques moustachus trop gourmands, même ceux-là ont aujourd'hui appris à concéder la relativité de leur pouvoir, comme justification idéologique du système de gestion étatique dominant, cette « démocratie » soi-disant aux mains du peuple.

Au contraire, l'histoire est là, permanente, et notre but consiste à rompre avec cette séparation illusoire, contre la middleclass et par la révolte.

La middleclass contre l'assemblée

Dans un monde où domine le modèle middleclass, qu'on pourrait dire *le monde de la middleclass* à ce moment de son évolution, qui plus est dans un Etat comme la France, l'assemblée *AG en lutte* n'a pas échappé à ses influences néfastes. Et même, si on s'entend sur le développement qui précède, on peut y prendre appui pour analyser encore ce sur quoi l'assemblée a buté, ce par quoi elle s'est trouvée fortement freinée, dans sa quête d'une subversion conséquente pourtant en germes, dans sa volonté d'approfondir ce qui faisait vraiment sa nouveauté. Constater que l'assemblée *AG en lutte* n'a pas su s'affirmer négativement, c'est aussi bien dire qu'en elle ont pris le dessus des attitudes et des réflexes middleclass, qui l'ont vaincue.

Toute l'assemblée n'a pas été middleclass. Comme le monde l'est, elle a été un complexe d'interventions, d'actes, de communications, dont le sens a varié suivant les moments, ouvrant des brèches qui laissaient entrevoir tout l'inconnu à notre portée, mais qui se refermaient aussi, parfois aussitôt, parce que des préoccupations qu'on croyait largement invalidées revenaient sur la table.

Comme le monde, l'assemblée a été un affrontement, plus ou moins évident au cours de ses phases différentes, entre des idées, voire même, entre deux idées à la base de toutes les autres. D'un côté, l'idée que certaines limites connues, établies, ne sauraient être mises en cause dans la définition de l'existence humaine, demeurant hors de sa portée ; de l'autre, l'idée qu'au contraire rien ne saurait contraindre les humains, sinon ce sur quoi eux-mêmes ils statuent, librement assemblés, au nom de leur pouvoir de décision sur la totalité. La première idée est encore une autre façon d'expliciter ce qui fait la middleclass. La seconde, sa négation, découvre comme projet l'inconnu à explorer, à réaliser.

En s'initiant, en se déclarant *ouverte à tous*, comme lieu possible d'un débat lancé sur des bases critiques, l'assemblée n'avait rien de middleclass. C'est ensuite, lorsque certaines paroles et certaines attitudes ont pris le dessus, que la middleclass est revenue par la fenêtre, et même par la porte grande ouverte, avec des effets sur l'assemblée qui s'en est trouvée toute entière sclérosée.

Car on persistait dans une espèce de défense de l'individu, en présupposant encore l'impossible intégrité de sa conscience crue supérieure, en le maintenant sur son piédestal au nom d'une liberté illusoire, qui primait dès lors sur toute perspective de libération véritable, par l'engagement dans une pratique critique réellement collective.

Il manquait d'ambition historique ; on ne se plaçait pas dans cette position où on se serait considéré comme partie prenante d'une pratique certes tout à fait limitée dans les conditions réelles de son instauration, mais *avec le monde comme enjeu*. On se satisfaisait donc de visées pauvres, au jour le jour, comme si on acceptait qu'il faudrait bien qu'elles prennent fin, fatalement, en se contentant de profiter de leur qualité momentanée, ainsi souvent surfaites. Mais ce temps-là, il aurait fallu se l'approprier pleinement, en le vivant comme un commencement, et en projetant à partir de ce commencement un accomplissement dont la fin sera celle qu'on décidera, une fois conquise par l'humanité la maîtrise sur son devenir.

La crainte dominait, de prendre cette responsabilité, chacun et tous ensemble, de se déclarer maîtres de la situation, de prononcer des jugements plus nets. D'abord abandon progressif de tout ce que la situation contenait d'hérétique, ce fut ensuite un renoncement définitif à soutenir les convictions initiales, au profit

d'un faire à tout prix, sans préoccupation pour la cohérence du sens, si typique dans la société middleclass où si rien n'est vrai, c'est bien n'importe quoi qui est permis.

L'assemblée elle-même a permis que la middleclass l'investisse. Là où elle n'a pas été suffisamment conséquente, et perspicace, l'assemblée a laissé vacant ce champ qu'elle avait pourtant libéré, en se créant, et l'environnement extérieur, ennemi, y a repris ses droits, jusqu'au rétablissement complet de son empire. L'assemblée aurait pu se confronter au phénomène de l'aliénation ; au lieu de ça, elle y a été prise au piège, et emportée par celle-ci elle s'en est trouvée dissoute.

Invitation au débat sur la totalité

Le débat, tel que *par parti pris* nous l'entendons, a pour enjeu la totalité en devenir. Ce débat est en cours, depuis toute l'histoire, qui est sa progression dans le temps, de même que le monde est son espace, son arène. Il est l'activité contradictoire par laquelle l'humanité se détermine, entre les humains à un moment de l'histoire, dans le passage d'une époque à une autre, et par l'interaction de ces confrontations multiples. Le débat est *pratique* : il est l'ensemble des actes et des faits grâce auxquels les idées émergent, s'affrontent, circulent, influent à leur tour sur d'autres actes et d'autres faits. Ainsi, le débat parlé, traduction par la réflexion et le langage de ce qui a lieu, qui peut aussi devenir moteur de ce qui a lieu, constitue un moment du débat qui a la totalité pour enjeu, et un de ses moyens indispensables.

L'insatisfaction est l'agent du débat, elle le provoque, elle le motive et l'alimente. Par conséquent, toute communication n'est pas le débat. En actes et par la conscience, sous des formes diverses suivant les époques, les humains insatisfaits révèlent le déphasage entre ce qui est alors admis, ce qui doit être, et ce que cette prétention ne contient pas, ce qui la dépasse et la met en cause. L'insatisfaction est au cœur du débat – dans un monde de satisfaits le débat n'aurait pas lieu d'être.

Mais, de l'ensemble des actes et des discours de l'humanité à leur interprétation par la conscience, le débat se fige. En voulant se saisir du débat, la conscience s'est davantage opposée à sa progression qu'elle ne l'a servie. Si l'humanité est bien l'acteur du débat, jusqu'à maintenant son organisation, sa menée, ses résolutions, n'ont appartenu qu'à une partie d'entre elle, changeante suivant les époques, mais conduisant toujours au même résultat, l'érection et la fixation par la conscience de propositions particulières en dogmes dominants. Sans doute, il ne pouvait qu'en être ainsi par le passé, aux temps où des séparations dans le monde étaient plus puissantes que le savoir de son unicité, aux temps où il restait encore des espaces à découvrir, des communications à établir entre les hommes, des moyens à inventer pour ce faire. Maintenant, la donne a changé. Dans l'époque actuelle, l'humanité dispose des moyens qui permettent la circulation des mêmes visions à l'échelle de la planète, et leur communication à tous ses membres. Reste que le particulier continue de dominer le général. Si ce ne sont plus exactement des messies, des grands hommes, des philosophes, des classes, des bureaucraties, qui dictent leurs directives et sacralisent leurs lois et leurs morales à l'adresse du monde, ce sont bien toujours quelques conceptions particulières qui dominent, érigées en systèmes de croyances indépassables, avec toutes les conséquences et tous les effets concrets qu'ils produisent grâce au travail de leurs valets et qui en renforcent l'apparence d'absolu, par l'adaptation à laquelle chacun est contraint.

Si le débat est en cours, il peut donc paraître suspendu, comme actuellement, du fait de la dictature de pensées particulières sur le devenir de l'humanité. Car jusqu'ici, le débat, dans sa menée, demeure à la fois permanent et discontinu. D'une part parce qu'il entre par moments dans des phases de gel, d'autre part parce que la majorité de ses acteurs potentiels s'en voit en général écartée : elle ne fait que subir quelques propositions certes issues du débat, mais trompeusement présentées comme ses conclusions mêmes. Si le débat n'en reste pas moins le produit permanent de toute l'activité humaine, chacun ne peut considérer son activité particulière comme participant à sa progression. Au contraire, l'éparpillement dans des activités normées et limitées participe au gel du débat.

Par le débat la totalité se meut et se transforme, mais elle lui échappe aussi, parce que sa prise pour objet échappe à ses acteurs potentiels tant que leurs rapports sociaux se fondent sur toute sorte de divisions particulières et figées, et sur l'interposition de médiations qui les gouvernent. Dans l'histoire, les révolutions, depuis la fin du 18ème siècle au moins, sont ces moments où les rapports sociaux existants sont mis en cause, en passe d'être bouleversés. Du débat gelé, du débat entre quelques uns à l'abri des palais et des salons, on passe au débat du plus grand nombre sur toutes les questions posées par ce plus grand nombre. L'organisation

du monde ne dépend plus de pouvoirs isolés, la totalité à définir s'offre à la libre volonté de ceux qui la font. Alors, ces phases du débat sont celles où on s'est le plus approché, où on s'est engagé au plus loin vers la maîtrise de sa menée, quand de ses acteurs potentiels les humains se muent en ses acteurs réels. Contre cet élan, les contre-révolutions sont ces moments de la confiscation du débat, où il se referme, où il est encore gelé par quelques consciences policières.

Forte de l'expérience de ces avancées et de ces reculs préalables, nous pensons que désormais l'humanité a ouvert la perspective de la maîtrise du débat. C'est là selon nous la question principale à l'ordre du jour, le nœud du problème. De sa résolution dépend la façon dont le débat peut se poursuivre, c'est-à-dire qu'il soit ou non délibérément mené jusqu'au bout de lui-même. Car la maîtrise du débat n'est pas une fin en soi, contrairement à ce que cultive la conception aujourd'hui dominante sur la communication, communication pour la communication, frénétique, sans but, ignorante de la totalité. Si la pratique maîtrisée du débat importe, c'est parce qu'elle est *le* moyen pour poser et discuter la question du but. But dont on pourrait donner une formulation prudente et provisoire : résoudre toute l'insatisfaction.

Paralysie

A notre époque, certaines forces prépondérantes empêchent les humains de se saisir du débat sur la totalité. D'après les préoccupations et les impératifs restrictifs qu'elles véhiculent, et grâce à leur rayonnement planétaire, des modes de communication et de pensée prétendent à l'éternité de leur instauration. Mais, du point de vue de la totalité, ils ne sont que des résultats relatifs du débat, auxquels son mouvement et ses horizons ne sont absolument pas réductibles, en dépit de ce qu'on voudrait nous faire croire.

Suivant une progression heurtée, sûre malgré les contradictions qui lui ont été opposées, des moyens particuliers de médiation ont accédé au statut de forces dominantes sur la marche du monde : par elles se trouvent unifiées l'organisation sociale des humains, la définition des raisons et des buts de leurs existences, la gestion de leurs communications. Si elles ne sont pas présentées en ces termes par ceux qui en défendent la supériorité, l'association de trois médiations forces détermine et gouverne aujourd'hui tout rapport humain à l'échelle du monde : ce sont la médiation par l'Etat, la médiation par la marchandise, et la médiation par l'information dominante.

L'Etat est la validation du principe du pouvoir séparé, quand la prise de décision est toujours réservée hiérarchiquement, avec cette autre caractéristique que ses frontières divisent et opposent par la force. La marchandise implique la soumission des humains aux choses, ici celles qui se commercent suivant l'absolu de leur flux perpétuel. L'information dominante consacre l'indépendance d'un intermédiaire autodésigné entre les humains, qui s'arroge le pouvoir de statuer sur le sens du monde. Procédant de leur alliance parfois chaotique, des lois, des règles, des principes sont établis en moyens de diriger et de contrôler l'essentiel des rapports entre les humains. Et l'ampleur de leur influence donne même l'illusion que la communication ainsi contrainte serait toute communication.

Des modes de pensée prédominent, plus spécialement chargés de donner un semblant de contenu à la communication. Leur « logique » commune consiste à certifier l'explication aboutie sur toute chose passée, présente, et à venir, en y soumettant la participation des humains, par là toujours déterminés malgré eux. De ces discours construits mués en systèmes de croyances englobants, qui justifient l'ordre en place contre toute possibilité de le remettre en cause, l'économie demeure encore à la place centrale qu'elle a conquise en deux siècles, où son credo s'est imposé, soit la réduction du débat au simple débat sur la meilleure façon de gérer. Avec l'identification des raisons primordiales de l'organisation sociale à la satisfaction du besoin alimentaire – de seulement nécessaires, la survie et la travail sont promus centraux et essentiels – l'économie prétend

satisfaire à la question du sens, tout en concédant la fatalité de la petitesse humaine. Profane, matérialiste et triviale, elle remplit ainsi le même rôle que les religions déistes encore vivaces, qui pour leur part ont au moins le mérite de représenter un au-delà à ce qui est, avec cependant ce défaut fondamental d'en avoir fait un au-delà de l'humanité, fixant par là la totalité hors de portée des humains. Les sciences exactes, par le biais des astrophysiciens, entretiennent la même idée de l'absolu, de l'inaccessible et supérieur à l'humain.

Dans un registre moins ambitieux, et c'est là une des attributions principales de l'information dominante, la communication est au jour le jour alimentée par la représentation d'événements dont l'impact spectaculaire et émotionnel doit suffire, en se substituant à toute tentative d'analyse et d'explication, déjà empêchée par le surgissement de l'événement suivant. Si des rapports entre les faits, voire une unité, sont parfois mis en évidence, ils ne servent qu'à appuyer ce qui est déjà préétabli, parce que ceux qui en discourent ne débattent pas, ils monologuent. Dans un secteur prévu à cet effet le débat est singé, pour en prévenir la possibilité, et la menace. Enfin, autorisée au plus grand nombre des individus séparés, une tendance plus récente se développe de manière positive dans le monde, qui s'impose comme son idéologie principale. L'activité de communiquer dénuée de sujet et de réalisation devient la plus commune : des progrès pour la marchandise et l'information dominante permis par les techniques numériques aux théories des réseaux qui en découlent, en passant par la consommation hystérique des moyens d'échange virtuels, l'aspiration à communiquer est détournée vers un mode inoffensif, ineffectif. Possible et maîtrise n'y sont entretenus qu'en tant qu'illusions, qui subjuguent d'autant plus qu'elles sont censées se rapporter au monde entier, auquel chacun se trouverait ainsi lié.

L'asservissement généralisé des humains à l'ensemble des forces qui cultivent le gel actuel du débat tient à une raison commune, procédant d'un rapport à l'aliénation fait d'ignorance et de crainte. Ce rapport constitue la clef de voûte de l'obscurantisme moderne. Dans leur assemblage, moyens de médiation et modes de pensée dominants forment une espèce de bloc de pensée qui fait partie du mouvement de l'ensemble de la pensée. Mais de l'intérieur de ce phénomène en cercle fermé, ce rapport n'apparaît pas. Au contraire, davantage produit d'un consensus inavoué que fruit d'un plan concerté, ce bloc de pensée se perçoit comme le mouvement même de toute la pensée. D'une certaine manière, on pourrait dire qu'il y a là comme une tentative d'expliquer l'aliénation, puisqu'il existe cette prétention de vouloir tout expliquer. Mais il s'agit bien davantage, plus simplement, de l'expression d'une peur, d'une panique, qui pousse à se rassurer comme on peut, dans un élan désespéré. Travestissement d'interprétations partielles et relatives en explications fondamentales, expansion au monde entier d'un mode de gestion sociale basé sur l'isolement du pouvoir, généralisation de la soumission à la marchandise et ambition démente de toujours vouloir en répandre davantage, sont autant de symptômes de la même prétention vouée à l'échec parce que fondée sur la même erreur d'appréciation : des pensées et des volontés particulières voudraient commander au général. Mais comme elles ne demeurent que ces pensées et ces volontés particulières, le général les dépasse, le général leur échappe, perpétuellement l'aliénation plus puissante les malmène.

Du point de vue du débat sur la totalité, et de la perspective de sa maîtrise par les humains organisés pour ce faire, la faiblesse et la lâcheté de ce rapport à l'aliénation sont à dépasser. Là où l'ensemble de la pensée suit son cours indépendamment des consciences, le phénomène par lequel la pensée s'autonomise, s'extrait des consciences pour se transformer au cours de sa circulation, est de nature contradictoire. Il éloigne la possibilité de maîtriser le débat – expansion de sa glaciation par le renforcement des pensées particulières autonomisées – *et il y appelle*, en lui donnant sa richesse potentielle – l'abusive domination de ces pensées, accentuée par ce phénomène, nourrirait d'autant plus l'insatisfaction à leur égard, moteur de leur renversement possible. La poursuite maîtrisée du débat s'annonce comme une pratique de l'aliénation qui nécessite sa critique, ce qui ne signifie pas sa suppression, mais la prise en considération de son phénomène, la volonté de s'y confronter et de s'en saisir. Contre l'indépendance de l'esprit objectif, la poursuite maîtrisée du débat se présente comme la pratique fondatrice du devenir sujet de l'humanité.

Activation

Le monde est davantage que l'image pauvre dont le camp de la conservation voudrait se satisfaire. Contre l'organisation et les représentations qu'il en impose, des faits lui échappent qui mettent à mal leur caractère prétendument définitif.

Dans un rapport bien plus direct à l'aliénation, un négatif surgit qui s'en prend à la positivité aveuglée du monde géré suivant les vues des ennemis du débat. Par sa forme encore la plus répandue de l'émeute moderne, la révolte manifeste l'irruption de la nouveauté dans l'histoire. Par leurs actes, *collectivement*, des humains s'insurgent contre les effets divers de ce qui est et devrait continuer à être sur le même mode. A ce stade, nous croyons que c'est la possibilité de la poursuite du débat qui est mise à jour. A ce stade, du point de vue du débat sur la totalité, nous pensons que son enjeu principal du moment consiste en l'opposition entre ceux qui défendent des pensées qui les dominent, le mouvement de « ce » qu'ils ne font que servir, et les insatisfaits qui libèrent en actes les possibilités de renverser ce rapport par la mise en cause des conditions qu'il détermine. De l'insatisfaction, ce serait là la manifestation plus particulière à notre époque, générée par la gestion de l'absence du débat seulement toléré et encouragé sous forme d'ersatz.

La révolte, en actes collectifs et offensifs, faite de destructions et de rupture, sans caractère partiel préétabli et revendiqué, où la colère féconde prend le pas sur la raison castratrice, la révolte moderne déchire le voile de l'ordre établi : par elle la marche du monde n'apparaît plus aussi évidente que ses idéologues de seconde zone voudraient le croire eux-mêmes. L'activation du débat par la révolte *ouvre sur l'inconnu*, et c'est bien ce qui annonce passionnante son extension à réaliser. Parce que par leurs actes négatifs les humains l'alimentent en commençant de façonner son contenu, le débat peut se muer en moyen de la connaissance comprise comme activité. C'est alors une charge contre sa conception dominante, basée sur le règne de la raison qui ne sert qu'à dissimuler son incomplétude pour la conscience, suivant laquelle la connaissance ne serait que constat et justification de ce qui arrive. Parce qu'elle est moment collectif du débordement de la conscience par l'émotion, parce qu'elle est rencontre non préméditée d'anonymes qui passent à l'offensive, parce qu'elle dessine dans ce même mouvement un sujet collectif qui met en cause l'objectivité de ce qu'il attaque, l'émeute moderne dans sa généralité s'est révélée comme le mode initial de l'appropriation possible du débat.

A ce stade, le renforcement de cette appropriation fait encore défaut, le plus souvent. Le débat demeure une dispute permanente qui se joue en actes avant tout, en général hors des consciences de ses acteurs. Il leur manque de se saisir de l'unité de leur pratique à l'échelle du monde, ce qui constitue aujourd'hui leur principale carence. L'observation et la réflexion théorique permettent de rendre compte de cette dispute, de se faire une idée de ses moments, de ses avancées et de ses reculs, mais seulement après coup, dans un éloignement que le projet de la maîtrise du débat met aussi en cause.

Cœur du débat, l'opposition actuelle est un conflit à l'échelle du genre. Elle détermine la principale division et la dualité de l'humanité, en deux camps qui s'affrontent mais dont les positions et les effectifs ne sont pas établis une fois pour toutes. D'abord parce que le débat se mène de façon discontinue, ouvert par ceux qui se révoltent aux moments où ils le font. Ensuite parce que les termes du conflit ne sont pas par eux portés en conscience tant qu'ils ne se donnent pas les moyens pour ce faire – sans parler des ennemis du débat qui s'emploient à réprimer toute tentative d'élaborer ces moyens et de rendre publics ces termes du conflit.

Avec l'expression du négatif inaugural, la question se pose de l'extension du débat, couplée à celle de la menée de la guerre au-delà de l'immédiateté initiale. Dans le camp des révoltés, les perspectives d'organisation dépendent de ces deux exigences, considérant que le contenu du débat n'est pas entièrement déterminé par cette situation conflictuelle. Dans le camp des révoltés, qu'on pourrait appeler le parti de l'histoire, le questionnement central sur le débat, sa prise pour objet, sont une nécessité. Nier cette nécessité est le propre des récupérateurs.

D'après l'exemple des situations de révolte les plus intenses des vingt-cinq dernières années, l'insurrection est apparue comme le prolongement de l'émeute moderne où c'est l'évidence du conflit direct qui paraît être privilégiée. Volonté de s'étendre sur cette base, déterminée par cette urgence, réactive aux manœuvres ennemies, l'insurrection peut faire le choix d'une organisation rudimentaire du point de vue du débat, si on y conserve dans l'organisation de la médiation l'illusion d'une immanence du sens. Le sens, comme toute chose, dépend du débat, et non l'inverse, car dans ce cas, le débat demeure dans les limites du sens fixé en amont, par moins que l'ensemble de ses acteurs potentiels.

Comme rencontre, la révolte met en jeu la possibilité de confronter collectivement l'insatisfaction d'habitude rentrée en chacun. Entre ses acteurs, le lien qui prévaut désormais est déterminé par leur participation à l'acte négatif, et par leur engagement sur cette base.

D'après ce que nous savons du mouvement des assemblées en Argentine né dans la révolte de l'hiver 2001-2002, ses acteurs se sont organisés sur des bases négatives pour instaurer entre eux le débat en ne s'imposant au commencement aucune limite. Etat, marchandise, information dominante n'ont pas pénétré leur espace de débat. Ils ont confié le pouvoir de définition sur le débat à la base, c'est-à-dire à tous ceux qui souhaitaient s'engager dans les assemblées. Ce faisant, ces révoltés ont créé une nouveauté qui apparaît comme une progression par rapport à l'émeute moderne, et à son extension dans l'insurrection, d'une part sans en nier la qualité propre voire en en reprenant à son compte certains aspects, d'autre part en s'offrant comme possibilité d'explorer l'inconnu ainsi ouvert, et par là de dépasser le négatif « simple ». Sans vouloir le figer en parfait modèle une fois pour toutes, ni présumer de la richesse du contenu des débats qu'il a permis, le mouvement des assemblées en Argentine constitue dans l'époque présente un moment primordial, indication centrale à l'adresse du parti des révoltés.

Le sens des émeutes, du conflit mis à jour par leur unité, du débat qu'elles ouvrent par ce biais, peut être pris pour objet par l'organisation d'un débat parlé de telle sorte que la définition de son contenu ne soit soumis à aucune certitude préalable, sinon celle du conflit, du débat en marche. Dans ce sens, une confrontation collective à l'aliénation est rendue possible, lorsque prime l'examen critique du ici et maintenant, dans l'intention d'une transformation de fond en comble. La nouveauté de ce mode d'organisation bouleverse les conceptions jusque-là connues de l'histoire, notamment sa conception dialectique la plus courante encore chez les partisans de la révolte, qui bien souvent se révèle n'être qu'une justification du réformisme. La dualité de l'humanité n'est pas définie suivant un donné pétrifié, ni d'après des présupposés prétendument réels. Au contraire, elle dépend d'une prise de position sur la discussion et la suppression des présupposés. Ce sont les humains qui donnent ses motifs à leur dispute : l'organisation en assemblées de base souveraines marque l'émergence d'un moyen possible pour définir et vérifier, par la participation de tous, le contenu de la communication. Car dans cette configuration, les humains constitués en sujet franchissent ce pas primordial où ils accèdent au pouvoir de tous sur tout.

De notre position

Les actes offensifs des pauvres contre leurs conditions sont pour nous autant d'invitations au débat sur la totalité tant sont communes à tous et répandues ces conditions. Les invitations au débat sur la totalité sont pratiques, leur compte-rendu public et la mise en évidence de leur similarité visent à se saisir de leur potentialité, de la mise en cause qui les unit. Pour l'intitulé de cette conclusion, nous employons le singulier pour livrer les premiers éléments de notre conception du débat. Inviter au débat, c'est *pratiquement* le commencer ou le poursuivre en actes et en paroles, mais c'est aussi, d'une position plus en retrait, considérer les conditions de sa maîtrise, mettre au jour ces manifestations, proposer une formulation de ses enjeux,

projeter la mise en communication de ses acteurs.

Au point où nous en sommes, notre objectif à plus court terme possible, c'est que l'idée de la maîtrise du débat sur la totalité se réalise, qu'elle prenne effectivement le pas sur sa négation actuelle.

Il faut donc appuyer, fédérer, renforcer, ce qui va dans ce sens dans le monde. C'est ce qui a motivé notre participation à *l'AG en lutte* ; c'est pourquoi nous en livrons aujourd'hui ce récit et cette critique.

C'est pourquoi nous avions déjà décidé d'une certaine pratique avant la constitution de cette assemblée, que nous poursuivons et dont cette publication est aussi, de façon imprévue, un des résultats.

Des participants à *l'AG en lutte*, octobre 2006.

Annexe 1

à l'EHESS
AG de lutte OUVERTE à TOUS

Les locaux de l'EHESS du 105 bd Raspail sont occupés depuis ce lundi 20 mars. Pour un ensemble de gens, déjà précaires ou en voie de l'être, il semblait nécessaire de se donner un lieu et des moyens pour que notre hétérogénéité s'agence et s'organise. Il s'agit moins de se réapproprier une école que d'en faire un lieu ouvert, sans propriétaire ni corporatisme (y compris étudiant), où nous tenterons d'inventer des formes de luttes adaptées à la situation.

Plutôt que de lever la main pour exposer des revendications catégorielles ou d'attendre la permission de la tribune pour étaler ses opinions individuelles, il s'agit de se donner le temps de s'organiser pour prendre part à la bataille actuelle. Nous ne sommes pas là pour pleurnicher sur le grignotage de nos « acquis-sociaux-conquis-de-haute-lutte » par le Front Populaire, la gauche plurielle et autres gestionnaires de tous poils qui nous promettent un salariat plus sympa.

Nous ne pouvons plus nous limiter à la lutte contre le CNE et le CPE parce qu'il s'agit en effet moins d'une perte de nos acquis que d'une avancée de la logique de précarisation et d'optimisation de la mise au travail de tous.

L'ampleur et la radicalisation du mouvement nous amènent à ouvrir à tous ce lieu de discussion, d'actions et de lutte.

Soyons toujours plus nombreux...
AG tous les soirs à 19 heures

lundi 20 mars 2006
AG en Lutte

105 bvd Raspail, M° Saint Placide (ligne 4) ou Notre Dame des Champs (ligne 12)

Annexe 2

24 heures de grève, et après :

La lutte, entamée depuis des semaines dans la rues, les facs et les lycées, ne peut pas se contenter d'une journée de grève.

D'abord parce que la révolte qui grandit dépasse largement, dans sa forme et ses implications, les enjeux d'un seul nouveau type de contrat de travail. Ensuite parce que nous n'accepterons pas que les syndicats, à la traine depuis le début du mouvement, nous dictent à nous tous, précarisés (salariés, étudiants, chomeurs et tous ceux qui n'acceptent pas les conditions qui leurs sont faites), la forme et les moyens de mener cette lutte, une lutte qui n'a jamais appartenu qu'à ceux qui se battent.

Le gouvernement joue l'inflexibilité, comme un autre aurait joué la négociation, il ne nous laisse que le choix entre toujours plus d'écrasement et une révolte qui assume ses raisons et ses moyens de se généraliser.

La grève générale, sauvage et illimitée, s'impose.

Le blocage qui s'actualise depuis le début dans les occupations comme pratique essentielle du mouvement nous apparaît comme un moyen efficace de mettre des bâtons dans les rouages de l'économie. Le blocage de voies de circulation a été pratiqué par des manifestants à de nombreuses reprises : comme l'aéroport de Lannion au début du mouvement, les gares de Rennes, Caen et Nantes ont été bloquées par des manifestants. Des grands axes de circulation routières ont aussi été investis à Lyon et à Fontenay-sous-Bois.

Nous proposons donc, pour que se poursuive la lutte au-delà de la journée du mardi et pour éventuellement libérer un peu de temps habituellement pris par le travail, **de bloquer, le mercredi 29 mars tôt le matin, avant l'heure de départ au travail, les voies de circulation** qui sont le lieu de passage concret des flux de marchandises dont la plus importante : la force de travail.

Pour envoyer valser leurs réformes, pour les faire reculer jusqu'à ce qu'ils tombent, parce qu'ils doivent tomber.
Maintenant se défendre, c'est attaquer.
Tous ensemble.

L'AG en lutte occupant l'EHESS

105, bd Raspail - AG de lutte ouverte à tous, tous les jours à 19h

Annexe 3

BIFURCATION

Dans ce mouvement, la révolte n'est pas feinte, ni tout à fait encadrée. Des actions non-symboliques, comme le bloquage des routes et des gares, se multiplient, ainsi que les affrontements durant les manifestations.

Pourtant, il nous paraît impossible de nous contenter de manifester comme nous l'avons fait jusqu'à présent. D'abord, parce que nous revenons toujours frustrés de ces défilés où les mots d'ordre ne sont pas les nôtres, où nos déplacement sont contrôlés, où les organisateurs voudraient nous disperser à l'heure dite. Ensuite parce que ces manifestations sont dangereuses pour tout le monde, la police et les syndicats se mettant d'accord sur le parcours et surtout sur le fait de finir dans un cul de sac, dans une nasse pour faire du chiffre ENSEMBLE, pour interpeller le plus possible parmi ceux qui refusent de se disperser et d'attendre la prochaine "journée d'action". Au cours des 4 derniers défilés, ce sont près de 1 300 interpellations qui ont eu lieu. Rien que lors de la manifestation du 28 mars, où la collaboration entre la police et les services d'ordre des syndicats nous a été présentée comme optimale, ce sont 600 manifestants qui ont été arrêtés.

Nous proposons donc aux assemblées étudiantes, lycéennes et autres de se mettre d'accord pour partir en manif sauvage. Nous pourrions définir un lieu à atteindre vers lequel un cortège commun bifurquerait. En fonction du dispositif policier nous pourrons nous y rendre en cortège ou par petits groupes. Éventuellement nous pourions envisager une action ou une occupation sur ce lieu.

AG en lutte Paris, 30 mars 2006

Annexe 4

Une assemblée ?

Lors de la dernière assemblée générale du lundi 10 avril, rendez-vous a été pris pour réunir le lendemain un « groupe d'écriture ». Hier, une vingtaine de personnes ont répondu à ce rendez-vous. Assez vite, les discussions n'ont plus porté sur les textes à écrire, pour s'orienter de façon centrale sur la définition de ce qu'est, ou de ce que pourrait être, l'assemblée que nous formons. Aujourd'hui, ce texte, peut-être parmi d'autres, a pour but que le débat sur ce questionnement se prolonge dans l'assemblée.

Cette question de ce que nous sommes ensemble est entièrement liée à la situation générale du « mouvement », au moment actuel. Les deux sont inséparables : quelle peut être notre pratique collective ? Comment grâce à elle pouvons nous intervenir dans ce qui a lieu ?

Se prévalant d'une victoire, l'encadrement syndical a presque entièrement disparu, et avec lui l'ampleur de la mobilisation. A la suite de la critique de cet encadrement, déjà exprimée ici, ce constat oblige d'autant plus à se poser la question urgente de l'auto-organisation, partout où on ne se satisfait pas de cette fin déclarée du « mouvement ».

Dès sa fondation cette assemblée a commencé de s'ébaucher comme moyen possible de cette auto-organisation. A la suite des affrontements de rue et des occupations sauvages, une volonté d'élargir la contestation s'est manifestée, au-delà du corporatisme étudiant, et d'une revendication sur le seul rejet d'une loi particulière ; une volonté donc de ne pas se fixer de cadres de discussions préconçus, afin que soit laissé possible la remise en cause de tout.

Plus ou moins nettement, des dispositions ont été prises par l'assemblée, qui définissent son fonctionnement, et qui peuvent être comprises comme début de critique des modes de fonctionnement hiérarchiques, représentatifs, imposés à tous sans leur accord, qui maintiennent les conditions présentes. L'assemblée s'est prononcée contre le fonctionnement bureaucratique des AG étudiantes, contre tout contrôle syndical en général, contre la présence de journalistes, contre la réduction de ses perspectives à des visées corporatistes.

Mais, dans son évolution, l'assemblée n'a pas su se constituer de façon plus franche sur ces bases-là. Là où elles auraient pu devenir des principes, soutenus par tous à l'issue de débats sur leur sens, elles sont restées non formulées comme définitoires d'un sujet collectif possible. Par moments abordé, le projet de cette formulation a été malheureusement négligé, pour ne plus se préoccuper que de l'organisation des seules actions au jour le jour. Ce n'est pas l'objectif de vouloir agir ensemble qui est ici mis en cause, mais le fait de se concentrer exclusivement sur ces questions pratiques et techniques, parce qu'il s'est opposé à la constitution du sujet collectif en puissance.

Il a manqué d'une volonté collective pour se donner les moyens d'avancer en tenant compte des résultats du débat, pour ne pas repartir de zéro à chaque assemblée : se doter d'un moyen

de publication propre (blog ou site Internet), pour ne pas perdre ce qu'on dit ensemble, et pour l'adresser à l'extérieur ; se poser la question de comment on décide ensemble, autrement que par des consensus apparents qui n'engagent pas vraiment la totalité des participants. C'est comme si avait dominé une réticence à trancher, à s'affirmer, à se prononcer ; actes qui ne signifient pas obligatoirement qu'on s'impose des limites, qu'on se fixe des cadres restrictifs, définitifs ou liberticides.

Sujet collectif, l'assemblée serait ce moment central où tout peut être discuté pour parvenir à des conclusions collectives, et le cœur de ce qui est désigné plus largement comme *AG en lutte*. Elle deviendrait assemblée générale de base et souveraine. Moment où les initiatives sont lancées, discutées, où on décide de les prolonger et de les mettre en œuvre par le biais de comités dont les résultats reviennent à l'assemblée décisionnaire. L'assemblée n'est donc pas le moment unique, elle nécessite d'être alimentée par l'engagement de chacun, qui gagne grâce à elle la puissance qui lui manque sinon.

La conservation du monde tel qu'il est ordonné tient par l'éparpillement de tous dans des conditions qu'on voudrait nous faire croire spécifiques pour chacun, individuelle, ou bien liée à telle ou telle appartenance identitaire, sociale, ethnique, nationale. C'est une misère bien plus fondamentale de ce monde que la précarité économique qui en est une conséquence particulière. L'idée du débat permis par une telle assemblée, c'est poser comme objectif premier et comme point de départ le refus de cet éparpillement, de cette séparation, et de tout ce qui les justifie, pour parvenir ensemble à la maîtrise de nos vies.

Se constituer dans ce sens, ce serait se donner maintenant un moyen possible pour approfondir la rupture, en appelant à ce que la constitution de tels collectifs se généralise, parce que nous savons que nous ne sommes pas les seuls à vouloir aller plus loin.

Cette proposition n'a pas la prétention d'être parfaite, mais dans la situation particulière où nous sommes, elle se veut l'alternative à cette autre solution où le collectif se réduirait à un pôle de contestation activiste parmi d'autres, qui aurait échoué dans la reproduction de conceptions et modes d'actions usés, inoffensifs.

Des participants de l'AG en lutte, le 12 avril 2006.